



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 16 NOVEMBRE 1940

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La Gazette officielle de Québec est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 16TH, 1940

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The Quebec Official Gazette is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement, Québec, 27 juin 1940.
4923—44-9-o

Lettres Patentes

"Coteluke Home Development Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: Jules Schindler, Arthur Netter, rentiers, et Max Isidore Sigler, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, et détenir ou développer, négocier, vendre ou acquérir et disposer de toutes sortes d'immeubles, terrains, bâtisses ou structures, ou tous droits et intérêts en iceux, et accorder des baux sur les biens de la compagnie;

Eriger, construire conformément à la loi, aucune et toutes sortes de bâtisses, et vendre, transporter et disposer desdites structures dans le cours ordinaire des affaires; exercer le commerce d'achat, de vente et d'échange d'aucune et de toutes bâtisses dessus érigées;

Exercer le commerce d'agents financiers et de placements, acheter, vendre et négocier, soit comme mandants ou agents, des valeurs ou autres obligations, agir comme agents généraux, marchands à commission, pour et au nom de toute catégorie d'agents d'immeubles et agir de la même

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House, Québec, June 27th, 1940.
4924—44-9-o

Letters Patent

"Coteluke Home Development Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1940, incorporating: Jules Schindler, Arthur Netter, gentlemen, and Max Isidore Sigler, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, or otherwise, and to hold or develop, deal in, sell, or acquire, dispose of, all kinds or real estate, land, buildings, or structures, or any interests and rights therein, to grant lease of the Company's property;

To build, construct, any and all kinds of buildings that may be permitted by law, and to sell, transfer, and dispose of the said structures in the ordinary course of business; to carry on the business of buying, selling, and exchanging any and all kinds of buildings constructed thereon;

To carry on the business of financing and investing agents, to buy and sell and deal in, either as principals or agents, securities, or other obligations, to act as general agents, commission merchants, for and on behalf of every class of real estate dealers, and to act similarly for the

manière pour la transaction de toutes affaires qui peuvent être exercées par la compagnie, la vente de propriétés, le placement et la perception de deniers, loyers et intérêts et autres valeurs, sous le nom de "Coteluke Home Development Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de quarante-neuf mille dollars, divisé en deux cents actions privilégiées de cent dollars chacune et cinq cent quatre-vingts actions ordinaires d'une valeur au pair de cinquante dollars chacune;

Lesdites actions donneront droit aux détenteurs d'icelles à un dividende privilégié, non-cumulatif, fixe de sept dollars (\$7) l'action, par année, lesdites actions, advenant une liquidation relativement au montant dans le temps payé sur icelles et tous dividendes accrus sur icelles, déclarés ou non, auront droit de priorité sur les actions ordinaires, tels détenteurs n'ayant ni le droit à une participation additionnelle dans les profits ou dans le surplus des biens ni celui de voter, excepté sur une résolution pour la liquidation volontaire de la compagnie; pourvu que telles actions privilégiées ou toute partie d'icelles, soient rachetables au gré de la compagnie en payant comptant à tel détenteur ou tels détenteurs un montant égal, dans chaque cas, à l'équivalent reçu par la compagnie pour l'action ou les actions ainsi rachetées, avec ensemble tous dividendes payables sur icelles, déclarés ou non, et un dividende spécial de sept dollars (\$7) l'action.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5107 Assistant-procureur général.

"Labelle Garment Company"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q. 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Arthur Kishner, expert comptable public, et Jean Schwartz, sténographe, fille majeure, tous des cités et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce, en gros et en détail, de manufacturiers, marchands et distributeurs de manteaux, costumes, robes et autres vêtements pour dames, demoiselles et fillettes;

Exercer le commerce comme marchands de vêtements et produits semblables en qualité de manufacturiers, distributeurs, importateurs, exportateurs, négociants, commerçants, acheteurs et vendeurs, en gros et en détail, sous le nom de "Labelle Garment Company", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5109 Assistant-procureur général.

"L'Union Economique d'Habitations"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gou-

transaction of any business which may be carried on by the Company, the sale of property, the investment and collection of monies, rents and interests, and other securities, under the name of "Coteluke Home Development Inc."

The amount of the capital stock of the company is to be forty-nine thousand dollars, divided into two hundred preferred shares of one hundred dollars each, and five hundred and eighty common shares of fifty dollars each par value;

The said shares shall entitle the holders thereof to a fixed non-cumulative preferential dividend of Seven Dollars (\$7.00) per share per annum, the said stock to rank in a winding-up in respect of the amount for the time being paid up thereon, and any dividends accrued thereon, whether declared or not, in priority to the ordinary shares, such holders not to be entitled to any further participation in profits or surplus assets nor to be entitled to vote except on a resolution for the voluntary winding-up of the Company; provided that such preferred shares, or any part thereof, shall be redeemable at the option of the Company by paying to such holder or holders in cash an amount equal in each case, to the consideration received by the Company for the share or shares so redeemed, together with any dividends payable thereon, whether declared or not, and a special dividend of Seven Dollars (\$7.00) per share.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5108-o Deputy Attorney General.

"Labelle Garment Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-fifth day of October, 1940, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Arthur Kishner, certified public accountant, and Jean Schwartz, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business both wholesale and retail of manufacturers, merchants and distributors of women's, misses' and girls' coats, cloaks, dresses and other garments;

To carry on the business as merchants of clothing and kindred products as manufacturers, distributors, importers, exporters, jobbers, dealers, buyers and sellers both wholesale and retail, under the name of "Labelle Garment Company", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5110-o Deputy Attorney General.

"L'Union Economique d'Habitations"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

verneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1940, constituant en corporation sans capital-actions: H. Lorenzo Dallaire, professeur, 5912 rue Louis Hémon, Montréal, J. Auguste Gosselin, avocat, 670 avenue Stuart, Outremont, et Philippe Ferland, avocat, 3731 rue Mentana, Montréal, dans les buts suivants:

Aider et permettre à ses membres de devenir propriétaires; à cette fin, grouper des individus, les conseiller, guider et diriger vers l'accession à la propriété;

Discuter, suggérer, faire connaître au public en général et à ses membres en particulier toute législation économique, sociale et financière susceptible d'aider aux classes moyennes, ouvrières ou autres à accéder à la propriété;

Suggérer la création, fonder et gérer, tout en se conformant aux lois en la matière, des caisses de prévoyance et d'assistance, mutuelles ou autres pour faciliter à ses membres l'acquisition et la conservation de leur propriété;

Agir à ces fins comme mandataire, agent ou à tout autre titre pour tous et chacun des membres de la corporation, en étant autorisée par chacun d'eux par procuration spéciale à cet effet;

Opérer et entretenir des Centres familiaux et sociaux modernes, où pourront se poursuivre des programmes d'activités économiques, financières, éducationnelles, récréatives, artistiques, philanthropiques et hygiéniques, et des services d'aucun et de tout genre et espèce, sous une direction convenable, pour le bénéfice de toutes personnes, désirant se prévaloir de telles activités ou servitudes, et encourager, développer chez telles personnes de bonne qualité de caractère et de citoyenneté;

Encourager et aider ses membres à faire de leur temps libre l'usage le meilleur et le plus salutaire; leur rendre accessible la véritable formation professionnelle d'aucune et de toutes sortes et des instructions en sciences ménagères, le soin des bébés et des enfants, les travaux à la main, (petits métiers) et les arts libéraux;

Promouvoir et encourager chez les jeunes la participation dans les sports, les jeux et les activités athlétiques, individuellement ou en groupes et pourvoir ou procurer toutes les facilités requises ou opportunes dans ce but;

À ces fins, entretenir et opérer gratuitement, ou pour toute considération n'excédant pas le coût de fournir tels services, des bibliothèques, des ateliers, des restaurants, des gymnases, des cliniques dentaires, garderies, cours d'instruction et d'entraînement, et des chambres ou locaux de lecture, de récréation ou de club, le tout en ce conformant aux lois en la matière et en s'abstenant de se livrer aux jeux à l'argent, aux jeux de hasard ou aux jeux mixtes de hasard et d'habileté, sous le nom de "L'Union Economique d'Habitations".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de deux cent mille dollars (\$200,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5111-0

Assistant-procureur général.

Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-fifth day of October, 1940, to incorporate as a corporation without share-capital: H. Lorenzo Dallaire, professor, 5912 Louis Hémon street, Montreal, J. Auguste Gosselin, advocate, 670 Stuart avenue, Outremont, and Philippe Ferland, advocate, 3731 Mentana street, Montreal, for the following purposes:

To assist and permit its members to become proprietors; for such purpose, to group individuals, advise, guide and direct them towards acquiring property;

To discuss, suggest, make known to the public in general and to its members in particular, any economic, social and financial legislation capable of helping the middle, working or other classes in the acquisition of property;

To suggest the creation of, found and manage, in compliance with the laws in that respect, mutual benefit funds or other funds to enable its members to acquire and conserve their property;

To act for such purpose as mandatory, agent or under any other title for all and any members of the corporation, being authorized by each one of them by special power of attorney to that effect.

To operate and maintain modern friendly and social Circles where the programme of economic, financial, educational, recreational, artistic, philanthropic and hygienic activities may be carried out, as well as for services of any and all kinds and descriptions, under suitable direction, for the benefit of those desiring to avail themselves of such services or activities, and to encourage, develop among such persons the better qualities of character and citizenship;

To encourage and assist its members to employ their leisure hours to the best and most salutary advantage; to render accessible to them true professional formation of any kind or kinds and instruction in domestic science, the care of infants and children, handiwork, handicraft, and liberal arts;

To promote and encourage amongst the youth, the participation in sports, games and athletic activities, individually or in groups and provide or procure all the facilities required or necessary for such purpose;

For such purposes, to maintain and operate, free of charge, or for any consideration not exceeding the cost of furnishing such services, libraries, workshops, restaurants, gymnasiums, dental clinics, nurseries, courses of instruction and training, and lecture, recreation or club rooms or premises, the whole in conformity with the laws in that regard and with the understanding that there is to be no gambling, games of chance or combined games of chance and skill, under the name of "L'Union Economique d'Habitations".

The amount to which the immovable properties which the corporation may possess is to be limited, is two hundred thousand dollars (\$200,000.).

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

5112

"North Atlantic Sea Food Limited"

"North Atlantic Sea Food Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: Pierre-Paul Geoffrion, étudiant en droit, mesdemoiselles Jacqueline Bissonnette, téléphoniste, Marguerite Moquin, Jacqueline Brassard et Denise Bourgeois, sténographes, toutes quatre filles majeures, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants:

Créer et exercer, sous toutes formes quelconques, une industrie et un commerce de poissons;

Faire, tant dans les eaux douces que les eaux de mers, la recherche, la pêche et la capture de tous poissons quelconques et exercer cette entreprise par tous procédés manuels ou mécaniques et avec des embarcations de tous genres et avec toute machinerie, outillage, appareils et agrès de toutes sortes, pourvu que tels outillage, appareils et agrès ne soient pas prohibés par les lois du pays et de la province;

Créer, exploiter et maintenir toutes industries se rapportant à la prise et capture du poisson, à son traitement et à sa transformation, sous toutes ses formes, et à cette fin, construire, acquérir et posséder tous établissements, fabriques ou usines pour la capture, la préparation, la conservation, l'entreposage, le traitement et la transformation du poisson, de ses produits et sous produits sous quelques formes que ce soit;

Sans restreindre les pouvoirs résultant des paragraphes précédents, extraire, par tous procédés manuels, mécaniques, chimiques ou scientifiques, de tous poissons, y compris les baleines, les marsouins, les phoques, les morues, toutes huiles ou autres matières qui les composent;

Traiter toutes les sortes de poissons, les matières et huiles qui peuvent en être extraites, sous toutes les formes que ce soit, transformer, en partie ou en totalité, ces diverses matières ou huiles et les diverses parties du poisson, faire le raffinage des huiles desdits poissons et faire de leurs parties, et principalement de leurs chairs, des vessies natatoires, de la peau et des huiles, des produits ou sous-produits, naturels ou chimiques, soit pour la consommation, soit pour l'industrie, le commerce ou l'agriculture;

Subordonnement aux lois du pays et de cette province, construire et établir des réserves de poissons, des barrages et des digues, soit pour fins de pisciculture, soit pour la sauvegarde, la protection ou la conservation du poisson devant servir directement ou indirectement à l'industrie ou au commerce que la compagnie entend exploiter;

Exercer dans toutes leurs spécialités et activités, les opérations de pêcheurs, de fabricants, de commerçants, d'importateurs et d'exportateurs tant pour le poisson même que pour toutes les parties et dérivés qu'on peut en tirer et qui peuvent également être utilisés à la fabrication de tous articles, naturels, chimiques ou scientifiques, dans lesquels le poisson ou ses extraits ou ses parties peuvent entrer, soit comme la partie principale, soit comme l'accessoire;

Agir comme constructeurs et entrepreneurs généraux et agents d'immeubles pour les objets inhérents aux fins de la compagnie, sous le nom de "North Atlantic Sea Food Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1940, incorporating: Pierre-Paul Geoffrion, law-student, the Misses Jacqueline Bissonnette, telephone operator, Marguerite Moquin, Jacqueline Brassard, and Denise Bourgeois, stenographers, all four spinsters, all of the City of Montreal, District of Montreal, for the following purposes:

To create and carry on, under all forms whatsoever, the fish industry and business;

To carry on, both in fresh water as well as in salt water, the searching and fishing for and the catching of all kinds of fish whatsoever, and to carry on the said business by all manual or mechanical processes and with craft of all kinds and with any machinery, equipment, apparatus and tackle of all kinds, provided that such equipment, apparatus and tackle be not prohibited by the laws of the country and of the Province;

To create, operate and maintain any industries connected with the taking and catching of fish, its treatment and its transformation, in all forms, and for such purpose, to construct, acquire and own any establishments, factories or plants for the catching, preparation, preservation, storage, treatment and transformation of fish, its products and by-products, under all forms whatsoever;

Without restricting the powers resulting from the preceding paragraphs, to extract, by manual, mechanical, chemical or scientific process, from all fish, including whales, porpoises, seals, cod, any oils or other component matter thereof;

To treat all kinds of fish, any substances and oils which may be extracted therefrom, in any form whatsoever, transform in whole or in part, the various substances or oils and the various parts of the fish, to refine the oil from the said fish, and with their parts, and principally their flesh, natatory bladders, skin and oil, to manufacture natural or chemical products or by-products, either for consumption, or for industry, trade or agriculture;

In compliance with the laws of the country and of this Province, to construct and establish preserves for fish, dams and dikes, whether for piscicultural purposes, or for the safekeeping, protection or preservation of fish to be used directly or indirectly in connection with the industry or business which the company intends to carry on;

To carry on in all their specialties and activities, the business of fishermen, manufacturers, merchants, importers and exporters both for fish itself as well as for the parts and derivatives which may be extracted therefrom and which may also be used in the manufacture of any natural, chemical or scientific articles, in which fish or their extracts or parts may enter, either as the principal part or as an accessory;

To act as general builders and contractors and as real estate agents for any purposes pertaining to the objects of the company, under the name of "North Atlantic Sea Food Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars (\$100.) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,
5113-o Assistant-procureur général.

"St-Denis, Larocque Transport, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: Jean-Baptiste Beaulieu, ouvrier-menuisier-constructeur, Dame Marie-Rose Lavoie, épouse contractuellement séparée de biens de Rolland St-Denis, camionneur, suivant contrat de mariage passé devant Me Albert Poulais, notaire, le 17 février 1936 sous le numéro 48509, dûment autorisée par ledit Rolland St-Denis, Alcibiade Régimbald, agent, et Roméo Ponthomme, marchand-voyageur, tous de Papineauville, dans les buts suivants:

Exploiter tout genre de transport quelconque tel que: voitures en général, agents de chemins de fer et d'expédition, entrepreneurs de transport et de messagerie, emmagasineurs et entreposeurs et tout autre commerce similaire ou connexe;

Transporter d'un endroit à un autre, des personnes, marchandises et objets de toute espèce, par aucun moyen que ce soit, et ce par voitures ordinaires, voitures-automobiles, camions, autobus, véhicules-moteurs nûs par engin ou moteur quelconques ou par tout autre mode de transport et établir des tarifs pour tel transport;

Construire ou acquérir, tenir, gérer ou exploiter et opérer des garages pour la garde, le nettoyage, la réparation et le soin en général d'automobiles, de camions, de véhicules nûs ou opérés par la gazoline ou par l'électricité ou tout autre pouvoir à traction, et de tous les accessoires y attachés et s'y rapportant d'aucune et de toutes natures et descriptions;

Distribuer, acheter, vendre et troquer des automobiles neuves et usagées, pièces d'automobiles, pièces de camions, accessoires ou fournitures qui sont vendables;

Acheter, vendre et faire le commerce ou le trafic, soit par gros ou en détail, d'huiles, graisses, benzine, pétrole, dérivés du pétrole, et de toutes sortes de produits et sous-produits du pétrole;

Faire affaire, comme fabricant et marchand de pneus, tubes et accessoires et articles en caoutchouc de toutes descriptions;

Représenter des négociants, manufacturiers, distributeurs et exportateurs ou importateurs de tous véhicules, automobiles, accessoires, à commission ou pour toute autre rémunération, sous le nom de "St-Denis, Larocque Transport, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000), divisé en mille (1000) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Papineauville, comté de Papineau, dans le district de Hull, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,
5115-o Assistant-procureur général.

"United Auto Parts (Granby) Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty second day of October, 1940.

L. DÉSILETS,
5114 Deputy Attorney General.

"St-Denis, Larocque Transport, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of October, 1940, incorporating: Jean-Baptiste Beaulieu, workman, carpenter, contractor, Dame Marie-Rose Lavoie, wife separate as to property by marriage contract of Rolland St-Denis, truckman, as per marriage contract passed before Me Albert Poulais, notary, on the 17th of February, 1936, under number 48509, duly authorized by said Rolland St-Denis, Alcibiade Régimbald, agent, and Roméo Ponthomme, commercial traveller, all of Papineauville, for the following purposes:

To engage in any kind of transportation whatsoever, such as: general carriers, railway and shipping agents, transportation contractors and messengers, storers and warehousemen and any other similar or allied business;

To convey, from one place to another, persons, merchandise and objects of every kind, by any way whatever, and such by means of common carriages, motor carriages, trucks, autobuses, motor-vehicles, propelled by any engines or motors whatsoever, or any other means of transportation, and to establish tariffs for such transportation;

To construct or acquire, keep, manage or conduct and operate garages for the keeping, cleaning, repairing and general care of automobiles, trucks, vehicles propelled or operated by gasoline or by electricity or any other motive power, and all the accessories attached thereto and connected therewith of any and all kinds and descriptions;

To distribute, purchase, sell and trade in automobiles, whether new or used, automobile parts, truck parts, accessories or supplies which are capable of being sold;

To buy, sell and deal or trade in, both wholesale or retail, oil, grease, benzine, petroleum, petroleum derivatives, and all kinds of petroleum products and by-products;

To deal, as manufacturer and merchant in tires, tubes and accessories and rubber goods of all descriptions;

To represent dealers, manufacturers, distributors and exporters or importers of any vehicles, automobiles, accessories, on commission or for any other remuneration, under the name of "St-Denis, Larocque Transport, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.) divided into one thousand shares (1000) of ten dollars (\$10.) each.

The head office of the company will be at Papineauville, County of Papineau, in the District of Hull, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty second day of October, 1940.

L. DÉSILETS,
5116 Deputy Attorney General.

"United Auto Parts (Granby) Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been

accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: Lucien Roux et J.-Maurice Cousineau, avocats, et demoiselle Aimée Senécal, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

De manufacturer, réparer, importer, exporter, échanger, faire le commerce en général, soit en gros et détail de toutes sortes d'automobiles, tracteurs, aéroplanes, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, ainsi que de toutes parties, pièces, morceaux s'y rapportant directement ou indirectement et de toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec ces dits objets ou pour la fabrication, le maintien et le travail respectif d'iceux, sous le nom de "United Auto Parts (Granby) Ltd".

Le capital-actions de la compagnie est de \$20,000.00 divisé en 1500 actions de capital privilégié à 6% d'une valeur au pair de \$10.00 chacune, et 5,000 actions du capital ordinaire d'une valeur au pair de \$1.00;

Les dites actions privilégiées à 6% seront sujettes aux privilèges, priorités, pouvoirs, limitations, conditions et restrictions suivantes, respectivement à savoir:

a. Les actions privilégiées n'auront pas droit de vote et recevront un dividende privilégié jusqu'à concurrence de six pour cent (6%), par année sur la valeur au pair des dites actions et nul dividende ne sera déclaré ou payé sur les actions ordinaires de la compagnie durant aucune année avant que les dits dividendes privilégiés aient été déclarés et payés. Les dividendes privilégiés seront non cumulatifs. Les actions privilégiées n'auront pas droit à aucune autre participation dans les profits de la compagnie, excepté tel que susdit. Le dividende ou les dividendes seront payables annuellement, semi-annuellement ou trimestriellement de la manière que les actionnaires le détermineront de temps à autre;

b. La compagnie aura le droit en aucun temps, et de temps à autre, de racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à ou conformément au prix alors déterminé par les directeurs, et/ou racheter toutes ou partie des actions privilégiées en cours à la valeur au pair d'icelles. Si la compagnie désire en aucun temps racheter moins que la totalité des actions privilégiées en cours, les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage de la manière qui sera prescrite par le bureau de direction de la compagnie. Un avis de trente jours sera donné par écrit de l'intention de la Compagnie de racheter une partie des dites actions privilégiées, le dit avis sera envoyé par poste recommandée, à la dernière adresse connue de chacun des porteurs des actions privilégiées. Si moins que la totalité des actions privilégiées en cours et acquittées doit être rachetées, le nombre des actions à être ainsi rachetées sera mentionné dans le dit avis, ainsi que la date et l'endroit où les actions à être ainsi rachetées seront choisies par tirage, tel que prévu dans les présentes. Les actions ordinaires seront sujettes aux droits antérieurs des porteurs d'actions privilégiées à 6% et conféreront seules le droit de voter et d'être qualifié comme pouvant devenir directeur de la compagnie.

La principale place d'affaires de la compagnie sera à Granby, district de Bedford, dans la province de Québec.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, S.R.Q., 1925, bearing date the twenty-fifth day of October, 1940, incorporating: Lucien Roux and J. Maurice Cousineau, advocates, and Miss Aimée Senécal, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, repair, import, export, exchange, deal generally, either wholesale and retail, in all kinds of automobiles, tractors, aeroplanes, ships, canoes, boats, trucks, wagons, motorcycles, as well as all parts, spare parts, pieces incidental thereto directly or indirectly, and any things capable of being used in connection with the said objects or in the manufacture, maintenance and operation thereof respectively, under the name of "United Auto Parts (Granby) Ltd."

The capital stock of the company shall be \$20,000, divided into 1500 shares of preferred capital stock at 6%, of a par value of \$10. per share, and 5,000 shares of the common capital stock of a par value of \$1.

The said 6% preferred shares shall be subject to the following privileges, priorities, powers, limitations, conditions and restrictions respectively, to wit:

a. The preferred shares shall have no voting right and shall receive a preferred dividend up to but not exceeding six per cent (6%) per annum on the par value of the said shares and no dividend will be declare or paid on the common shares of the company during any year before the said preferred dividends have been declared and paid. The preferred dividends will be non-cumulative. The preferred shares shall not be entitled to any other participation in the profits of the company, save as aforesaid. The dividend or dividends shall be payable annually, semi-annually or quarterly in the manner to be determined by the shareholders from time to time;

b. The company shall have the right at any time, and from time to time to redeem all or part of the preferred shares outstanding at or in accordance to the prices already determined by the directors, and/or to redeem all or part of the preferred shares outstanding at the par value thereof. If the company desires at any time to redeem less than the whole of the preferred shares outstanding, the shares to be so redeemed will be selected by drawing lots in the manner to be prescribed by the Board of directors of the company. A thirty days' notice will be given in writing of the intention of the company to redeem a part of the said preferred shares, the said notice to be sent by registered mail, to the last known address of each of the holders of preferred shares. If less than the whole of the preferred shares outstanding and paid-up are to be redeemed, the number of shares to be so redeemed will be mentioned in the said notice, as well as the date and the place where the shares to be so redeemed will be selected by drawing lots as provided herein. The common shares shall be subject to the rights of priority of the holders of the 6% preferred shares and shall alone confer the rights to vote and to be qualified as director of the company;

The head office of the said company will be in Granby, district of Bedford, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,
5117-o Assistant-procureur général.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,
5118 Deputy Attorney General.

Aviv Trimmings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: Judah L. Gewurz, David Borem, marchands, et Dame Rachel Salz, épouse commune en biens dudit Judah L. Gewurz et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous résidant et domiciliés à 1345 Avenue Lajoie, dans la cité d'Outremont, district de Montréal dans les buts suivants:

Acheter, vendre, en gros et en détail, manufacturer, travailler, préparer, teindre, blanchir, traiter et de toutes façons manipuler et faire le commerce de soies, lainages et autres tissus de toutes sortes, et du coton, de la toile, soie, laine, et autres fils et matériel bruts entrant dans la composition de tissus de toutes sortes;

Manufacturer, acheter, vendre, en gros et en détail, et de toutes manières manipuler et faire le commerce de garnitures, rubans, soies, fils et autres articles d'usage, port ou fantaisie, fabriqués en tout ou en partie de soie ou d'autres tissus;

Trafiquer, négocier, et exercer l'industrie qui consiste à manufacturer du coton, de la laine, worsted et autres substances fibreuses; traiter, fabriquer et préparer pour le marché tous les produits et sous-produits d'iceux, soit à l'état préparé, manufacturé, ou à l'état brut, et les acheter, vendre, et négocier, et faire toutes ou aucune des opérations suivantes: blanchir la toile, le coton, le lin et la soie, teindre, manufacturer et employer des matières décolorantes et tinctoriales, et produire, peigner, préparer, filer, teindre et faire le commerce des coton, lin, chanvre, laine, worsted, soie, et autres substances fibreuses et de les filer ou les tisser; et tricoter, filer ou tisser et faire le commerce de lainage, coton, worsted, soie, toile et tous autres tissus et étoffes;

Manufacturer, acheter, vendre, en gros et en détail, exporter et importer, des garnitures de toutes sortes, des insignes en métal, en drap, et en celluloïde, métal et drap; papier et nouveautés en papier faites de toute autre matière, et bimbelotier de publicité de toutes sortes, y compris la fabrication, l'importation, l'exportation, en gros et en détail de toute matière brute entrant dans la fabrication desdits articles; manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de montres, diamants, bijoux, ornements et articles de fantaisie de différentes sortes, et autres sortes de marchandises et propriétés; manufacturer, acheter, vendre, et faire le commerce de quincaillerie et de spécialités et nouveautés de quincaillerie de toutes sortes;

Agir comme promoteurs et financer, aider et contrôler des compagnies;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer des quais, manufactures, entrepôts, ateliers, magasins, et autres travaux et convenances susceptibles de favoriser directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider à la construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, à l'exercice ou au contrôle d'iceux, sous le nom de "Aviv Trimmings Ltd", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé

Aviv Trimmings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1940, incorporating: Judah L. Gewurz, David Borem, merchants, and Dame Rachel Salz, wife common as to property of the said Judah L. Gewurz and duly authorized by him for purposes of these presents, all residing and domiciled at 1345 Lajoie Avenue, in the city of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, wholesale and retail, manufacture, work, prepare, dye, bleach, treat and in all ways handle and deal in silk, wool and other textile fabrics of all kinds, and the cotton, linen, silk wool and other threads and raw material entering into the composition of textile fabrics of all kinds;

To manufacture, buy, sell wholesale and retail, and in all ways handle and deal in trimmings, ribbons, silks, yarns and other articles of use wear or ornament, into the manufacture of which silk or other fabrics enter in whole or in part;

To trade, deal in, and carry on the business of manufacture, cotton, wool, worsted and other fibrous substances to treat, manufacture and prepare for market all products and by products thereof, either in the prepared, manufactured, or raw state and to buy, sell deal and trade in the same, and to carry on all or any of the following businesses, linen, cotton, fax, silk, bleachers, and dyers, makers and users of bleaching and dyeing material and to produce, comb, prepare, spin, dye and to produce comb, prepare, spin, dye and deal in cotton fax, hemp, wool, worsted silk, and other fibrous substances and to spin or weave the same, and to knit, spin or weave and deal in wool, cotton worsted, silk linen and all other textile goods and fabrics;

To manufacture, buy, sell, wholesale and retail, export and import, trimmings of all kinds, metal, cloth and celluloid badges, or badges made of any other material celluloïde, metal, cloth, paper and paper novelties made of any other material and advertising novelties of all kinds, including the manufacture importation, exportation, wholesale and retail of the raw material of which any of the said articles may be made, to manufacture, buy, sell, and deal in watches, diamonds, jewelry, ornaments and fancy articles of various kinds, and other kinds of merchandise and property, to manufacture, buy, sell, and deal in hardware and hardware specialties and novelties of every kind;

To carry on business as promoters and to float, assist and control companies;

To construct, improve, maintain, work, manage wharves, manufactures, warehouses, shops, stores, and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and, to contribute to subsidize or otherwise assist to take part in the construction, improvements, maintenance, working, management, and carrying out or control thereof, under the name of "Aviv Trimmings Ltd", with a total capital stock of twenty

en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le nombre d'actionnaires sera limité à vingt (20). Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Chambre 803, 1435, rue Bleury, en la cité de Montréal, district de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5119 Assistant-procureur général.

thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The number of shareholders shall be limited to twenty (20). No appeal shall be made to the public to subscribe for shares.

The head office of the company will be at 1435 Bleury Street, Room 803, in the city of Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5120-o Deputy Attorney General.

"Massy-Beresford Fund Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: William Campbell James Meredith, Arthur Millington Minnion, David Ross McMaster, George Robert Whitley Owen et Rodney Alexander Patch, avocats, tous de la cité de Montréal, en la Province de Québec, dans les buts suivants:

Prendre soin et pourvoir à l'entretien et à l'éducation de certains enfants mineurs et de leurs gardiens adultes qui sont dans le besoin et qui, en raison de la guerre existant actuellement entre le Royaume de la Grande-Bretagne et le "Reich" allemand, ont été envoyés de la Grande-Bretagne, à la Puissance du Canada, afin d'échapper et de se soustraire aux horreurs, ravages et destruction causés à la Grande-Bretagne par la guerre;

Donner auxdits enfants et à leurs gardiens adultes des aliments et tous autres moyens de subsistance et leur donner des vêtements et autres nécessités de la vie;

Donner les soins de garde-malades, de médecin et d'hôpital qui pourraient être requis par lesdits enfants et leurs gardiens adultes, sous le nom de "Massy-Beresford Fund Inc."

La valeur totale des biens immobiliers que la corporation peut posséder est limitée à et n'excèdera en aucun temps la somme de \$50,000.

La corporation sera administrée par un Conseil d'administration composé de six directeurs qui seront élus à la première assemblée générale de ses membres.

Le bureau principal de la corporation sera en le village de St-Sauveur des Monts, comté de Terrebonne, Province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5121 Assistant-procureur général.

Tropical Inn Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1940, constituant en corporation: J. Emery Phaneuf, de la cité d'Outremont, district de Montréal, Armand Poupard, des cité et district de Montréal, tous deux avocats, et Béatrice Beaudoin, fille majeure et secrétaire, de la cité de Verdun, district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer, ou autrement acquérir et posséder, aménager, entretenir et

"Massy-Beresford Fund Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1940, to incorporate as a corporation without share capital: William Campbell James Meredith, Arthur Millington Minnion, David Ross McMaster, George Robert Whitley Owen and Rodney Alexander Patch, advocates, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To care for and to provide for the maintenance and education of certain minor children and their adult guardians, who are in want and who, by reason of the state of war presently existing between the Kingdom of Great Britain and the German Reich, have been sent from Great Britain to the Dominion of Canada in order to escape and be saved from the terrors, ravages and destruction occasioned to Great Britain by the war;

To furnish the said children and their adult guardians with food and other means of subsistence and to supply them with clothing and other necessities of life;

To provide such nursing, medical and hospital services as may be required by the said children and their adult guardians, under the name of "Massy-Beresford Fund Inc."

The total value of the immoveable property which the Corporation may hold is limited and shall not at any time exceed the sum of \$50,000.00.

The corporation shall be managed by a Board of six Directors to be elected at the first General Meeting of the members.

The head office of the Corporation will be at the Village of St. Sauveur des Monts, Terrebonne County, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5122-o Deputy Attorney General.

Tropical Inn Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1940, incorporating: J. Emery Phaneuf, of the city of Outremont, district of Montreal, Armand Poupard, of the city and district of Montreal, both advocates, and Béatrice Beaudoin, spinster and secretary, of the city of Verdun, district of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire and own, equip, maintain and opera-

administrer des hôtels, restaurants, cafés et salles de rafraîchissements, et les vendre, louer, posséder, échanger ou autrement en disposer, et en général faire le commerce, construire, posséder, entretenir et exploiter les restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements et maisons de pension qui s'y rattachent, et faire le commerce de marchands possédant un permis pour la vente de vins, bière, tabac; d'importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, et généralement, de pourvoyeurs de divertissements publics;

Voir à donner des repas et pourvoir aux besoins de résidences, appartements, maisons de pension, clubs, bureaux, usines et ateliers, et généralement faire dans toutes ses spécialités, le commerce de pourvoyeurs;

Acheter, louer ou autrement acquérir, totalement ou partiellement, des biens réels, édifices, lots, jardins potagers et vergers, les entretenir et les exploiter en quelque lieu qu'ils puissent être exploités, possédés et entretenus, de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, sous le nom de "Tropical Inn Incorporated", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5123

Assistant-procureur général.

"Council for Overseas Children"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1940, constituant en corporation sans capital-actions: Dr. Grant Fleming, médecin, 3871 Avenue Draper, Elizabeth Helen Henderson, bourgeoise, épouse séparée de biens d'Arthur Theodore Henderson, médecin, et par lui dûment autorisée, 50, Chemin St-Sulpice, tous deux de la cité de Montréal, William Massey Birks, 1321 ouest, rue Sherbrooke, Allan M. Mitchell, 661 Avenue Grosvenor, tous deux marchands, Saul Hayes, avocat, 7, Avenue Winchester, tous trois de la cité de Westmount, et James Edward Walsh, directeur, 216 Chemin Ste-Catherine, cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Encourager, préparer et aider à l'immigration et à l'établissement d'enfants au Canada, et, dans ce but, négocier, coopérer et agir avec et par l'entremise des gouvernements fédéral et provincial, des autorités municipales et autres autorités publiques, et avec d'autres personnes et organisations religieuses et charitables, soit dans ou en dehors de la Province, intéressées à ou s'occupant d'œuvres similaires, ou intéressées à ou s'occupant d'œuvres qui pourraient de toute manière servir à favoriser les ou aider aux objets de la corporation;

Encourager, préparer et aider à l'évacuation d'enfants du Royaume-Uni pendant la durée de la guerre existant entre le "Commonwealth" britannique des nations et les Etats de l'Allemagne et de l'Italie, et faire tout ce qui peut être jugé opportun et nécessaire à la poursuite efficace de l'évacuation des enfants;

Créer et maintenir une organisation sérieuse d'opinion publique sur le sujet général des enfants

te, hotels, restaurants and cafes, and refreshment rooms, and to sell, lease, possess, exchange or otherwise dispose of same, and to generally deal with, construct, possess, maintain and operate, restaurants, cafes, taverns, refreshment rooms and boarding houses in connection therewith, and to carry on the business of licensed dealers in wine, beer, tobacco, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters, and other drinks, and generally caterers for public amusements;

To cater to and supply with meals, dwelling houses, apartments, boarding houses, clubs, offices and factories and shops, and generally to carry on in all its branches, the business of catering;

To purchase, lease or otherwise acquire, in whole or in part, real estate, buildings, lots, fruit and vegetable gardens, and to maintain and operate same in wherever they may seem capable of being operated, possessed and maintained, so as directly or indirectly benefit the company, under the name of "Tropical Inn Incorporated", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5124-o

Deputy Attorney General.

"Council for Overseas Children"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-fifth day of October, 1940, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Grant Fleming, physician, 3871 Draper Ave., Elizabeth Helen Henderson, wife separate as to property of Arthur Theodore Henderson, physician, and by him duly authorized, housewife, 50 St. Sulpice Rd., both of the city of Montreal, William Massey Birks, 1321 Sherbrooke St. W., Allan M. Mitchell, 661 Grosvenor Ave., both merchants, Saul Hayes, advocate, 7 Winchester Ave., all three of the city of Westmount, and James Edward Walsh, executive, 216 St. Catherine Rd., city of Outremont, for the following purposes:

To encourage, arrange for and assist in the immigration into and settlement in Canada of children, and for such purposes to negotiate with and co-operate with and act with or through the Federal and Provincial Governments, municipal and other public authorities, and with other religious and charitable organizations and persons whether within or without the Province engaged in or carrying on similar activities or engaged in or carrying on activities which may be useful in any way in promoting or assisting the objects of the corporation;

To encourage, arrange for and assist in the evacuation of children from the United Kingdom for the duration of the war existing between the Commonwealth of British Nations and the States of Germany and Italy, and to do such things as may be deemed desirable and necessary in order to prosecute the progress of evacuating children;

To create and maintain a well informed body of public opinion on the general subject of refugee

réfugiés et évacués et favoriser et soutenir de toute manière l'intérêt du public à cette cause;

S'intéresser au soin, à l'éducation, au placement, à la surveillance et à l'apprentissage de tels enfants réfugiés ou évacués qui pourraient être admis au Canada sous l'autorité du gouvernement fédéral ou d'aucun de ses ministères, et acceptés par la corporation pour placement, soin ou surveillance dans des foyers ou institutions choisis et situés dans la Province.

Trouver des foyers pour ces enfants réfugiés et évacués qui pourraient être admis au Canada par le gouvernement fédéral ou par aucun de ses ministères et qui seraient envoyés à la corporation pour placement, soin ou surveillance;

Acquérir par achat, bail ou autrement et entretenir et exploiter tous terrains, biens mobiliers et immobiliers pour les fins de la corporation moyennant un montant n'excédant pas \$50,000.

Le nom corporatif de la corporation est: "Council for Overseas Children" et son bureau principal sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5129

Assistant-procureur général.

and evacuee children, and to promote and encourage in every way the interest of the public in this subject;

To undertake the care, training, placement and supervision or apprenticing of such child refugees or evacuees as may be admitted to Canada under the authority of the Federal Government or any Department thereof and accepted by the corporation for placement, care or supervision in selected homes or institutions, situated in the Province;

To provide homes for such refugee and evacuee children as may be admitted to Canada by the Federal Government or any Department thereof and are referred to the corporation for placement, care or supervision;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to maintain and operate any lands, moveables and immoveables for the purposes of the corporation to an amount not exceeding \$50,000.

The corporate name of the corporation is: "Council for Overseas Children" and its head office will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5130-o

Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Concorde Automobile Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1940, changeant le nom de la compagnie "Concorde Drive Yourself Ltd" en celui de "Concorde Automobile Ltée".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5125-o

Assistant-procureur général.

Supplementary Letters Patent

"Concorde Automobile Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty fourth day of October, 1940, changing the name of the Company "Concorde Drive Yourself Ltd." to that of "Concorde Automobile Ltée."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fourth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5126

Deputy Attorney General.

"La Compagnie de Publication et d'Imprimerie de Montréal"—"Montreal Publishing & Printing Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour d'octobre 1940, changeant le nom de la compagnie "Montreal Publishing & Printing Company" en celui de "La Compagnie de Publication et d'Imprimerie de Montréal"—"Montreal Publishing & Printing Company".

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5127-o

Assistant-procureur général.

"La Compagnie de Publication et d'Imprimerie de Montréal"—"Montreal Publishing & Printing Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twenty-fifth day of October, 1940, changing the name of the company "Montreal Publishing & Printing Company" to that of "La Compagnie de Publication et d'Imprimerie de Montréal"—"Montreal Publishing & Printing Company".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5128

Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

Province de Québec

Province of Québec

MUNICIPALITÉ DE VILLEROY

MUNICIPALITY OF VILLEROY

Avis public est par les présentes donné par G.-H. Lafond, secrétaire-trésorier de la municipalité de Villeroi, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 30 octobre 1940, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il était dû des taxes générales ou spéciales, municipales ou scolaires et qu'en conséquence, les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle publique de la municipalité de Villeroi, comté de Lotbinière, à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire, le TROISIÈME jour de DÉCEMBRE 1940, pour taxes générales ou spéciales, municipales ou scolaires dues à la municipalité de Villeroi, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

Public notice is hereby given by G. H. Lafond, Secretary-Treasurer of the Municipality of Villeroi, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated October 30th, 1940, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of Article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables whereon are due general or special, municipal or school taxes, and that consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction, in the public hall of the Municipality of Villeroi, county of Lotbinière, at ELEVEN o'clock in the forenoon, standard time, on DECEMBER THIRD, 1940, for general or special, municipal or school taxes, due to the Municipality of Villeroi, unless the same be paid, with interest and costs before the sale.

- 1.—LOUIS ROBERGE, le lot No 7, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 2.—ODILON TESSIER, le lot No 23, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 3.—ALPHONSE MECTEAU, le lot No 25, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 4.—ALFRED PAILLÉ, le lot No 29, rang 12, canton Déchaillons, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 5.—JAMES CLOUTIER, le lot No 30, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 6.—EDDY PARADIS, le lot No 40, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 7.—FERNAND ROBERGE, comme appartenant tel qu'indiqué au rôle d'évaluation à Fernand Roberge, le lot No 52, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 8.—HENRI GAILLOUX, le lot No 54, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 9.—HENRI PUISSIÈRE, le lot No 57, rang 12, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 10.—ADÉLARD POLIQUIN, le lot No 18, rang 13, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
 - 11.—ESDRAS CASTONGUAY, comme appartenant tel qu'indiqué au rôle d'évaluation à Esdras Castonguay, le lot No 20, rang 13, canton Déchaillons, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 1.—LOUIS ROBERGE, lot No. 7, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 2.—ODILON TESSIER, lot No. 23, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 3.—ALPHONSE MECTEAU, lot No. 25, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 4.—ALFRED PAILLÉ, lot No. 29, Range 12, Township Déchaillons, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 5.—JAMES CLOUTIER, lot No. 30, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 6.—EDDY PARADIS, lot No. 40, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 7.—FERNAND ROBERGE, as belonging, as indicated on the valuation roll, to Fernand Roberge, lot No. 52, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 8.—HENRI GAILLOUX, lot No. 54, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 9.—HENRI PUISSIÈRE, lot No. 57, Range 12, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 10.—ADÉLARD POLIQUIN, lot No. 18, Range 13, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
 - 11.—ESDRAS CASTONGUAY, as belonging, as indicated on the valuation roll, to Esdras Castonguay, lot No. 20, Range 13, Township Déchaillons, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

- 12.—WILLIAM MECTEAU, le lot 26, rang 13, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 13.—LUCIEN GUILLEMETTE, comme appartenant tel qu'indiqué au rôle d'évaluation à Lucien Guillemette, le lot No 29, rang 13, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.
- 14.—ARTUR MERCIER, le lot No 25, rang 14, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 15.—OSCAR MARTEL, le lot No 36, rang 14, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.
- 16.—OSCAR MARTEL, le lot No 37, rang 14, canton Déchaillons, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 17.—OSCAR MARTEL, le lot No 38, rang 14, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.
- 18.—ARMAND BLEAU, le lot No 5, rang 15, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 19.—LÉONEL GOUDREAU, le lot No 9, rang 15, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.
- 20.—ALEXANDRE GARNIER, le lot No 10, rang 15, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 21.—ARCADE BÉDARD, le lot No 23, rang 15, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 22.—ULRIC LANDRY, comme appartenant tel qu'indiqué au rôle d'évaluation à Ulric Landry, le lot No 22, rang 15, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 23.—PIERRE CHASSÉ, le lot No 35, rang 15, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.
- 24.—SINAI DUPUIS, le lot 35, rang 16, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 25.—CYRICE MÉLANÇON, le lot No 42, rang 16, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 26.—GRÉGOIRE GENDRON, le lot No 30, rang 17, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 27.—PAUL ÉMILE GENDRON, le lot No 32, rang 17, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 28.—JEAN AYOTTE, le lot No 33, rang 17, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.
- 29.—JEAN AYOTTE, le lot No 34, rang 17, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 30.—ARMAND RENÉ, le lot No 35, rang 17, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 12.—WILLIAM MECTEAU, lot No. 26, Range 13, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 13.—LUCIEN GUILLEMETTE, as belonging, as indicated on the valuation roll, to Lucien Guillemette, lot No. 29, Range 13, Township Déchaillons, held under location ticket.
- 14.—ARTUR MERCIER, lot No. 25, Range 14, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 15.—OSCAR MARTEL, lot No. 36, Range 14, Township Déchaillons, held under location ticket.
- 16.—OSCAR MARTEL, lot No. 37, Range 14, Township Déchaillons, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 17.—OSCAR MARTEL, lot No. 38, Range 14, Township Déchaillons, held under location ticket.
- 18.—ARMAND BLEAU, lot No. 5, Range 15, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 19.—LÉONEL GOUDREAU, lot No. 9, Range 15, Township Déchaillons, held under location ticket.
- 20.—ALEXANDRE GARNIER, lot No. 10, Range 15, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 21.—ARCADE BÉDARD, lot No. 23, Range 15, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 22.—ULRIC LANDRY, as belonging, as indicated on the valuation roll, to Ulric Landry, lot No. 22, Range 15, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 23.—PIERRE CHASSÉ, lot No. 35, Range 15, Township Déchaillons, held under location ticket.
- 24.—SINAI DUPUIS, lot No. 35, Range 16, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 25.—CYRICE MÉLANÇON, lot No. 42, Range 16, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 26.—GRÉGOIRE GENDRON, lot No. 30, Range 17, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 27.—PAUL ÉMILE GENDRON, lot No. 32, Range 17, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 28.—JEAN AYOTTE, lot No. 33, Range 17, Township Déchaillons, held under location ticket.
- 29.—JEAN AYOTTE, lot No. 34, Range 17, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 30.—ARMAND RENÉ, lot No. 35, Range 17, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

- 31.—ALBERT BERGERON, le lot No 38, rang 17, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 32.—EMERIE ROCHFORT, le lot No 57, rang 17, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 33.—PIERRE CHASSÉ, le lot No 27b, rang A, canton Déchaillons.
- 34.—ALPHONSE GOYETTE, comme appartenant tel qu'indiqué au rôle d'évaluation à Alphonse Goyette, le lot No 12, rang 18, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.
- 35.—ALBERT BÉDARD, le lot No 46, rang 18, canton Deschaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 36.—ALPHONSE PLIER, le lot No 54, rang 18, canton Déchaillons, détenu sous billet de location, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.
- 37.—EDMOND NADEAU, le lot No 22, rang 19, canton Déchaillons, détenu sous billet de location.

- 31.—ALBERT BERGERON, lot No. 38, Range 17, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 32.—EMERIE ROCHFORT, lot No. 57, Range 17, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 33.—PIERRE CHASSÉ, lot No. 27b, Range A, Township Déchaillons.
- 34.—ALPHONSE GOYETTE, as belonging, as indicated on the valuation roll, to Alphonse Goyette, lot No. 12, Range 18, Township Déchaillons, held under location ticket.
- 35.—ALBERT BÉDARD, lot No. 46, Range 18, Township Deschaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 36.—ALPHONSE PLIER, lot No. 54, Range 18, Township Déchaillons, held under location ticket, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.
- 37.—EDMOND NADEAU, lot No. 22, Range 19, Township Déchaillons, held under location ticket.

Les immeubles ci-haut mentionnés sont tous du cadastre de la paroisse St-Jean-Deschaillons, comté de Lotbinière.

Donné à Québec, ce 30 octobre 1940.

Le délégué spécial,

5029-45-2-o

G. H. LAFOND.

The immovables hereinabove mentioned are all of the cadastre of the Parish of St-Jean-Deschaillons, County of Lotbinière.

Dated at Quebec, this 30th of October, 1940.

G. H. LAFOND,

Special Delegate.

5030-45-2-o

Province de Québec, district de Chicoutimi

Province of Quebec, district of Chicoutimi

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE ST-AMBROISE

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF ST. AMBROISE

Avis public est par les présentes donné par Art. E. Asselin, secrétaire trésorier de la Municipalité de la Paroisse de St-Ambroise, que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du cinq novembre mil neuf cent quarante (1940) a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il est dû des taxes générales ou spéciales, municipales ou scolaires ou de répartition d'églises, et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après seront vendus par encan public au bureau du soussigné, endroit ordinaire des séances du conseil, à dix heures de l'avant midi (heure solaire) le TROISIÈME jour de DÉCEMBRE, mil neuf cent quarante, pour taxes générales ou spéciales dues à la municipalité de St-Ambroise paroisse, à la Municipalité Scolaire de Canton Bourget, à la Municipalité du Village de St-Ambroise, et à la Corporation des Syndics de St-Ambroise, à moins qu'elles ne soient payées, avec les intérêts et les frais, avant la vente.

Public notice is hereby given by Art. E. Asselin, Secretary-Treasurer of the Municipality of the Parish of St. Ambroise, that the Quebec Municipal Commission by an Order dated the fifth of November, one thousand nine hundred and forty, (1940), has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of articles 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables whereon are due general or special, municipal or school taxes or church apportionments, and that consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction at the office of the undersigned at the usual meeting place of the Council at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time), on the THIRD day of DECEMBER, one thousand nine hundred and forty, for general or special taxes due the Municipality of St. Ambroise Parish, to the School Municipality of the Township of Bourget, to the Municipality of the Village of St. Ambroise, and the Corporation of Trustees of St. Ambroise, unless the same be paid, with interest and costs, before the sale.

No d'ordre: No des lots: Rang: Canton:

1 43 IX Bourget.

Comme appartenant à Emile Aubin ou semblant lui appartenir.

2 37-38 VIII Bourget.
pt sud-ouest 34-35 IX Bourget.

Comme appartenant à Joseph Bouchard (Louis) ou semblant lui appartenir. La partie sud-ouest des lots 34 et 35 du rang IX bornée comme suit. Au sud au rang ouest du canton

Order No.: Lots Nos.: Range: Township:

1 43 IX Bourget

As belonging to Emile Aubin or supposed to belong to him.

2 37-38 VIII Bourget
Southwest part 34-35 IX Bourget

As belonging to Joseph Bouchard (Louis) or supposed to belong to him. The southwest part of lots 34 and 35 of Range IX bounded as follows: On the south by the West Range of the Town-

<i>No d'ordre:</i>	<i>No des lots:</i>	<i>Range:</i>	<i>Canton:</i>	<i>Order No.:</i>	<i>Lots Nos.:</i>	<i>Range:</i>	<i>Township:</i>
Bourget, à l'ouest au No 36 du rang IX, au nord à un cran rocheux traversant les lots 34-35 dans une direction sud et allant vers le nord-ouest lequel cran suit une ligne qui partirait de la ligne séparant le rang IX et Ouest à un point situé près de la ligne des lots 33-34 et qui aboutirait à la ligne des lots 35-36 du rang IX à un point situé à environ dix arpents du trécaré du rang Ouest et IX. La superficie de ce terrain comprend environ 7.8 acres sur le No 34 et 23.4 acres sur le lot 35.				ship of Bourget, on the west by No. 36 of Range IX, on the north by a rocky hollow (cran) crossing lots 34-35 in a southerly direction and running northwestward, the said hollow (cran) follows a line starting at the line separating Range IX, and west at a point situate near the line of lots 33-34 and ending at the line of lots 35-36 of Range IX at a point situate at about ten arpents from the "trait carré" of the West and IX Range. The area of the said lot of land comprises about 7.8 acres for No. 34 and 23.4 acres for lot 35.			
3	Pt. nord-est 35.	IX	Bourget.	3	Northeast Part 35	IX	Bourget
Comme appartenant à Joseph Bouchard (Louis) ou semblant lui appartenir. La partie nord-est du No 35, rang 9, bornée comme suit: au nord par le canton Bégin, à l'est par le No 34, au sud par un cran rocheux traversant ledit lot No 35 lequel cran suit une ligne qui partirait de la ligne séparant le rang IX et ouest à un point situé près de la ligne des lots 33-34 et qui aboutirait à la ligne des lots 35-36 à un point situé à environ 10 arpents du trécaré du rang Ouest et IX, et à l'ouest par le No 36. La superficie de cette partie de lot est approximativement de 77 acres.				As belonging to Joseph Bouchard (Louis) or supposed to belong to him. The northeast part of No. 35, Range 9, bounded as follows: on the north by the Township of Bégin, on the East by No. 34, on the south by a rocky hollow (cran) crossing the said lot No. 35, the said hollow (cran) follows a line which starts at the line separating Range IX and West at a point situate near the line of lots 33-34 and which ends at the line of lots 35-36 at a point situate at about 10 arpents from the "trait carré" of the West and IX Range, and on the west by No. 36. The area of the said part of the lot is approximately 77 acres.			
4	34	V	Bourget.	4	34	V	Bourget
Comme appartenant à Alexis Bradette ou semblant lui appartenir.				As belonging to Alexis Bradette, or supposed to belong to him.			
5	3	Ouest	Bourget.	5	3	West	Bourget
Comme appartenant à Joseph Levesque ou Louis Labrecque ou semblant leur appartenir.				As belonging to Joseph Levesque or Louis Labrecque or supposed to belong to them.			
6	83-84-85-86-87	IX	Simard.	6	83-84-85-86-87	IX	Simard
Comme appartenant à Mathias et Uldéric Dufour ou semblant leur appartenir.				As belonging to Mathias and Uldéric Dufour or supposed to belong to them.			
7	6	II	Bourget.	7	6	II	Bourget
Comme appartenant à Joseph et Arthur Fillion ou semblant leur appartenir.				As belonging to Joseph and Arthur Fillion or supposed to belong to them.			
8	14	I	Bourget.	8	14	I	Bourget
Comme appartenant à la Succession feu Ludger Gagnon ou semblant leur appartenir sous réserve des droits et privilèges pour baignage de la Cie Aluminum Co. of Canada et sous réserve également des droits et privilèges pour le passage des lignes de transmission de Price Brothers Co. Ltd. et de Saguenay Transmission.				As belonging to the Estate of the late Ludger Gagnon or supposed to belong to it under reserve of the flooding rights and privileges of the Aluminum Co. of Canada and under a similar reserve of rights and privileges for the passage of the transmission lines of Price Brothers Co. Ltd and Saguenay Transmission.			
9	13	II	Bourget.	9	13	II	Bourget
Comme appartenant à Roland, Maurice et Jos Henri Savard ou Léopold Bernard ou semblant leur appartenir.				As belonging to Roland, Maurice and Jos. Henri Savard or Léopold Bernard or supposed to belong to them.			
10	$\frac{1}{4}$ de 9 p. nord et $\frac{1}{2}$ de 10 p. sud.	Ouest	Bourget.	10	$\frac{1}{4}$ of 9 North Pt. $\frac{1}{2}$ of 10 South Pt.	West	Bourget.
Comme appartenant à Nil Gagnon ou semblant lui appartenir. Le $\frac{1}{4}$ de 9 borné comme suit: au nord par la ligne des lots 9 et 10, à l'est par la rivière des Aulnaies, au sud par le résidu du No 9 et à l'ouest par le rang Ouest II. La $\frac{1}{2}$ de 10 bornée comme suit: au nord par le résidu du No 10, à l'est par la rivière des Aulnaies, au sud par la ligne des lots 9-10 et à l'ouest par le rang Ouest II.				As belonging to Nil Gagnon or supposed to belong to him. The $\frac{1}{4}$ of 9 bounded as follows: on the north by the line of lots 9 and 10, on the east by the des Aulnaies River, on the south by the residue of No. 9 and on the west by the West Range II. The $\frac{1}{2}$ of 10 bounded as follows: On the north by the residue of No. 10, on the east by the des Aulnaies River, on the south by the line of lots 9-10 and on the west by West Range II.			
11	44	VII	Bourget.	11	44	VII	Bourget
Comme appartenant à Lucien Gaudreault ou semblant lui appartenir.				As belonging to Lucien Gaudreault or supposed to belong to him.			
12	28 et 31	Ouest	Bourget.	12	28 and 31	West	Bourget
Comme appartenant à Welly Girard ou semblant lui appartenir.				As belonging to Welly Girard or supposed to belong to him.			
13	8	IX	Bourget.	13	8	IX	Bourget
	$\frac{1}{2}$ de 3 ptie Ouest.	IX	Bourget.		$\frac{1}{2}$ of 3 West Pt.	IX	Bourget
Comme appartenant à Louis Henri Gagné ou semblant lui appartenir pour le No 9. Pour le				As belonging to Louis Henri Gagné or supposed to belong to him for No. 9. For No. West $\frac{1}{2}$ of 3			

No d'ordre:	No des lots:	Rang:	Canton:	Order No.:	Lots Nos.:	Range:	Township:
No 1/2 ouest de 3 rang 9, comme appartenant à Johnny Bouchard ou Louis Henri Gagné ou semblant lui appartenir. La 1/2 ouest de 3, bornée comme suit: au nord par le canton Bégin, à l'est par le résidu du No 3, au sud par le chemin Public entre le rang IX et le rang Est, à l'ouest par la ligne de division des Nos 3 et 4.				Range 9 as belonging to Johnny Pouchard or Louis Henri Gagné or supposed to belong to them. The West 1/2 of 3 bounded as follows: on the north by the Township of Bégin, on the east by the residue of No. 3, on the south by the public road between Range IX and the East Range, on the west by the division line of Nos. 3 and 4.			
14	26 et 27	IX	Bourget.	14	26 and 27	IX	Bourget
Comme appartenant à Louis-Philippe Girard ou semblant lui appartenir.				As belonging to Louis Philippe Girard or supposed to belong to him.			
15	13	Ouest	Bourget.	15	13	West	Bourget
Comme appartenant à David Savard ou semblant lui appartenir.				As belonging to David Savard or supposed to belong to him.			
16	17 et 18	Ouest	Bourget.	16	17 and 18	West	Bourget
Comme appartenant à la Succession feu Ludger Savard ou semblant lui appartenir.				As belonging to the Estate of the late Ludger Savard or supposed to belong to it.			
17	25 et 26	Ouest	Bourget.	17	25 and 26	West	Bourget
Comme appartenant à René Tremblay ou semblant lui appartenir.				As belonging to René Tremblay or supposed to belong to him.			
18	48	V	Bourget.	18	48	V	Bourget
Comme appartenant à Joseph Edouard Tremblay ou semblant lui appartenir.				As belonging to Joseph Edouard Tremblay or supposed to belong to him.			
19	42	IX	Bourget.	19	42	IX	Bourget
Comme appartenant à Adéland Tremblay ou semblant lui appartenir.				As belonging to Adéland Tremblay or supposed to belong to him.			
20	41	IX	Bourget.	20	41	IX	Bourget
Comme appartenant à Luis-Henri Tremblay ou Edmond Tremblay ou semblant leur appartenir.				As belonging to Luis Henri Tremblay or Edmond Tremblay or supposed to belong to them.			
21	Ptie Ouest 9	C	Bourget.	21	West Part 9	C	Bourget
Comme appartenant à Georges Lespérance ou Anna Tremblay Racine ou semblant leur appartenir. La partie Ouest du lot No 9 rang C, canton Bourget, bornée comme suit: au nord par le lot No 10, à l'est par le terrain de Hercule Bouchard ou représentants, au sud par le lot No 8 et à l'ouest par le chemin public séparant le rang C et D.				As belonging to Georges Lespérance or Anna Tremblay Racine or supposed to belong to them. The west part of lot No. 9, Range C, Township of Bourget, bounded as follows: on the north by lot No. 10, on the east by the land of Hercule Bouchard or representatives, on the south by lot No. 8 and on the west by the public road separating Ranges C and D.			
22A	Ptie Ouest 10 et 11	C	Bourget.	22A	West Part 10 and 11	C	Bourget
Comme appartenant à Anna Tremblay Racine ou Georges Lespérance ou semblant leur appartenir. La partie Ouest de lots 10 et 11, rang C, canton Bourget, bornée comme suit: au nord par le lot No 12, à l'est par le résidu du lot No 11, ayant déjà appartenu à François Boucher et possédé maintenant par David Tremblay, et le résidu du lot No 10 appartenant à Hercule Bouchard ou représentants, au sud par le lot No 9 et à l'ouest par le chemin public séparant les rangs C et D.				As belonging to Anna Tremblay Racine or Georges Lespérance or supposed to belong to them. The west part of lots 10 and 11 of Range C, Township of Bourget, bounded as follows: on the north by lot No. 12, on the east by the residue of lot No. 11, having heretofore belonged to François Boucher and now owned by David Tremblay, and the residue of lot No. 10, belonging to Hercule Bouchard or representatives, on the south by lot No. 9 and on the west by the public road separating Ranges C and D.			
22B	Ptie 8 et 9	D	Bourget.	22B	Pt. 8 and 9	D	Bourget
Comme appartenant à Abel Brassard ou Anna Tremblay Racine ou semblant leur appartenir, la partie Est des lots 8 et 9, rang D, canton Bourget. Bornée comme suit: au nord par le lot No 10, à l'est par le chemin public séparant les rangs D et C, au sud par le lot No 7 à l'ouest par le chemin public du rang D.				As belonging to Abel Brassard or Anna Tremblay Racine or supposed to belong to them: the east part of lots 8 and 9, Range D, Township of Bourget. Bounded as follows: on the north by lot No. 10, on the east by the public road dividing ranges D and C, on the south by lot No. 7, on the West by the public road of Range D.			
23	29	Ouest	Bourget.	23	29	West	Bourget
Comme appartenant à Welly Girard ou semblant lui appartenir. Sauf à distraire de ce lot No 29 rang Ouest, un terrain appartenant à Joseph Girard ou représentants et occupé actuellement comme résidence et moulin à scie et borné comme suit: au sud par une savanne, à l'ouest par un cran suivant la lisière du bois et la rivière Grande Labonté, au nord par un cran et à l'est par le résidu des lots 29 et 30 rang Ouest, le tout tel que clôturé actuellement pour la partie non entourée de cran. Sous réserve également de				As belonging to Welly Girard or supposed to belong to him. Save, to be deducted from said lot No. 29 Range West, a lot of land belonging to Joseph Girard or representatives and actually occupied as residence and saw-mill, and bounded as follows: on the south by a savanna, on the west by a hollow (cran) following the edge of the wood, and the river Grande Labonté, on the north by a hollow (cran) and on the east by the residue of lots 29 and 30, Range West, the whole as actually fenced in for the part not surrounded			

No d'ordre: No des lots: Rang: Canton: Order No.: Lots Nos.: Range: Township:

tous droits que peut avoir le propriétaire du moulin à scie sur le lit de la Rivière Grande Labonté et des barrages servant à régulariser l'eau de la dite rivière située en partie sur ce lot No 29.

24 Ptie 23 Est Pourget

Comme appartenant à Georges Gagnon ou semblant lui appartenir. Un terrain de 60 pieds de largeur du nord au sud et borné comme suit: au nord par une route située entre les Nos 23 et 24, à l'est par le chemin public du rang Est, au sud par un terrain occupé par Georges Gagnon et loué de la Fabrique de St-Ambroise et faisant partie du lot No 23 rang Est, à l'ouest par un ruisseau traversant le dit lot No 23.

25 Ptie 23 Est Pourget

Comme appartenant à Georges Gagnon ou semblant lui appartenir. Maison et dépendances situées sur un terrain loué de la Fabrique de St-Ambroise sur le lot No 23 rang Est. Le terrain mesurant 30 pieds de largeur du nord au sud, et borné comme suit: au nord par le terrain de Georges Gagnon, à l'est par le chemin public du rang Est, au sud par le terrain occupé par une maison d'école et situé sur le lot 23, et à l'ouest par le ruisseau traversant le dit lot 23. Le terrain décrit ci-haut appartenant à la Fabrique de St-Ambroise n'est pas compris dans cette vente.

26 Ptie 22 Est Bourget

Comme appartenant à Nil Boucher ou semblant lui appartenir. La partie est du lot No 22 rang Est Canton Bourget, bornée comme suit: Au nord par une route séparant les lots 22 et 23, à l'est par la ligne de séparation des cantons Simard et Bourget, au sud par la ligne des lots 21 et 22, à l'ouest, sur une largeur de 75 pieds, ce terrain touche au chemin public, au nord de cet emplacement de 75 pieds le terrain est borné par l'emplacement de Elzéar Harvey ou ses représentants, à environ 300 pieds à l'est du chemin public du rang Est, cette partie du No 22 est bornée à l'est par le terrain de Elzéar Harvey ou ses représentants, le terrain de Arthur Asselin, le terrain de David Fillion, le terrain de Mme Vve Williams Pedneault, le terrain de David Tremblay, et le terrain de Freddy Gaudreault ou représentants, le tout tel que clôturé actuellement.

27 Ptie de 20 Est Bourget

Comme appartenant à Osias Claveau ou semblant lui appartenir. Partie de 20 rang Est, canton Bourget, bornée comme suit: au nord par la ligne de séparation des lots 20 et 21, à l'est par le résidu du lot No 20, au sud par le terrain de Dame Anne Tremblay et à l'ouest par le chemin public du rang Est. Ce terrain a une superficie de 75' x 100' de profondeur.

28 Ptie de 20 Est Bourget

Comme appartenant à Dame Anne Tremblay, épouse séparée de biens de Louis Simard, ou semblant lui appartenir. Un terrain mesurant 60 pieds de largeur par cent pieds de profondeur, situé sur le lot No 20, rang Est, canton Bourget et borné comme suit: Au nord par le terrain de Osias Claveau, à l'est par le résidu du lot No 20, au sud également par le résidu du lot No 20, et à l'ouest par le chemin public du rang Est.

by a hollow (cran). Under reserve also of all the rights which the owner of the saw-mill may hold on the bed of the river Grande Labonté, and the dams used to regulate the waters of the said river, situate partly on said lot No. 29.

24 Pt. 23 East Bourget

As belonging to Georges Gagnon or supposed to belong to him. A lot of land of 60 feet in width from North to South, and bounded as follows: on the north by a road situate between Nos. 23 and 24, on the east by the public road of Range East, on the south by a lot of land occupied by Georges Gagnon and leased to the "Fabrique de St-Ambroise" and forming part of lot No. 23, Range East, on the west by a stream running across said lot No. 23.

25 Pt. 23 East Bourget

As belonging to Georges Gagnon or supposed to belong to him. A house and dependencies situate upon a lot of land leased to the "Fabrique de St-Ambroise" upon lot No. 23, Range East, measuring 30 feet in width from north to south, and bounded as follows: on the north by the land of Georges Gagnon, on the east by the public road of Range East, on the south by the land occupied by a school-house and situate on lot No. 23, and on the west by the stream running across said lot 23. The lot of land hereinabove described belonging to the "Fabrique de St-Ambroise" is not included in this sale.

26 Pt. 22 East Bourget

As belonging to Nil Boucher or supposed to belong to him: The east part of lot No. 22, Range East, Township of Bourget, bounded as follows: on the north by a road dividing lots 22 and 23, on the east by the divisional line between the Townships of Simard and Bourget, on the South by the line of lots 21 and 22, on the west, on a width of 75 feet, said lot of land touches the public road, on the north by said emplacement of 75 feet, the land is bounded by the emplacement of Elzéar Harvey, or his representatives, at about 300 feet distant on the east from the public road of Range East, said part of lot No. 22 being bounded on the east by the land or Elzéar Harvey, or his representatives, the land of Arthur Asselin, the land of David Fillion, the land of Mme Widow Williams Pedneault, the land of David Tremblay, the land of Freddy Gaudreault or representatives, the whole as actually fenced in.

27 Pt. 20 East Bourget

As belonging to Osias Claveau or supposed to belong to him: Part of 20, Range East, Township of Bourget, bounded as follows: on the north by the divisional line between lots 20 and 21, on the east by the residue of lot No. 20, on the south by the land of Dame Anne Tremblay, and on the west by the public road of Range East. Said lot of land containing an area of 75' x 100' in depth.

28 Pt. 20 East Bourget

As belonging to Dame Anne Tremblay, wife separate as to property of Louis Simard, or supposed to belong to her: A lot of land measuring 60 feet in width by one hundred feet in depth, situate upon lot No. 20, Range East, Township of Bourget, and bounded as follows: on the north by the land of Osias Claveau, on the East by the residue of lot No. 20, on the south also by the residue of lot No. 20, and on the west by the public road of Range East.

No d'ordre:	No des lots:	Rang:	Canton:	Order No.:	Lots Nos.:	Range:	Township:
29	Ptie de 20	Est	Bourget	29	Pt. 20	East	Bourget
Comme appartenant à Georges Tremblay (Delphis) ou d'Assise Tremblay ou semblant leur appartenir, un terrain de 80 pieds de largeur par 125 pieds de profondeur situé sur le lot No 20 rang Est, canton Bourget et borné comme suit: au nord par l'ancien terrain de Edmond Gaudreault et appartenant présentement à la Corporation du Village de St-Ambroise, à l'est par le chemin public du rang Est, au sud par le terrain de Georges Tremblay et à l'ouest par le résidu du lot 20 (vingt) le tout tel que clôturé actuellement.				As belonging to Georges Tremblay (Delphis) or d'Assise Tremblay or supposed to belong to them: a lot of land of 80 feet in width by 125 feet in depth, situate on lot No. 20, Range East, Township of Bourget, and bounded as follows: on the north by the former land of Edmond Gaudreault and actually belonging to the Corporation of the Village of St-Ambroise, on the east by the public road of Range East, on the south by the land of Georges Tremblay, and on the west by the residue of lot No. 20 (twenty) the whole as actually fenced in.			
30	Ptie de 18	Est	Bourget	30	Pt. 18	East	Bourget
Comme appartenant à Georges Tremblay (Cléphe) ou la Succession Johnny Lavoie ou semblant leur appartenir. Un terrain de 100 pieds par 100 de profondeur situé sur le lot No 18, rang Est, canton Bourget et borné comme suit: au nord, à l'est, et au sud par le résidu du lot No 18, à l'ouest par le chemin public du rang Est, le tout tel que clôturé actuellement.				As belonging to Georges Tremblay (Cléphe) or to the Estate of Johnny Lavoie, or supposed to belong to them: A lot of land of 100 feet by 100 in depth, situate on lot No. 18, Range East, Township of Bourget, and bounded as follows: on the north, east and south by the residue of lot No. 18, on the west by the public road of Range East, the whole as actually fenced in.			
Tous les lots ou parties de lots susmentionnés forment partie du cadastre officiel du Canton Bourget, excepté les lots Nos 83, 84, 85, 86, 87, rang 9 appartenant à Mathias et Uldéric Dufour, qui font partie du cadastre officiel du canton Simard.				All the lots or parts of lots hereinabove mentioned forming part of the official cadastre for the Township of Bourget, excepting lots Nos. 83, 84, 85, 86, 87, Range 9, belonging to Mathias and Uldéric Dufour, which form part of the official cadastre for the Township of Simard.			

La vente sera faite sujette à tous les droits acquis de la Municipalité de la Paroisse de St-Ambroise, de la Municipalité Scolaire du Canton Bourget, de la Corporation des Syndics de St-Ambroise, et de la Municipalité du Village de St-Ambroise.

Donné à St-Ambroise, ce deuxième jour de novembre mil neuf cent quarante.

Le délégué spécial,

5095-45-2-o

ART. E. ASSELIN.

The sale will be made subject to all the acquired rights of the Municipality of the Parish of Saint Ambroise, of the School Municipality of the Township of Bourget, of the Corporation of Trustees of Saint Ambroise and of the Municipality of the Village of Saint Ambroise.

Given at Saint Ambroise, this second day of November, one thousand nine hundred and forty.

ART. E. ASSELIN,

Special Delegate.

5096-45-2

Assurance

Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance la Protection Nationale (The National Protection Assurance Company) a obtenu le permis et l'enregistrement à l'effet de transiger dans la Province de Québec des affaires d'assurance contre l'incendie et accessoirement contre l'agitation civile, perte de ou le dommage à la propriété causé par des véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, grêle, ouragan, explosion limitée ou inhérente.

Le siège principal d'affaires de la compagnie est fixé au No. 25 rue St-Jacques, St-Jean, P.Q.

Un dépôt de \$30,000.00 a été dûment fait chez le Trésorier de la Province, en conformité avec l'article 94 de la Loi des assurances de Québec.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des assurances de Québec, ce cinquième jour de novembre 1940.

L'Assistant Surintendant des assurances,

J. A. PARADIS,

5049-45-2-o Pour le Trésorier de la Province.

Notice is hereby given that the National Protection Assurance Company (La Compagnie d'assurance la Protection Nationale) has been licensed and registered to transact in the Province of Quebec, business of fire insurance and accessorially Civil commotion, insurance against loss of or damage to property caused by vehicles, falling aircraft, sprinkler leakage, limited or inherent explosion, hail, tornado.

The Head Office of the Company is situated at 25 St. James St., St-John, P.Q.

In accordance with section 94 of the Quebec Insurance Act, the Company has made a deposit of \$30,000.00 with the Treasurer of the Province.

Given pursuant to the provisions of Section 121 of the Quebec Insurance Act, this fifth day of November 1940.

J. A. PARADIS,

Assistant Superintendent of Insurance,

5050-45-2-o For the Treasurer of the Province.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

Avis public est donné que, conformément aux dispositions de la Loi abolissant les rentes seigneuriales, 25-26 Geo. V, Chap. 82 amendée par 4 Geo. VI, Chap. 25 et du règlement No 4, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 2 novembre 1935, un terrier des lots affectés au paiement des rentes constituées a été préparé par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale ci-dessous mentionnée et qu'il est actuellement déposé au bureau de cette corporation. Ce terrier restera ouvert à l'examen des intéressés durant les 60 jours de son dépôt et il sera pris en considération par le conseil municipal à la date et séance ci-dessus mentionnées.

Les personnes qui désireront porter plainte contre le dit terrier pourront déposer leur plainte au bureau de la corporation municipale intéressée le ou avant la date ci-dessous indiquée ou porter verbalement leur plainte devant le conseil intéressé lors de la séance.

Corporation municipale: St-Joseph de Lanoraie, comté de Berthier, secrétaire-trésorier: Ls. Jos. Desrosiers, Lanoraie; date de la séance: 7 janvier 1941.

Québec, 12 novembre 1940.

Le Secrétaire-Trésorier du Bureau du Rachat des Rentes Seigneuriales,

5137-o

J. R. FOREST.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Russia Cement Company" autorisée à exercer un commerce dans cette Province, a changé son nom en celui de "LePage's, Inc." et a obtenu un nouveau permis pour faire affaires dans cette Province sous son nouveau nom.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujets aux formalités prescrites par les lois actuellement en vigueur dans la Province.

Le bureau principal de la compagnie dans la province de Québec est établi en la cité de Montréal.

Son principal agent, aux fins de recevoir les assignations dans toutes poursuites et procédures instituées contre elle, est M. John L. Gilmour, a/s de Gilmour Bros. & Company Limited, de la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le 8 novembre 1940.

JEAN BRUCHESI,

5159

Sous-secrétaire de la Province.

NOTICE

Public notice is hereby given, pursuant to the Seigniorial Rent Abolition Act, 25-26 Geo. V, Chap. 82 amended by 4 Geo. VI, Chap. 25 and By-law No. 4 published in the *Quebec Official Gazette*, of the 2nd November, 1935, a terrier of the lots affected for constituted rents has been prepared by the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation hereinbelow mentioned and that it has already been deposited in the office of the said corporation. The said terrier shall remain open for inspection of those interested, during the sixty days following its deposit and will be taken into consideration by the municipal council on the date and at the meeting hereinbelow mentioned.

Anyone desiring to enter a complaint against the said terrier may enter his complaint in the office of the interested municipal corporation on or before the date hereinbelow indicated or make a verbal complaint before the interested council at the meeting.

Municipal Corporation: St-Joseph de Lanoraie, County of Berthier, Secretary-Treasurer: Ls. Jos. Desrosiers, Lanoraie; date of the meeting: 7th January, 1941.

Québec, November 12, 1940.

J. R. FOREST,

Secretary-Treasurer of the Board of Redemption of Seigniorial Rents.

5138

Notice is hereby given that the "Russia Cement Company", authorized to carry on business in this Province, has changed its name to that of "LePage's Inc." and has been granted a new license to carry on business in this Province under its new name.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in the Province.

The principal office of the company in the Province of Quebec is established in the city of Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John L. Gilmour, c/o Gilmour Bros. & Company Limited, of the city of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, November 8th, 1940.

JEAN BRUCHESI,

5160-o

Under Secretary of the Province.

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Harry Gold Inc.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 novembre 1940.

La secrétaire,

5133

BEATRICE ABRAHAMSON.

Notice is hereby given that the Harry Gold Inc., incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, intends to apply for leave to surrender its Charter.

Montreal, November 7th, 1940.

(Sgd) BEATRICE ABRAHAMSON,

5134-o

Secretary.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and sub-

Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Pergman Cloak Company" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de janvier 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940 ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5161 Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chain Stores Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du douzième jour de novembre 1924.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5163 Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Common Commodities Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5165 Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Saraguay Investment Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du premier jour de septembre 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940 ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-quatrième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5167 Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compa-

jeet to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Pergman Cloak Company", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of January, 1935.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5162-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chain Stores Corporation", incorporated by letters patent dated the twelfth day of November, 1924.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5164-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Common Commodities Corporation", incorporated by letters patent dated the twentieth day of June, 1927.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5166-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Saraguay Investment Company, Limited", incorporated by letters patent dated the first day of September, 1933.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fourth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5168-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Staple Products Cor-

gnie "Staple Products Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour d'octobre 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5169

Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de la dite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Agences Nadeau Limitée" "Nadeau Agencies Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5171-o

Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Granit", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-huitième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5173-o

Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Merit Shoe Manufacturing Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du sixième jour de février 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-cinquième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,

5175-o

Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Restaurant Kerhulu des Trois-Rivières Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt et unième jour de janvier 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'octobre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

poration", incorporated by letters patent dated the seventh day of October, 1925.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5170-o

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Agences Nadeau Limitée"—"Nadeau Agencies Limited", incorporated by letters patent dated the eighteenth day of February, 1936.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty fifth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5172

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Granit", incorporated by letters patent dated the fifth day of April, 1933.

Notice is also given that from and after the thirty first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty eighth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5174

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the "Merit Shoe Manufacturing Company Limited", incorporated by letters patent dated the sixth day of February, 1937.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1940.

L. DÉSILETS,

5176

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Restaurant Kerhulu des Trois-Rivières Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty first day of January 1931.

Notice is also given that from and after the thirty first day of October, 1940, the said company shall be dissolved.

Daté du bureau du procureur général, ce
trente et unième jour d'octobre 1940.

L. DÉSILETS,
5177-o Assistant-procureur général.

Dated at the office, of the Attorney General,
this thirty first day of October, 1940.

L. DÉSILETS,
5178 Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

No 835-40

Québec, 12 novembre 1940.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 7 novembre 1940 d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de: "La municipalité scolaire de Piron", dans le comté de Péninsule, tout le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Les lots 1 à 18 inclusivement des rangs IV, V, VI du canton Nouvelle qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Gonzague; les lots 19 à 31 inclusivement des mêmes rangs et du même canton qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire. Les lots D à A inclusivement du rang IV du canton de Carleton et les lots A à 11 inclusivement des rangs V, VI et VII du même canton. Ces derniers lots ne font partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée." 5143-o

No 1343-39

Québec, 12 novembre, 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de: La municipalité scolaire de Ristigouche, dans le comté de Péninsule, qui comprendra le territoire suivant:

"Les lots 1 à 21 inclusivement du 1er rang, chemin Kempt; les lots 1 à 23 inclusivement du IIème rang Ouest Petite-Rivière; lots A, B et C ainsi que les lots 1 à 10 inclusivement du IIIème rang chemin Kempt, tous du canton de Ristigouche qui devront être détachés de la municipalité scolaire de St-Fidèle de Ristigouche; les lots 1 à 3 inclusivement et parties des lots 4 et 5 inclusivement du 1er rang, Rivière Ristigouche dans le canton de Mann; lots 6, 6a, 6b, 6c, 6d, 7b, 7c, 8b et les parties 4 et 5 du 1er rang Rivière Ristigouche, dans le canton de Ristigouche." 5145-46-2-o

No 1050-40

Québec, le 12 novembre, 1940.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de David, dans le comté de l'Abitibi, les lots 1 à 6 inclusivement du rang I, du canton de Béarn et du rang X du canton de Dalquier et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Nazaire de Berry. 5147-46-2-o

No 949-40

Québec, le 12 novembre, 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Trinité-des-Monts", dans le comté de Rimouski, le territoire suivant, savoir:

"Les lots 41 à 61 inclusivement du rang I du canton de Chénier;
Les lots 27 à 39 inclusivement du rang X du canton de Duquesne;
Les lots 28 à 39 inclusivement du rang XI du même canton;
Les lots 41 à 61 inclusivement du rang I du canton de Laroche;

Department of Public Instruction

No. 835-40

Quebec, November 12th, 1940.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 7th of November 1940 to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Piron" in the County of Péninsule, all the territory hereinafter described, to wit:

Lots 1 to 18 inclusively of Ranges IV, V, VI of the Township of Nouvelle, which are to be detached from the School Municipality of Saint-Louis-de-Gonzague; lots 19 to 31 inclusively of said Ranges and said Township which are not yet organized for school purposes. Lots D to A inclusively of Range IV of the Township of Carleton and lots A to 11 inclusively of Ranges V, VI and VII of said Township. These latter lots not forming part of any already organized school municipality. 5144-o

No. 1343-39

Quebec November 12, 1940.

Application is made to erect into a separate School Municipality under the name of: "The School Municipality of Ristigouche", in the County of Péninsule, which shall comprise the following territory:

Lots 1 to 21 inclusively of the 1st Range, Kempt Road; lots 1 to 23 inclusively of the 2nd Range West Petite-Rivière; lots A, B and C and also lots 1 to 10 inclusively of the 3rd Range Kempt Road, all of the Township of Ristigouche, which shall be detached from the School Municipality of St-Fidèle de Ristigouche; lots 1 to 3 inclusively and parts of lots 4 and 5 inclusively of the 1st Range, Rivière Ristigouche, in the Township of Mann; lots 6, 6a, 6b, 6c, 6d, 7b, 7c, 8b and parts of 4 and 5 of the 1st Range Rivière Ristigouche, in the Township of Ristigouche. 5146-46-2

No. 1050-40

Quebec, November 12th, 1940.

Application is made to detach from the School Municipality of David, in the County of Abitibi, lots 1 to 6 inclusively of Range I of the Township of Béarn, and of Range X in the Township of Dalquier, and to annex the same to the School Municipality of St-Nazaire de Berry. 5148-46-2

No. 949-40

Quebec, November 12th, 1940.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Trinité-des-Monts" in the County of Rimouski, the following territory, to wit:

"Lots 41 to 61 inclusively of Range I of the Township of Chénier;
Lots 27 to 39 inclusively of Range X of the Township of Duquesne;
Lots 28 to 39 inclusively of Range XI of said Township;
Lots 41 to 61 inclusively of Range I of the Township of Laroche;

Les lots 41 à 62 des rangs II, III, IV du même canton;

Les lots 27 à 39 inclusivement des rangs I, II, III, IV du canton de Varin." 5149-46-2-o

Lots 41 to 62 of Ranges II, III, IV of said Township;

Lots 27 to 39 inclusively of Ranges I, II, III, IV of the Township of Varin." 5150-46-2

Lettres Patentes par Proclamation

Letters Patent by Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

LETTRES PATENTES

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 236 de la Loi des Tribunaux judiciaires, Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, par lettres patentes sous le Grand Sceau, accorder à un magistrat de district qui a donné sa démission pour cause de maladie une pension égale aux deux tiers du traitement annuel attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa démission.

ATTENDU que monsieur Robert Bergeron a été nommé magistrat de district par l'arrêté ministériel No 1430 en date du 6 octobre 1915, et qu'il est dans les conditions voulues par la loi pour obtenir sa mise à la retraite.

ATTENDU que monsieur Robert Bergeron a donné sa démission en sa qualité de magistrat de district pour cause de maladie et que telle démission a été acceptée à compter du 1er novembre 1940, par ordre en conseil No 3824 en date du 25 octobre 1940.

ATTENDU que monsieur Robert Bergeron recevait à l'époque à laquelle il a donné sa démission un traitement de \$5,500.00 par année.

EN CONSÉQUENCE, et conformément aux pouvoirs qui Nous sont accordés par la loi précitée, Nous accordons par les présentes à monsieur Robert Bergeron, sa vie durant, et ce, à compter du 1er novembre 1940, une pension de \$3,666.66 par année, soit une pension égale aux deux tiers du traitement annuel qu'il recevait à la date de sa démission.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce septième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
5185-o JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS pursuant to the provisions of article 236 of Courts of Justice Act, Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent under the Great Seal, grant, to a District Magistrate who has proffered his resignation due to illness, a pension equal to two thirds of the annual salary attached to the office held by him at the time of his resignation.

WHEREAS Mr. Robert Bergeron was appointed District Magistrate by Order in Council No. 1430, dated the 6th of October, 1915, and he is within the conditions exacted by Law to obtain his retirement.

WHEREAS Mr. Robert Bergeron has proffered his resignation as District Magistrate due to illness and that such resignation was accepted on and from the 1st of November, 1940, by Order in Council No. 3824, bearing date the 25th October, 1940.

WHEREAS Mr. Robert Bergeron received, at the time of his resignation, a salary of \$5,500., per annum.

THEREFORE, and in conformity with the powers conferred on us by the foregoing Act, We hereby grant to Mr. Robert Bergeron, during his lifetime, and on and from the 1st of November, 1940, a pension of \$3,666.66 per annum, namely a pension equal to two thirds of the annual salary received by him at the date of his resignation.

OF ALL WHICH Our living subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

5186 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, ce 15 octobre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Donat Le Guerrier, notaire, demeurant et pratiquant à Campbell's Bay, district judiciaire de Pontiac, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Damien Le Guerrier, de Fort-Coulonge, district judiciaire de Pontiac, qui a cessé de pratiquer comme tel.

JEAN BRUCHÉSI,

4753-42-5-o

Sous-Secrétaire de la Province.

Québec, ce 11 octobre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Georges Hébert, notaire, demeurant et pratiquant à Montmagny, district judiciaire de Montmagny, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph Cléophas Hébert, en son vivant notaire de Montmagny, district judiciaire de Montmagny, et des greffes des notaires Léon-Domitien-Eugène Rousseau et Georges-Wilfrid Pion, dont ledit Joseph Cléophas Hébert était le cessionnaire, et des minutes, répertoire et index de feu le notaire Arthur Martineau, en son vivant de Saint-François, dans le district judiciaire de Montmagny.

JEAN BRUCHÉSI,

4751-42-5-o

Sous-Secrétaire de la Province.

Québec, 23 octobre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Marcel Libersan, notaire, demeurant et pratiquant à Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, Jacques Cartier, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Albert Zénon Libersan, en son vivant notaire de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

JEAN BRUCHÉSI,

4901-43-5-o

Sous-Secrétaire de la Province.

Québec, ce 8 novembre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, que, par arrêté ministériel en date du 7 novembre 1940, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'accorder à monsieur Jean-Marie Feeney, notaire, demeurant et pratiquant à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska, la transmission des minutes, répertoire et index du notaire Edgar Laliberté, pratiquant à Warwick mais maintenant Protonotaire à Arthabaska, qui a cessé de pratiquer comme tel, et du greffe du notaire Ed. H. Laliberté, dont ledit Edgar Laliberté était le cessionnaire.

JEAN BRUCHÉSI,

5131-o

Sous-Secrétaire de la Province.

Québec, ce 12 novembre 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Georges

Quebec, October 15th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council by Mr. Donat Le Guerrier, notary, residing and practising at Campbell's Bay, judicial district of Pontiac, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Notary Damien Le Guerrier, of Fort-Coulonge, judicial district of Pontiac, who has ceased to practise as such.

JEAN BRUCHÉSI,

4754-42-5

Under Secretary of the Province.

Quebec, October 11th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council by Mr. Georges Hébert, notary, residing and practising at Montmagny, judicial district of Montmagny, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Cléophas Hébert, in his lifetime notary of Montmagny, judicial district of Montmagny, and of the records of notaries Léon-Domitien-Eugène Rousseau and Georges-Wilfrid Pion, of whom the said Joseph Cléophas Hébert was assignee, and of the minutes, repertory and index of the late notary Arthur Martineau, in his lifetime of Saint François, in the judicial district of Montmagny.

JEAN BRUCHÉSI,

4752-42-5

Under Secretary of the Province.

Quebec, October 23rd, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council by Mr. Marcel Libersan, notary, residing and practising at Ste. Geneviève-de-Pierrefonds, Jacques Cartier, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me. Albert Zénon Libersan, in his lifetime notary of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,

4902-43-5

Under Secretary of the Province.

Quebec, November 8, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that, by Order in Council dated the 7th November, 1940, His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased to grant to Mr. Jean-Marie Feeney, Notary, residing and practising at Warwick, judicial district of Arthabaska, the transfer of the minutes, repertory and index of Notary Edgar Laliberté, practising at Warwick but now Prothonotary at Arthabaska, who has ceased to practise as such, and of the records of Notary Ed. H. Laliberté, whereof the said Edgar Laliberté was assignee.

JEAN BRUCHÉSI,

5132

Under Secretary of the Province.

Quebec, November 12th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Georges-Eugène

ges-Eugène Paradis, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Germain-Arthur Paradis, en son vivant de Québec, district judiciaire de Québec.

JEAN BRUCHESI,

5139-46-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Paradis, Notary, residing and practising at Quebec, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Notary Germain-Arthur Paradis, in his lifetime of Quebec, judicial district of Quebec.

JEAN BRUCHESI,

5140-46-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

No 1869-El

Québec, le 8 novembre, 1940.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 7 novembre 1940, de nommer monsieur Prosper Normand, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-François-de-Sales, dans le comté d'Abitibi.

5141-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 26 octobre 1940.

M. John Joseph Lucey, employé au bureau de poste de Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, 5858 ouest, rue Sherbrooke, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district de Montréal, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

M. Napoléon Brousseau, rentier, de Disraëli: adjoint à la Commission de la paix du district judiciaire de St-François.

MM. Wilfrid-Bolduc, cultivateur, Laval Desrochers, forgeron et cultivateur, tous deux de St-Etienne-de-Lauzon, Lt-Col. J.-E. Pinault, Commandant du Camp Valcartier, Camp Valcartier, et Lucien Galibois, inspecteur de la Commission des pensions de vieillesse, 19 rue Lasarre, Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Henri Lacombe, employé au Bureau de Reconstruction économique de Montréal, 220 est, rue Kelly, Montréal, et Placide Rochon, examinateur-électricien, 96 est, rue St-Jacques, Montréal: juges de paix avec juridiction dans toute la province de Québec; Joseph-A. Dufour, directeur du chômage, de Trois-Rivières: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Trois-Rivières; Docteur Omer Mongrain, 7732, St-Hubert, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Edouard Reid, comptable, de Mont-Laurier: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montcalm. Les juges de paix, nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

Québec, 31 octobre 1940.

MM. J.-E. Madore, hôtelier, Rapides des Joachims, George T. Drummond, cultivateur, de Bristol, Clifford Lawn, marchand, de Campbell's Bay, Austin Dagg, cultivateur, d'Onslow Corners: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Pontiac, et Richard Kennedy, contre-maître, de Ville Saint-Pierre: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal. Les juges de paix, nommés dans le présent paragraphe, le sont aux fins de recevoir le serment

Appointments

No. 1869-El.

Quebec, November 8, 1940.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council, dated the 7th November, 1940, to appoint Mr. Prosper Normand, School Commissioner for the School Municipality of Saint-François-de-Sales, in the County of Abitibi.

5142

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, October 26, 1940.

Mr. John Joseph Lucey, employee of the Post Office of Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, 5858 Sherbrooke Street West, Montreal: to be Justice of the Peace, with jurisdiction over the district of Montreal, to receive oaths only, according to the provisions of Section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145).

Mr. Napoléon Brousseau, annuitant, of Disraëli: to be Peace Commissioner for the judicial district of St-François.

Messrs. Wilfrid Bolduc, farmer, Laval Desrochers, blacksmith and farmer, both of St-Etienne-de-Lauzon, Lt-Col. J. E. Pinault, Commandant at Valcartier Camp, Valcartier Camp, and Lucien Galibois, inspector of the Old Age Pension Board, 19 Lasarre street, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Henri Lacombe, employee of the Economic Reconstruction Board of Montreal, 220 Kelly street East, Montreal, and Placide Rochon, examiner-electrician, 96 St. James street East, Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction throughout the Province of Quebec; Joseph A. Dufour, director of unemployment, of Trois-Rivières: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières; Doctor Omer Mongrain, 7732 St. Hubert, Montreal: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Edouard Reid, accountant, of Mont-Laurier: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montcalm. The Justices of the Peace named in the present paragraph, are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Quebec, October 31, 1940.

Messrs. J. E. Madore, hotelkeeper, Rapides des Joachims, George T. Drummond, farmer, of Bristol, Clifford Lawn, merchant, of Campbell's Bay, Austin Dagg, farmer, of Onslow Corners: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Pontiac, and Richard Kennedy, foreman, of the town of Saint-Pierre: to be Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal. The Justices of the Peace, named in the present paragraph,

seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1925, chapitre 145).

Québec, 7 novembre 1940.

M. Louis Houde, avocat et conseil en loi du Roi: juge de la Cour des jeunes délinquants de Québec. 5203-o

are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1925, chapter 145).

Quebec, November 7, 1940.

Mr. Louis Houde, advocate and King's Counsel: to be Judge of the Quebec Juvenile Delinquents' Court. 5204

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 66 et 67 de la Loi des Tribunaux Judiciaires, Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, par proclamation, décréter l'abolition d'une cour de circuit et la transmission des registres, archives et dossiers de cette cour à une autre cour.

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter l'abolition de la Cour de Circuit pour le district électoral de Wolfe, à Ham-Sud.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 26 octobre 1940, et conformément aux dispositions des articles 66 et 67 de la Loi des Tribunaux Judiciaires, Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons:

A.—l'abolition de la Cour de Circuit pour le district électoral de Wolfe à Ham-Sud;

B.—la transmission des registres, archives et dossiers de cette cour à la Cour de Circuit du district de St-François.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce septième jour de novembre, en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,

5179-o

JEAN BRUCHESI.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } WHEREAS pursuant to the provisions of articles 66 and 67 of the Courts of Justice Act Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, the Lieutenant-Governor in Council, may, by proclamation, enact the abolition of a Circuit Court and the transfer of the books, papers and records of the said court to another court.

WHEREAS it is expedient to enact the abolition of the Circuit Court for the electoral district of Wolfe, at Ham-South.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order bearing date the 26th of October, 1940, and pursuant to the provisions of articles 66 and 67 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145, We have enacted and ordered and do hereby enact and order:

A.—the abolition of the Circuit Court for the electoral district of Wolfe at Ham South;

B.—the transfer of the books, papers and records of the said Court to the Circuit Court for the district of St-François.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

5180

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **A**TTENDU que con-
Assistant-procureur- } formément aux dis-
général. } positions des articles 318
et 319 de la Loi des Tribunaux Judiciaires,
Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145,
le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, par
proclamation, décréter l'abolition d'une cour de
magistrat et la transmission des registres, archi-
ves et dossiers de cette cour à une autre cour.

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter l'abolition
de la Cour de Magistrat pour le district électoral
de Wolfe, à Ham-Sud.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement
de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un
décret en date du 26 octobre 1940, et conformé-
ment aux dispositions des articles 318 et 319 de
la Loi des Tribunaux Judiciaires, Statuts Refon-
dus de Québec, 1925, chapitre 145, Nous avons
règlé et ordonné et par les présentes réglons et
ordonnons:

A.—l'abolition de la Cour de Magistrat pour le
district électoral de Wolfe à Ham-Sud.

B.—la transmission des registres, archives et
dossiers de cette cour à la Cour de Magistrat du
district de St-François.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets
et tous autres que les présentes peuvent concer-
ner sont requis de prendre connaissance et de se
conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos pré-
sentes lettres patentes et sur icelles apposer le
grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé la Major-
Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph
Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-
gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre
cité de Québec, de Notre Province de Québec,
ce septième jour de novembre, en l'année mil
neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de
Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
5181-o JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Gran-
de-Bretagne, d'Irlande et des territoires bri-
tanniques au delà des mers, défenseur de la foi,
empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou
qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **A**TTENDU que la Loi
Assistant-procureur- } instituant la Cour
général. } des jeunes délinquants de
Québec (4 George VI, chapitre 53) décrète que le

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great
Britain, Ireland and the British Dominions
beyond the Seas, KING, Defender of the Faith,
Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **W**HEREAS pursuant to
Deputy Attorney } the provisions of arti-
General. } cles 318 and 319 of the Courts
of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec,
1925, chapter 145), the Lieutenant-Governor in
Council may, by proclamation, enact the aboli-
tion of a Magistrate's Court and the transfer of
the books, papers and records of the said court
to another court.

WHEREAS it is expedient to enact the abolition
of the Magistrate's Court for the electoral district
of Wolfe, at Ham-South.

THEREFORE, with the advice and consent
of Our Executive Council, expressed in an order
bearing date the 26th October, 1940, and pursuant
to the provisions of articles 318 and 319 of the
Courts of Justice Act, Revised Statutes of Que-
bec, 1925, chapter 145, We have enacted and
ordered and do hereby enact and order:

A.—the abolition of the Magistrate's Court
for the electoral district of Wolfe at Ham-South.

B.—the transfer of the books, papers and
records of the said Court to the Magistrate's
Court for the district of St. François.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all
others whom these presents may concern, are
hereby, required to take notice and to govern
themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these
Our Letters to be made Patent and the Great
Seal of the Province of Quebec, to be hereunto
affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved
Major General, the Honourable Sir Eugène-
Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O.,
M.D., Lieutenant-Governor of Our said Pro-
vince of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Que-
bec, in Our Province of Quebec, this seventh
day of November, in the year of Our Lord
nineteen hundred and forty, and the Fourth
year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
5182 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great
Britain, Ireland and the British Dominions
beyond the Seas, KING, Defender of the Faith,
Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern.—GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, } **W**HEREAS the Act to
Deputy Attorney } establish the Juvenile
General. } Delinquents' Court (4 George
VI, Chapter 53) enacts that the Lieutenant

lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, par proclamation, pour la cité de Québec, une cour d'archives appelée "Cour des jeunes délinquants de Québec";

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'établir ladite cour.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes régions et ordonnons que la Cour des jeunes délinquants de Québec soit établie, à compter de ce jour.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce septième jour de novembre, en l'année mil neuf cent quarante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatrième année.

Par Ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
5183-o JEAN BRUCHESI.

Governor in Council may establish, by proclamation, for the city of Quebec, a court of record called "Juvenile Delinquents' Court of Quebec".

WHEREAS it is now expedient to establish the said court.

THEREFORE, with the advice of the Executive Council of Our Province, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain that the "Juvenile Delinquents' Court of Quebec" be established from and after this day.

OF ALL WHICH OUR living subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty, and the Fourth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
5184 Under Secretary of the Province.

Soumission

Province de Québec

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le 4 décembre 1940, pour l'achat d'une émission de \$109,000.00 d'obligations de la cité de Shawinigan Falls, datées du 1er novembre 1940, portant intérêt au taux de quatre pour cent l'an, payable semi-annuellement, le 1er mai et le 1er novembre de chaque année et remboursables annuellement, par séries, comme suit, savoir:

1er novembre 1946	\$ 500 00
1er " 1947	3,000 00
1er " 1948	3,000 00
1er " 1949	3,000 00
1er " 1950	3,000 00
1er " 1951	3,000 00
1er " 1952	3,500 00
1er " 1953	3,500 00
1er " 1954	3,500 00
1er " 1955	83,000 00

Capital et intérêts payables au bureau principal de la Banque Canadienne Nationale à Montréal, à Québec ou à sa succursale à Shawinigan Falls.

Ces obligations seront émises en coupures de \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Les obligations de cette émission qui écherront après le 1er novembre 1950 seront rachetables au gré de la municipalité, avant leur date d'échéance respective à toute date d'échéance de

Tender

Province of Quebec

CITY OF SHAWINIGAN FALLS

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" shall be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon the Fourth day of December 1940, for the purchase of an issue of \$109,000.00 of bonds of the City of Shawinigan Falls, dated 1st November 1940, bearing interest at the rate of four per cent per annum, payable semi-annually the first day of May and November each year and redeemable annually, by series, as follows:

1st November 1946	\$ 500.00
1st " 1947	3,000.00
1st " 1948	3,000.00
1st " 1949	3,000.00
1st " 1950	3,000.00
1st " 1951	3,000.00
1st " 1952	3,500.00
1st " 1953	3,500.00
1st " 1954	3,500.00
1st " 1955	83,000.00

Capital and interest payable at the principal office of the Banque Canadienne Nationale at Montreal, at Quebec or at its branch at Shawinigan Falls.

The said bonds will be issued in denomination of \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered as to principal.

The bonds of this issue maturing after the 1st of November 1950 shall be redeemable, at the will of the municipality, before their respective date of maturity at all date of maturity of capital

capital à compter du 1er novembre 1950, à leur valeur nominale, et conformément à la Loi.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté de 1% du montant de l'émision. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat seulement.

Toute soumission devra spécifier que les intérêts accrus seront payés en outre du prix offert.

La livraison des titres aura lieu dans les dix jours qui suivront la date de l'adjudication.

Les soumissions seront prises en considération à une séance générale du conseil qui sera tenue le 4 décembre 1940, à huit heures p.m., à l'Hôtel de Ville.

Le conseil ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan Falls, le 9 novembre 1940.

Le secrétaire-trésorier,

5135-o

A. J. MEUNIER.

to begin from the 1st of November 1950, at their face value, according to the law.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of this issue. The cheque of the bidder whose tender will be accepted shall be given back to him only after the fulfilment of his contract.

Each tender must specify that the accrued interest will be paid apart from the price offered.

Bonds will be delivered within the ten days following the acceptance of the tender.

The tenders will be taken in consideration at a general meeting of the City Council, to be held on December the Fourth, 1940, at eight o'clock P. M., at City Hall.

The City Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Shawinigan Falls, November 9th, 1940.

A. J. MEUNIER,

Secretary-Treasurer.

5136-o

Vente—Loi de faillite

"SOUS LA LOI DE FAILLITE"

Dans l'affaire de Edgar Villeneuve, cultivateur, paroisse de Kénogami, comté de Chicoutimi, province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI le QUATRIEME jour de DECEMBRE 1940, à DIX (10) heures de l'avant-midi, dans la cité de Chicoutimi, dans le district de Chicoutimi, au bureau du soussigné, situé au numéro 249, de la rue Racine, à Chicoutimi, dans la Cité de Chicoutimi, Province de Québec, sera vendu par encan, l'immeuble suivant, savoir:

Toute cette ferme comprenant le lot numéro (24) vingt-quatre, rang 1, au cadastre officiel du canton Kénogami, avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du District de Chicoutimi "en matière de faillite", rendu par les Régistres conjoints Gagné & Martin, en date du un (1) octobre 1940, conformément à la règle 34 de la Loi d'Arrangement entre Cultivateurs et Créanciers et les articles 716 et suivants du code de procédure civile, dépens contre la masse.

Le syndic,

MAURIL TREMBLAY.

Chicoutimi, 24 octobre 1940.

Bureau: 249, rue Racine.

Chicoutimi, Québec.

4957-44-2-o

Sale—Bankruptcy Act

"UNDER THE BANKRUPTCY ACT"

In the matter of Edgar Villeneuve, farmer of the parish of Kenogami, county of Chicoutimi, Province of Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the FOURTH (4th) day of DECEMBER, 1940, at TEN (10) o'clock in the forenoon, in the town of Chicoutimi, in the district of Chicoutimi, at the office of the undersigned, situate at number 249, Racine Street, at Chicoutimi, in the town of Chicoutimi, Province of Quebec, there shall be sold, by public auction, the following immovable, to wit:

All that farm, comprising lot number twenty four (24) in range one (1), on the official cadastre of the township Kenogami, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale shall be made in virtue of a judgment of the Superior Court of the district of Chicoutimi, sitting in Bankruptcy, rendered by Registrars Gagné & Martin, dated October first (1) 1940, and pursuant to article 34 of the Farmers' Creditors Arrangement Act 1934, and in accordance with the provisions of articles 716 and following of the Code of Civil Procedure, with costs out of the estate.

MAURIL TREMBLAY,

Trustee.

Chicoutimi, October 24th, 1940.

Office: 249, Racine,

Chicoutimi, Québec.

4958-44-2-o

Vente par licitation

Province de Québec, District de St-Hyacinthe. No 4218. Cour Supérieure. Dame Léa Charron, demanderesse, vs Dlle Aurore Charron et als, défendeurs.

AVIS

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à St-Hyacinthe, dans le district de St-Hyacinthe, le 8ème jour d'octobre 1940, dans une cause dans laquelle Dame Léa Charron, épouse séparée de biens de Clovis Roberge, bourgeois des cité et district de St-Hyacinthe, est demanderesse, ordonnant la licitation

Sale by licitation

Province of Quebec, District of St. Hyacinthe. No. 4218. Superior Court. Léa Charron, plaintiff, vs Aurore Charron et als, defendants.

NOTICE

Notice is hereby given that according to a judgment of the Superior Court, sitting at St. Hyacinthe, in the district of St. Hyacinthe, on October the 8th 1940, in a case in which Léa Charron, wife separated as to property of Clovis Roberge, gentleman of said city and district, is plaintiff, ordering the licitation of certain im-

tation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: un immeuble situé en la cité de St-Hyacinthe, rue Morin, et portant le no 683 du cadastre de la paroisse Notre-Dame de St-Hyacinthe, sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur le 29ème jour de novembre 1940, au bureau du Protonotaire au Palais de Justice à St-Hyacinthe, su. et aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

St-Hyacinthe, ce 22 octobre 1940.

Le procureur de la demanderesse,
4897-43-2-o PH. POTHIER.

movables designated as follows, to wit: one property situated in the city of St. Hyacinthe and bearing No. 683 of official cadastre of the parish of Notre Dame of St. Hyacinthe, will be put to public auction and adjudged to the highest and last bidder on November 29th, at the office of the protonotary at Court House of St. Hyacinthe, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges deposited at the office of the Court; and that every opposition to annul, to secure charges or to withdraw to said licitation, should be deposited to said office at least twelve days before the one fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that every opposition for payment should be deposited within six days after adjudication; and, in default by the parties of depositing said oppositions in above prescribed delays, they will be foreclosed of the right of doing it.

St. Hyacinthe, October 22nd, 1940.

PH. POTHIER,
4898-43-2-o Attorney for plaintiff.

VENTES PAR LES SHERIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
Canada, } **BANQUE CANADIENNE**
Province de Québec, } **NATIONALE**, corporation légalement constituée ayant son siège social à Montréal, et une succursale à Val d'Or, (demanderesse dans l'instance originaire), saisissante; vs DAME ROSE ALMA MORISSETTE, épouse séparée de biens de William Leclair, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sadite épouse, tous deux de Val d'Or, district d'Abitibi, (défenderesse dans l'instance originaire).

Comme appartenant et étant en la possession de ladite défenderesse:

Un lot de terre situé à Val d'Or, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent cinquante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro trente-quatre (34-455) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Bourlamaque avec bâtisse, dépendances et autres circonstances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Sauveur-les-Mines, à Val d'Or, MERCREDI, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE 1940, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Un dépôt de \$450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérissseur.

Le shérif,
Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, ce 22 octobre 1940. 4889-43-2-o
[Première publication, 26 octobre 1940]

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi
Canada, } **BANQUE CANADIENNE**
Province of Quebec, } **NATIONALE**, a body politic and corporate, having its head office at Montreal and an office at Val d'Or, (plaintiff in original suit), seizing; vs DAME ROSE ALMA MORISSETTE, wife separate as to property of William Leclair, and the latter, both personally and to authorize his said wife, both of Val d'Or, District of Abitibi, (defendant in original suit).

As belonging to and in the possession of said defendant:

A lot of land situate at Val d'Or, known and designated as being lot number four hundred and fifty-five of the subdivision of the original lot number thirty-four (34-455) on the official plan and in the book of reference for the Township of Bourlamaque—with buildings, dependencies and other circumstances thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Sauveur-les-Mines, at Val d'Or, on WEDNESDAY, the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

A deposit of \$450.00 shall be required from each and every bidder.

ANTONIO BOURBEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, October 22nd, 1940. 4890-43-2
[First publication, October 26th, 1940]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Chicoutimi
No 8434

ROLAND FRADET-
TE, avocat, des cité
et district de Chicoutimi, demandeur; vs **JEAN-**
BAPTISTE POUDREAULT, fils de Jos., de St-
Honoré, district de Chicoutimi, défendeur.

Les lots numéros 54, 66 et 67, dans le rang dix
(10), au cadastre officiel du canton Tremblay,
avec toutes les bâtisses dessus construites, cir-
constances et dépendances.

Conformément au jugement de l'honorable
juge A. Sévigny, en date du 7 novembre 1940, les
lots 66 et 67, rang 10, canton Tremblay, seront
vendus "en bloc".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Honoré, MERCREDI, le DIX-
HUITIEME jour du mois de DECEMBRE
1940, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, **RENE DELISLE**,
Chicoutimi, le 13 novembre 1940.

5201-46-2-o

[Première publication, 16 novembre 1940]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Chicoutimi
No. 8434

ROLAND FRADET-
TE, advocate, of the
City and District of Chicoutimi, plaintiff; vs
JEAN-BAPTISTE POUDREAULT, son of Jos.,
of Saint Honoré, District of Chicoutimi, defend-
ant.

Lots numbers 54, 66 and 67, in Range Ten (10),
of the official cadastre for the Township of Trem-
blay—with all the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

Pursuant to a judgment of the Honourable
Justice A. Sévigny, dated the 7th November,
1940, lots 66 and 67, Range 10, Township Trem-
blay, will be sold "en bloc".

To be sold at the parochial church door of
Saint Honoré, WEDNESDAY, the EIGHTEEN-
TH day of the month of DECEMBER, 1940,
at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

RENE DELISLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, November 13, 1940.

5202-46-2

[First publication, November 16th, 1940]

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal
No 176395

DELLE GABRIELLE LE-
DOUX, fille majeure, des
cité et district de Montréal, demanderesse; vs
UBALD LAUZON, de Notre-Dame de la Paix,
district de Hull, défendeur.

a) L'emplacement connu et désigné comme
étant la subdivision numéro dix-huit du lot nu-
méro quatre cent soixante-neuf (18-469) des plan
et livre de renvoi officiel de la division d'enregis-
trement du comté de Papineau, situé à Notre-
Dame-de-Bonsecours, avec bâtisses ci-dessus
érigées et autres droits s'y rattachant.

b) L'emplacement connu et désigné comme
étant la subdivision numéro vingt-trois du lot
originaire numéro quatre cent soixante-neuf
(23-469) aux plan et livre de renvoi officiel de la
division d'enregistrement du comté de Papineau,
situé à Notre-Dame-de-Bonsecours, avec bâtisses
ci-dessus érigées et autres droits s'y rattachant.

Pour être vendus le VINGTIEME jour de
DECEMBRE prochain, à DEUX heures de
l'après-midi (heure solaire), au Bureau d'enregis-
trement, à Papineauville.

Le shérif,
Bureau du shérif, **I. ST-PIERRE**,
ce 9 novembre, 1940. 5151-46-2-o
[Première publication, 16 novembre 1940]

HULL

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal
No. 176395

MISS GABRIELLE LE-
DOUX, spinster, of the
City and district of Montreal, plaintiff; vs
UBALD LAUZON, of Notre-Dame de la Paix,
district of Hull, defendant.

a) The emplacement known and designated as
being subdivision number eighteen of lot number
four hundred and sixty nine (18-469) of the offi-
cial plan and book of reference of the Registration
Division of the County of Papineau, situate at
Notre-Dame de Bonsecours—with buildings
thereon erected and other rights attached
thereto.

b) The emplacement known and designated
as being subdivision number twenty three of
original lot number four hundred and sixty nine
(23-469) of the official plan and book of reference
of the Registration Division of the County of
Papineau, situate at Notre-Dame-de-Bonsecours
—with buildings thereon erected and other rights
attached thereto.

To be sold on the TWENTIETH of DECEM-
BER next, at TWO o'clock in the afternoon
(Standard Time), at the Registry Office, at
Papineauville.

I. ST-PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
this 9th November, 1940. 5152-46-2
[First publication, November 16th, 1940]

IBERVILLE

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Iberville
Saint-Jean, à savoir: **D**
No 4471 **R. C. N. ARPIN**, mé-
decin chirurgien, de
la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, deman-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Iberville
Saint-Jean, to wit: **D**
No. 4471 **R. C. N. ARPIN**, phy-
sician surgeon, of
the city of Saint-Jean, District of Iberville, plain-

deur; vs ALCIDE TREMBLAY, de Lacolle, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

Un immeuble connu comme étant les lots numéros vingt et un et vingt-deux de la subdivision officielle du lot numéro deux cent soixante-quinze du cadastre officiel de la paroisse de Lacolle, avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, au village de Lacolle, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE, 1940, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, le 22 octobre 1940. 4891-43-2-o
[Première publication, le 26 octobre 1940]

tiff; vs ALCIDE TREMBLAY, of Lacolle, District of Iberville, defendant.

As belonging to the said defendant.

An immovable known as being the lots numbers twenty-one and twenty-two of the official subdivision of the lot number two hundred and seventy-five of the official cadastre for the Parish of Lacolle, with the buildings upon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, in Lacolle Village, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1940, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, October 22nd, 1940. 4892-43-2-o
[First publication, October 26th, 1940]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. EUGENE LEFEBVRE, marchand, de la paroisse de St-Calixte de Kilkenny, district de Joliette, demandeur; contre LES HERITIERS DE FEU ROLAND DUFOUR, en son vivant épicière et boucher du même lieu, Défendeurs.

Un emplacement situé dans la paroisse de St-Calixte de Kilkenny, connu sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Kilkenny, comme faisant partie du lot numéro onze-c, dans le neuvième rang (Pt. 11C, 9e rang) contenant ce qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes: En front par le cordon qui sépare le neuvième du dixième rang, en arrière et d'un côté par Dame Veuve Joseph Lacroix et de l'autre côté par la route, tel qu'enclos, avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Calixte de Kilkenny, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, J.-A. BELANGER.
Joliette, ce 23 octobre 1940. 4903-43-2-o
[Première publication, 26 octobre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Joliette
Province de Québec, DAME ALDA GAGNON, épouse contractuellement séparée de biens de A. Collet, de la Cité d'Outremont dans le district de Montréal, demanderesse; contre MARIA BELANGER, fille majeure de la paroisse de St-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de St-Ambroise de Kildare, comme étant le juste moitié sud-ouest du lot numéro cent trente-deux (No 132) du cadastre de la dite paroisse contenant deux arpents de largeur sur environ 26 arpents de profondeur, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Ambroise de Kildare, le DIX-HUITIÈME jour du mois de DECEMBRE 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député shérif,
Bureau du shérif, GASTON ALLARD.
Joliette, 12 novembre 1940. 5153-46-2-o
[Première publication, 16 novembre 1940]

JOLIETTE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. EUGENE LEFEBVRE, merchant, of the Parish of St-Calixte de Kilkenny, district of Joliette, Plaintiff; against THE HEIRS OF THE LATE ROLAND DUFOUR, in his lifetime grocer and butcher, of the same place, Defendants.

An emplacement situate in the parish of St-Calixte de Kilkenny, known on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Kilkenny, as forming part of lot number eleven-c in the ninth range (Pt. 11C 9th Range) containing that which there may be within the following boundaries: in front by the divisional line (cordon) between the ninth and tenth range, in rear and on one side by Dame Widow Joseph Lacroix and on the other side by the road, as fenced in, with all the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of St. Calixte de Kilkenny, on the TWENTY EIGHTH day of the month of NOVEMBER, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BELANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, October 23rd, 1940. 4904-43-2
[First publication, October 26th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Joliette
Province of Québec, DAME ALDA GAGNON, wife separate as to property by marriage contract of A. Collet, of the City of Outremont, in the District of Montreal, plaintiff; against MARIA BELANGER, spinster, of the Parish of St. Ambroise de Kildare, in the District of Joliette.

A farm, known and designated on the official plan and in the book of reference for St. Ambroise de Kildare, being the exact southwest half of lot number one hundred and thirty two (No. 132) of the cadastre for the said parish, measuring two arpents in width by about 26 arpents in depth—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of St. Ambroise de Kildare, on the EIGHTEENTH day of the month of DECEMBER, 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

GASTON ALLARD,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Joliette, November 12th, 1940. 5154-46-2
[First publication, November 16th, 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } WEST HILL LAND
193457 } COMPANY LIM-
ITED, demanderesse; vs JOSEPH-MAXIME
DE REPENTIGNY, défendeur.

"Ces certains lots de terre étant connus sous les numéros deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, trente-sept, trente-huit, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre, quarante-huit, quarante-neuf, cinquante-trois, cinquante-quatre, cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit, ayant front sur la rue Benny, soixante-huit, soixante-neuf, soixante-dix, soixante-onze, soixante-douze, cent vingt-quatre, cent vingt-cinq, cent vingt-six, cent trente-trois, cent soixante-dix-sept, ayant front sur la rue Westhill, cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, deux cent vingt-deux, deux cent vingt-trois, deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt sept, ayant front sur la rue Benny, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux, deux cent cinquante-trois, deux cent cinquante quatre, deux cent cinquante-cinq, deux cent cinquante-six, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit, deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante et un, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois, deux cent soixante-quatre, deux cent quatre-vingt-trois, deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-sept, deux cent quatre-vingt-dix, deux cent quatre-vingt-onze, deux cent quatre-vingt-douze, deux cent quatre-vingt-treize, deux cent quatre-vingt-quatorze, deux cent quatre-vingt-quinze, deux cent quatre-vingt-seize, deux cent quatre-vingt-dix-sept, deux cent quatre-vingt-dix-huit, deux cent quatre-vingt-dix-neuf, trois cent, et trois cent un, ayant front sur la rue Westhill, au plan de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent cinquante-six, (156-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 37, 38, 41, 42, 43, 44, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 68, 69, 70, 71, 72, 124, 125, 126, 133, 177, 194, 195, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 283, 284, 287, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300 et 301), aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Montréal, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, dans les cité et district de Montréal, avec et sur et au droit de vue et de passage en commun en faveur du dit lot numéro trente-sept et du lot No trente-six au plan de la subdivision officielle dudit lot originaire numéro cent cinquante-six (156-36 & 37), des bâtisses érigées et à l'être sur tels lots et de leurs propriétaires, sur cette certaine lisière de terrain vacant et à demeurer vacant mesurant sept pieds et six pouces (7' 6") de largeur par soixante-dix pieds (70') de profondeur à partir de l'avenue Penny et prise, pour trois pieds et neuf pouces (3' 9") de largeur, de l'extrême partie sud-est du dit lot de subdivision numéro trente-six (156-36) et, pour les autres trois pieds et neuf pouces (3' 9") de largeur, de l'extrême partie nord-ouest du dit lot de subdivision numéro trente-sept (156-37), le tout mesure anglaise et plus ou moins, et tel que la servitude à cet effet a été établie aux termes d'un acte de vente consenti par Olivier Lebeau en faveur de Raoul Berthiaume, avec l'interven-

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } WEST HILL LAND
193457 } COMPANY LIM-
ITED, plaintiff; vs JOSEPH MAXIME DE
REPENTIGNY, defendant.

Those certain lots of land being known under numbers two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten, thirty-seven, thirty-eight, forty-one, forty-two, forty-three, forty-four, forty-eight, forty-nine, fifty-three, fifty-four, fifty-five, fifty-six, fifty-seven, fifty-eight, fronting on Benny Street, sixty-eight, sixty-nine, seventy, seventy-one, seventy-two, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, one hundred and twenty-six, one hundred and thirty-three, one hundred and seventy-seven, fronting on Westhill Street, one hundred and ninety-four, one hundred and ninety-five, two hundred and twenty-two, two hundred and twenty-three, two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-seven, fronting on Benny Street, two hundred and forty-six, two hundred and forty-seven, two hundred and forty-eight, two hundred and forty-nine, two hundred and fifty, two hundred and fifty-one, two hundred and fifty-two, two hundred and fifty-three, two hundred and fifty-four, two hundred and fifty-five, two hundred and fifty-six, two hundred and fifty-seven, two hundred and fifty-eight, two hundred and fifty-nine, two hundred and sixty, two hundred and sixty-one, two hundred and sixty-two, two hundred and sixty-three, two hundred and sixty-four, two hundred and eighty-three, two hundred and eighty-four, two hundred and eighty-seven, two hundred and ninety, two hundred and ninety-one, two hundred and ninety-two, two hundred and ninety-three, two hundred and ninety-four, two hundred and ninety-five, two hundred and ninety-six, two hundred and ninety-seven, two hundred and ninety-eight, two hundred and ninety-nine, three hundred and three hundred-and-one, fronting on Westhill Street, on the plan of the official subdivision of original lot number one hundred and fifty-six, (156-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 37, 38, 41, 42, 43, 44, 48, 49, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 68, 69, 70, 71, 72, 124, 125, 126, 133, 177, 194, 195, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 283, 284, 287, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300 and 301), on the official plan and on the book of reference for the Parish of Montreal, in Notre-Dame de Grâce Ward, in the City and District of Montreal, with and subject to the right of view and of passage in common and in favour of said lot number thirty-seven and lot number thirty-six of the official subdivision plan of said original lot number one hundred and fifty-six (156-36 & 37) for the buildings erected and to be erected on such lots and for their owners, over that certain strip of vacant land and to remain vacant, measuring seven feet and six inches (7' 6") in width by seventy feet (70') in depth starting at Benny Avenue and taken, for three feet and nine inches (3' 9") in width, from the extreme southeast part of said subdivision lot number thirty-six (156-36) and, for the other three feet and nine inches (3' 9") in width, from the extreme northwest part of said subdivision lot number thirty-seven (156-37), the whole English measure

tion de la dite West Hill Land Company Limited, passé devant le notaire Lionel Joron le vingt-six septembre mil neuf cent vingt-huit (1928), enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, sous le No 191036; et avec et sujet au droit de vue et de passage en commun, en faveur du dit lot numéro cent vingt-six, et du lot numéro cent vingt-sept au plan de la subdivision officielle du dit lot originaire numéro cent cinquante-six (156-126 & 127), des bâtisses érigées et à l'être sur tels lots et de leurs propriétaires, sur cette certaine lisière de terrain vacant et à demeurer vacant mesurant huit pieds (8') de largeur par soixante-dix-huit pieds (78') de profondeur à partir de l'avenue Westhill et prise, pour quatre pieds (4') de largeur, de l'extrême partie sud-est du dit lot de subdivision numéro cent vingt-six (156-126) et, pour les autres quatre pieds (4') de largeur, de l'extrême partie nord-ouest du dit lot de subdivision numéro cent vingt-sept (156-127), le tout mesure anglaise et plus ou moins, et tel que la servitude à cet effet a été établie aux termes d'un acte de convention et servitude ayant été consenti par la dite West Hill Land Company Limited et Dame Harriett A. Johnson, veuve de feu Burton J. Hawley, passé devant J. C. Barlow, notaire, le vingt-neuf décembre mil neuf cent vingt-trois (1923), enregistré au dit bureau d'enregistrement sous le No 37940."

Pour être vendu "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUIT NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$4100. sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, daté le 22 octobre 1940.

Bureau du shérif,
Montréal, 22 octobre 1940
[Première publication, 26 octobre 1940]

Le shérif,
L.-P. CAISSE.
4895-43-2-o

and more or less, and as the servitude to that effect has been established under the terms of a Deed of Sale consented by Olivier Lebeau in favour of Raoul Berthiaume, with the intervention of the said West Hill Land Company Limited, passed before Notary Lionel Joron, on the twenty-sixth of September, one thousand nine hundred and twenty-eight (1928), registered at the Registry Office for the Registration Division of Montreal, under No. 191036; and with and subject to the right of view and passage in common, in favour of said lot number one hundred and twenty-six, and of lot number one hundred and twenty-seven of the official subdivision plan of said original lot number one hundred and fifty-six (156-126 & 127), for the buildings erected and to be erected on the said lots and for their owners, over that certain strip of vacant land and to remain vacant, measuring eight feet (8') in width by seventy-eight feet (78') in depth, starting from Westhill Avenue and taken, for four feet (4') in width, from the extreme south-east part of said subdivision lot number one hundred and twenty-six (156-126), and, for the other four feet (4') in width, from the extreme northwest part of said subdivision lot number one hundred and twenty-seven (156-127), the whole English measure and more or less, and as the servitude to that effect was established under the terms of a Deed of Agreement and Servitude having been consented by the said West Hill Land Company Limited and Dame Harriett A. Johnson, widow of the late Burton J. Hawley, passed before J. C. Barlow, Notary, the twenty-ninth of December, one thousand nine hundred and twenty-three (1923) registered in the said Registry Office under No. 37940.

To be sold "en bloc", at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$4,100. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 22nd October, 1940.

Sheriff's Office,
Montreal, October 22, 1940.
[First publication, October 26th, 1940]

L. P. CAISSE,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: JOSEPH L. CAPLAN, de No 182332, mandeur, vs DESIGN-ED HOMES LIMITED, défendeur, et S. H. McDOWELL et al. mis-en-cause, et ATLAS THRIFT PLAN CORPORATION LTD., intervenant.

Comme appartenant au défendeur.

(a) La partie sud-est de la subdivision 14 du lot No 83, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, étant bornée en front par le lot No 83-10, avenue Randall, au nord-ouest par le résidu dudit lot No 83-14, au sud-ouest par une partie non-subdivisée dudit lot 83, et au sud-est par la partie nord-ouest de la subdivision 15 dudit lot No 83. Ledit lot 83 partie sud-est 14 mesure 25 pieds et deux pouces de largeur en front et en arrière, par 120 pieds de profondeur.

(b) La partie nord-ouest de la subdivision 15 du lot No 83 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, étant bornée en front par le lot No 83-10, avenue Randall, au nord-ouest par la partie sud-est de la subdivision 14 du lot No 83 ci-devant décrit, au sud-ouest par une partie non-subdivisée dudit lot No 83, et

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: JOSEPH L. CAPLAN, No. 182332, plaintiff, vs DESIGNED HOMES LIMITED, defendant, and S. H. McDOWELL et al. mis-en-cause, and ATLAS THRIFT PLAN CORPORATION LTD., intervening.

As belonging to the defendant.

(a) The southeast part of subdivision 14 of lot No. 83, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, being bounded on the front by lot No. 83-10, Randall Avenue, to the northwest by the residue of the said lot No. 83-14, to the south-west by an unsubdivided portion of the said lot No. 83, and to the south-east by the northwest part of subdivision 15 of the said lot No. 83. The said lot 83 southeast part 14 measures 25 feet two inches in width in the front and in the rear, by a depth of 120 feet.

(b) The northwest part of subdivision 15 of lot No. 83 on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, being bounded in the front by lot No. 83-10, Randall Avenue, to the northwest by the southeast part of subdivision 14 of lot No. 83 hereinbefore described, to the southwest by an unsubdivided portion

au sud-est par le résidu dudit lot No 83-15. Le dit lot 83 partie nord-ouest 15, mesure 24 pieds et 10 pouces de largeur en front et en arrière, par 120 pieds de profondeur; ensemble avec les bâtisses dessus construites, portant le numéro civique 5418 avenue Randall, dans la ville de Côte St-Luc.

Pour être vendues, "en bloc" à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$800 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, en date du 17 octobre 1940.

Le shérif,
L.-P. CAISSE.

Bureau du shérif,
Montréal, ce 22 octobre 1940. 4893-43-2
[Première publication, 26 octobre, 1940]

of the said lot No. 83, and to the southeast by the residue of the said lot No. 83-15. The said lot 83 northwest part 15 measures 24 feet 10 inches in width in the front, and in the rear, by a depth of 120 feet; together with buildings thereon erected, bearing civic No. 5418 Randall Avenue in the town of Côte St. Luc.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Mr. Justice Surveyer, dated October 17th 1940.

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, October 22nd, 1940. 4894-43-2-o
[First publication, October 26th, 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 194387. { EDGARD HOULE ET AL, Demandeurs; vs ALBERT GUINDON, époux commun en biens de Dame Malvina Ménard, ledit Albert Guindon, tant personnellement que comme chef de la communauté de biens existant entre lui et son épouse et comme administrateur des biens de sadite épouse, Défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse St-Lazare, comté de Vaudreuil, connue et désignée sous le numéro trois cent cinquante et un (351) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Lazare, bornée en front par le chemin public, en arrière par le numéro 181, d'un côté par le numéro 350, et de l'autre côté par le numéro 352 avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse St-Lazare, comté de Vaudreuil, le VINGT-HUIT NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$350 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, daté le 5 octobre 1940.

Le shérif,
L. P. CAISSE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 23 octobre 1940. 4907-43-2-0
[Première publication, 26 octobre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District of Montreal

Montréal, à savoir: { MONTREAL LIFE No 194037 } INSURANCE COMPANY, demanderesse; vs ROGER THEBERGE, défendeur et J. A. TOLLER, curateur au délaissement.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, étant la demie nord du lopin de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatorze de la subdivision numéro dix-neuf du lot originaire numéro douze (N^o 12-19-14) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Côte St-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et étant borné en front au sud-ouest par la rue Jeanne-Mance, en arrière par une partie du lot numéro onze, auxdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté au sud-est par l'autre moitié dudit lot No 12-19-14 et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 12-19-15 desdits plan et livre de renvoi officiels, à distraire cependant à l'arrière partie dudit emplacement, une lisière de terrain de douze pieds de profondeur sur toute sa largeur, ladite lisière de terrain

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

No. 194387 { EDGARD HOULE ET AL, plaintiffs; vs ALBERT GUINDON, husband common as to property of Dame Malvina Ménard, the said Albert Guindon, both personally and as head of the community of property existing between him and his wife and as administrator of the property of his said wife, defendant.

A farm lying and situate in the Parish of St-Lazare, County of Vaudreuil, known and designated under number three hundred and fifty one (351) of the official plan and in the book of reference of the Parish of St-Lazare, bounded in front by the public road, in rear by number 181, on one side by number 350, and on the other side by number 352—with the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-Lazare, County of Vaudreuil, on the TWENTY-EIGHTH of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$350. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 5th October, 1940.

L. P. CAISSE,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, October 23rd, 1940. 4908-43-2
[First publication, October 26th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { MONTREAL LIFE No. 194037 } INSURANCE COMPANY, Plaintiff; vs ROGER THEBERGE, Defendant, and J. A. TOLLER, Curator to the surrender.

"An emplacement situate in the City of Montreal, being the north half of the lot of land known and designated as being subdivision number fourteen of subdivision number nineteen of the original lot number twelve (N^o 12-19-14) on the official plan and book of reference of the village of Côte St-Louis, measuring twenty-five feet in width by one hundred and five feet in depth, English measure, more or less, and being bounded in front to the southwest by Jeanne Mance Street, in rear by part of lot number eleven of said official plan and book of reference, on one side to the southeast by the other half of said lot No. 12-19-14 and on the other side to the northwest by lot No. 12-19-15 of said official plan and book of reference, deduction being however made on the rear part of said emplacement, of a strip of land twelve feet in depth on the whole width

devant être et étant présentement employée comme une ruelle commune.

Avec une maison à trois étages lambrissée en pierre et en brique et consistant en trois logements portant les Nos 5973, 5975 et 5977 de ladite rue Jeanne-Mance et autres bâtisses construites sur ledit emplacement et avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, à savoir: le droit de passage dans ladite ruelle en arrière en commun avec tous les autres y ayant des droits similaires.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUF DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$880. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Décary, daté le 8 novembre 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 13 novembre 1940. 5197-46-2
[Première publication, 16 novembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { **A** MEDEE FORTIN
187931. et al., es-qualité,
demandeurs; vs HENRI TRUCHON, défendeur.

Un lot de terre sis et situé sur la rue Bordeaux, en la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, sous le numéro quatre-vingt-dix-sept, de la subdivision officielle du lot numéro douze cent vingt-six (No 1226-97) contenant le dit lot vingt-cinq pieds de largeur par soixante quatorze pieds de profondeur formant une superficie de mille huit cent cinquante pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot et des lots voisins ainsi que dans une autre ruelle communiquant de cette dernière à la rue Bordeaux, avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques, 3440, 3442, 3444, de la dite rue Bordeaux.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$500.00 sera requis de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Décary, daté le 6 novembre 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 13 novembre 1940. 5195-46-2-o
[Première publication, le 16 novembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { **T**HE YORKSHIRE
No 195279 { INSURANCE COM-
PANY LIMITED, Demanderesse; vs JAMES
C. RUSSELL, Défendeur.

L'emplacement situé sur le chemin Côte Ste-Catherine, en la cité de Montréal, qui comprend trente-sept pieds et cinq-dixièmes en largeur par quatre-vingt-six pieds et vingt-sept centièmes en profondeur dans sa ligne de côté nord-est et quatre-vingt-six pieds et deux cent quarante-cinq millièmes en profondeur dans sa ligne de côté sud-ouest et trois mille deux cent trente-quatre pieds en superficie, et est composé des lopins de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges comme suit:

1. Le lot de résubdivision numéro un du lot de subdivision numéro trois du lot numéro cinquante-trois (53-3-I).

thereof, said strip of land to be and being presently used as a common lane.

With a three storey stone and brick encased house consisting of three flats bearing Nos. 5973, 5975 and 5977 of said Jeanne Mance Street and other buildings erected on said emplacement and with all active and passive servitudes attached thereto, namely the right of way in the said lane in rear in common with all others having similar right therein."

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$880. shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Decary, dated November 8th, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, November 13th, 1940. 5198-46-2
[First publication, November 16th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { **A** MEDEE FORTIN
187931. et al., es-qualité,
plaintiffs; vs HENRI TRUCHON, defendant.

A lot of land lying and situate on Bordeaux street, in the City of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference for St. Mary's Ward, under number ninety seven of the official subdivision of lot number twelve hundred and twenty six (No. 1226-97) measuring, the said lot, twenty five feet in width by seventy four feet in depth forming an area of one thousand eight hundred and fifty feet, English measure and more or less—with right of way in the lane in rear of the said lot and of the neighbouring lots as well as in another lane communicating from the latter to Bordeaux street—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 3440, 3442, 3444 of said Bordeaux street.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Decary, dated the 6th November, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 13th, 1940. 5196-46-2
[First publication, November 16th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { **T**HE YORKSHIRE IN-
No. 195279 { SURANCE COMPANY
LIMITED, plaintiff; vs JAMES C. RUSSELL,
defendant.

The emplacement situate on Côte Ste-Catherine Road in the City of Montreal, which contains thirty-seven feet and five-tenths of a foot in width by eighty-six feet and twenty-seven hundredths of a foot in depth in its north-easterly side line and eighty-six feet and two hundred and forty-five thousandths of a foot in depth in its south-westerly side line and three thousand two hundred and thirty-four feet in superficies, and is composed of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of la Côte des Neiges as follows:

1. Resubdivision lot number one of subdivision lot number three of lot number fifty-three (No. 53-3-I).

2. Le lot de subdivision numéro quatre dudit lot numéro cinquante-trois (No 53-ptie 4) moins la partie en front de ladite subdivision expropriée pour l'élargissement du chemin Côte Ste-Catherine, et formant maintenant partie dudit chemin; la partie du lot de subdivision numéro quatre comprend vingt-quatre pieds en largeur par quatre-vingt-six pieds et vingt-sept centièmes en profondeur dans sa ligne de côté nord-est et quatre-vingt-six pieds et vingt-cinq centièmes en profondeur dans sa ligne de côté sud-ouest et est bornée en front par le chemin de la Côte Ste-Catherine tel qu'élargi, en arrière par une ruelle connue comme étant le lot de subdivision numéro dix dudit lot numéro cinquante-trois (53-10), vers le nord-est par ledit lot de resubdivision numéro un dudit lot de subdivision numéro trois dudit lot numéro cinquante-trois (53-3-I) et vers le sud-ouest par le lot de resubdivision numéro deux du lot de subdivision numéro cinq dudit lot numéro cinquante-trois (No 53-5-2), et

3. Le lot de resubdivision numéro deux du lot de subdivision numéro cinq dudit lot numéro cinquante-trois (No 53-5-2)

Avec la bâtisse semi-détachée située sur ledit emplacement comprenant deux résidences (Duplex) connues sous les numéros 2515-2517 dudit chemin Côte Ste-Catherine, dont le mur sud-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente, et avec tous les droits et appartenances se rattachant à la dite propriété, sans exception ou réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1,000 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Surveyer, en date du 12 novembre 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, le 13 novembre 1940. 5199-46-2
[Première publication, 16 novembre 1940]

2. Subdivision lot number four of said lot number fifty-three (No. 53-pt. 4) less the front portion of the said subdivision expropriated for the widening of Côte Ste-Catherine Road, and now forming part of the said road; the part of the subdivision lot number four contains twenty-four feet in width by eighty-six feet and twenty-seven hundredths of a foot in depth in its north-easterly side line and eighty-six feet and twenty-five hundredths of a foot in depth in its south-westerly side line and is bounded in front by Côte Ste-Catherine Road as so widened, in rear by a lane known as subdivision lot number ten of said lot number fifty-three (53-10), towards the north-east by said resubdivision lot number one of said subdivision lot number three of said lot number fifty-three (53-3-I), and towards the south-west by resubdivision lot number two of subdivision lot number five of said lot number fifty-three (No. 53-5-2) and

3. Resubdivision lot number two of subdivision lot number five of said lot number fifty-three (No. 53-5-2).

With the semi-detached building on the said emplacement consisting of Duplex dwellings known as Nos. 2515-2517 of said Côte Ste-Catherine Road, the south-westerly wall whereof is mitoyen with the adjoining property and with all the rights and appurtenances belonging to the said property without exception or reserve.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Mr. Justice Surveyer, dated November 12th, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 13th, 1940. 5200-46-2-o
[First publication, November 16, 1940]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District de Kamouraska
No 15088

DAME BENJAMIN
FRECHETTE,

marchande publique, de la paroisse de St-Athanase, demanderesse; contre ALEXANDRE THIBAUT, défendeur du même lieu.

Un lot non patenté portant le numéro 1/2 Nord-Est du lot trente (30) rang deux (2), canton Chabot, d'une superficie d'environ cinquante et un acres et demi (51 1/2).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Athanase, district de Kamouraska, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE 1940, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, E.-A. DOUCET.
Rivière-du-Loup, 12 nov. 1940. 5155-46-2-o
[Première publication, 16 novembre 1940]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Kamouraska
No. 15088

DAME BENJAMIN
FRECHETTE,

public merchant, of the parish of St-Athanase, plaintiff; against ALEXANDRE THIBAUT, defendant, of the same place.

One unpatented lot bearing number North-east 1/2 of lot thirty (30) Range Two (2), Township of Chabot, of an area of about fifty-one acres and one half (51 1/2).

To be sold at the parochial church door of St-Athanase, district of Kamouraska, TUESDAY, the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

E. A. DOUCET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, Nov. 12, 1940. 5156-46-2
[First publication, November 16th, 1940]

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: DAME MARIE JOSE-
No 40712 PHINE CARON, des
cité et district de Québec, veuve de feu Edmond

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: DAME MARIE JOSEPHI-
No. 40712 NE CARON, of the City
and district of Québec, Widow of the late Ed-

Déry, en son vivant des mêmes lieux, contre DEMOISELLE ALICE DOMBROWSKI, fille majeure usant de ses droits, de St-Dunstan du Lac Beauport, dans le district de Québec, à savoir:

La partie non subdivisée du lot No 94 (quatre-vingt-quatre) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, étant un terrain situé au Lac Beauport, contenant trois arpents de front, plus ou moins, par la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public, No 94-10, à aller à la ligne de la concession Saint-André, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, le SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif,

L. LAPIERRE.

Québec, ce 30 octobre 1940.

4997-44-2-o

[Première publication, 2 novembre 1940]

[Deuxième publication, 16 novembre 1940]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: L'ORTIE LIMITEE, corps No 40,693 } politique et incorporé ayant son siège social à Québec; contre JOSEPH ACHILLE LACROIX, de Pont-Rouge, à savoir:

1. Le lot No 481 (quatre cent quatre-vingt-un) du cadastre officiel pour la paroisse de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre située en la 3ème concession, mesurant deux arpents de largeur par vingt arpents de longueur; ainsi que partie du lot No 473 (quatre cent soixante-treize) du même cadastre, étant un emplacement mesurant un demi arpent de largeur par un arpent de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Partie du lot No 474 (quatre cent soixante-quatorze) du cadastre officiel pour la paroisse de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre située en la 3ème concession, mesurant un arpent et demi de largeur par quarante arpents de longueur, borné par devant aux terres du deuxième rang, par derrière à la rivière Noire, d'un côté au sud-ouest à Nap. Defoy et au nord-est à Joseph Frenette, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. La moitié nord-est du lot No 472 (quatre cent soixante-douze) du cadastre officiel pour la paroisse de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, étant une terre mesurant un arpent et trois quarts environ de largeur par environ huit arpents de longueur, bornée au sud à une clôture de travers existant actuellement et partant d'un petit pont sur la route St-Nicolas, au nord à Henri Martel, ainsi qu'au nord-est et au sud-ouest par le donateur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, le VINGTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif,

L. LAPIERRE.

Québec, ce 13 novembre 1940.

5189-46-2-o

[Première publication, 16 novembre 1940]

[Deuxième publication, 30 novembre 1940]

mond Déry, in his lifetime of the same place; against MISS ALICE DOMBROWSKI, spinster, in the use of her rights, of St-Dunstan du Lac Beauport, in the district of Quebec, to wit:

The unsubdivided part of lot No. 94 (ninety four) of the official cadastre for the parish of Saint-Dunstan du Lac Beauport, County of Quebec, being a lot of land situate at Lake Beauport, measuring three arpents in front, more or less, whatever depth there may be between the public road No. 94-10 and the Saint-André concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of Notre Dame des Laurentides, County of Quebec, on the SIXTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec, this 30th October, 1940. 4998-44-2

[First publication, November 2nd, 1940]

[Second publication, November 16th, 1940]

FIERI FACIAS

Québec, to wit: L'ORTIE LIMITEE, a body No. 40,693 } dy politic and corporate, having its head office at Québec; against JOSEPH ACHILLE LACROIX, of Pont-Rouge, to wit:

1. Lot No. 481 (four hundred and eighty one) on the official cadastre for the parish of Pointe-aux-Trembles, County of Portneuf, being a farm situate in the 3rd concession, measuring two arpents in width by twenty arpents in length; and also part of lot No. 473 (four hundred and seventy three) of same cadastre, being an emplacement measuring one half arpent in width by one arpent in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Part of lot No. 474 (four hundred and seventy four) on the official cadastre for the Parish of Pointe-aux-Trembles, County of Portneuf, being a farm situate in the 3rd concession, measuring one and one half arpent in width by forty arpents in length, bounded in front by the lands of the second range, in rear by the "rivière Noire", on one side on the southwest by Nap. Defoy and on the northeast by Joseph Frenette—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. The northeast half of lot No. 472 (four hundred and seventy two) on the official cadastre for the Parish of Pointe-aux-Trembles, County of Portneuf, being a farm measuring about one arpent and three quarters in width by about eight arpents in length bounded on the south by a cross fence actually subsisting, and starting from a small bridge on the "St-Nicolas" Road, on the north by Henri Martel, and also on the northeast and southwest by the donor—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Pointe-aux-Trembles, County of Portneuf, on the TWENTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Quebec, November 13th, 1940. 5190-46-2

[First publication, November 16th, 1940]

[Second publication, November 30th, 1940]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat—District de Terrebonne

Canada, } LA CORPORATION de
Province de Québec, } la ville de Lachute,
No 2252. } Corporation Municipale
ayant une existence légale et ayant sa principale
place d'affaire dans ladite ville de Lachute,
Comté d'Argenteuil, District de Terrebonne,
demanderesse; vs HENRI COUTU, rentier
de la ville de Lachute, Comté d'Argenteuil, Dis-
trict de Terrebonne, défendeur.

"Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comme étant partie du lot treize cent trente-quatre (ptie 1334) et contenant cent quarante-six pieds de front, sur la rue John, cent quatre-vingts pieds sur la ligne nord et partant de l'angle nord est, vers le sud sur une distance de cinquante-trois pieds, delà, allant à l'ouest sur une distance de cent dix-huit pieds; delà au sud sur une distance de quatre-vingt-dix-huit pieds; et delà à l'ouest sur une distance de quatre-vingt-dix-huit pieds, le tout mesure anglaise, borné au front à l'ouest par la rue John, en arrière vers l'est par une autre portion dudit numéro 1334; d'un côté par le lot 1330 et de l'autre côté par une autre portion du lot 1334, et partiellement par le lot 1335, avec une maison et d'autres résidences sus construites, à l'exception d'une partie d'icelui vendue à John Hiscock, le tout situé dans la ville de Lachute."

"Un certain morceau de terre situé en la ville de Lachute sur le côté nord du boulevard Bédard, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jérusalem d'Argenteuil, comme formant partie du lot numéro mille trois cent trente-quatre (pt 1334) borné au sud par le dit boulevard, à l'est par un emplacement situé sur le même lot et appartenant au vendeur, à l'ouest par l'emplacement appartenant à l'acquéreur, et au nord par le résidu dudit lot appartenant au vendeur; mesurant soixante-quatre pieds sur le boulevard, quatre-vingt-dix pieds de profond dans la ligne est, et cent neuf pieds dans la ligne ouest et sept pieds dans la ligne nord; le tout mesure anglaise et sans bâtisse."

Pour être vendus à la porte de l'église Ste-Anastasie, à Lachute, Comté d'Argenteuil, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE 1940, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Le shérif,

Bureau du shérif, } ALBERT FOURNELLE.
Saint-Jérôme, ce 12ième jour de novembre
1940. } 5157-46-2-o
[Première publication, le 16 novembre 1940]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate Court—District of Terrebonne

Canada, } CORPORATION of the
Province of Québec, } town of Lachute,
No. 2252. } Municipal Corporation
having a legal existence and having its principal
place of business in the said town of Lachute,
County of Argenteuil, District of Terrebonne,
plaintiff; vs HENRI COUTU gentleman of the
town of Lachute, County of Argenteuil, District
of Terrebonne, defendant.

"A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Jérusalem of Argenteuil, as being part of lot thirteen hundred and thirty-four (part 1334) and containing one hundred and forty-six feet in front, on the John Street, one hundred and eighty feet on the North line and starting from the North-East angle to the South on a distance of fifty-three feet, therefrom, going at West on a distance of one hundred and eighteen feet; therefrom at South on a distance of ninety-eight feet; and therefrom at West on a distance of ninety-eight feet, the whole English measure, bounded at front to West by the John Street, in rear to West by another portion of said number 1334; on one side by the lot 1330 and on the other side by another portion of lot 1334, and partially by the lot 1335, with a house and some other residences thereon constructed, at the exception of a part thereof sold to John Hiscock, the whole situated in the town of Lachute."

"A certain piece of land situated in the town of Lachute on the North side of Bédard boulevard, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jérusalem of Argenteuil, as forming part of lot number one thousand three hundred and thirty-four (pt. 1334) bounded at South by the said boulevard, at East by an emplacement situated on the same lot and belonging to the vendor, at West, by the emplacement belonging to the buyer, and at North by the residue of said lot belonging to the vendor; measuring sixty-four feet on the boulevard, ninety feet in depth in the East line, and one hundred and nine feet in the West line and seven feet in the North line; the whole English measure, and without building."

To be sold at Ste Anastasie church door, at Lachute, County of Argenteuil, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of DECEMBER 1940, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight saving time).

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office, } Sheriff.
Saint-Jérôme, the 12th day of November
1940. } 5158-46-2-o
[First publication, November the 16th, 1940]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure

Province de Québec, } DOMINIQUE
District des Trois-Rivières, } LESIEUR,
No. 6273. } agent d'assurance
et marchand, des cité et district des Trois-

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court

Province of Québec, } DOMINIQUE
District of Trois-Rivières, } LESIEUR,
No. 6273. } insurance agent
and merchant, of the City and District of Trois-

Rivières, demandeur; vs FILIAS MORIN, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur.

"Un emplacement situé en la paroisse des Trois-Rivières, mesurant cent douze pieds par cent quarante-cinq pieds, mesure anglaise, connu et désigné comme faisant partie du lot No dix-sept (p. 17) du cadastre officiels de la paroisses des Trois-Rivières, et borné au sud-ouest par un cours d'eau, au nord-ouest par l'emplacement appartenant à M. Téléphore Joly, et des deux autres côtés par le surplus du dit lot No 17 appartenant à M. Joseph St-Pierre ou représentants, et comprenant les lots Nos dix et onze du plan préparé par M. R. H. Houde, A.C., et daté du 4^{ème} jour de février, mil neuf cent trente-deux, avec bâtisse, et avec droit de passage en commun avec les autres dans la rue projetée et indiquée sur ce plan comme étant le lot No deux, pour se rendre du terrain présentement vendu à la route nationale."

Pour être vendu, au Bureau du Shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE, 1940, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, 13 novembre 1940. 5191-46-2-0
[Première publication, 16 novembre 1940]

Rivières, plaintiff; vs FILIAS MORIN, of the City and District of Trois-Rivières, defendant.

An emplacement situate in the Parish of Trois-Rivières, measuring one hundred and twelve feet, by one hundred and forty five feet, English measure, known and designated as forming part of lot number seventeen (Pt. 17) on the official cadastre for the Parish of Trois-Rivières, and bounded on the southwest by a water-course, on the northwest by the emplacement belonging to Mr. Téléphore Joly, and on the two other sides by the residue of said lot No. 17, belonging to Mr. Joseph St-Pierre, or representatives, and including lots Nos ten and eleven of the plan prepared by Mr. R. H. Houde, L.S. and dated the 4th day of February, nineteen hundred and thirty two—with a building, and with right of way, in common with others, in a proposed street and indicated on said plan as being lot number two, to reach from the lot of land hereby sold, to the National Highway.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Trois-Rivières, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois-Rivières, November 13, 1940. 5192-46-2
[First publication, November 16th, 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME A L -
District des Trois-Rivières, } PHONSINE
No 5994. } TOURIGNY, de la
paroisse de Bécancour, district de Nicolet, veuve
d'Anthine Comeau, en son vivant cultivateur et
rentier du même endroit, demanderesse; vs AMÉ-
DÉE MAILHOT, de la paroisse de Ste-Gertrude,
district de Nicolet, défendeur.

A). Une terre de deux arpents de largeur sur 40 arpents de profondeur, le tout plus ou moins, située au rang nord-est de Ste-Gertrude, prenant front au chemin public du dit rang et se terminant en profondeur au grand bras de la rivière Gentilly, connue et désignée comme étant le lot numéro soixante du cadastre de Ste-Gertrude, avec les bâtisses dessus construites, à distraire tout ce qu'il y a de terre depuis la profondeur du numéro soixante et un jusqu'au dit grand bras de la rivière Gentilly, cette partie réservée ayant deux arpents de largeur et appartenant à Judes Gaudet ou représentants;

B). Un terrain situé en la concession sud-ouest St-Antoine, en la paroisse de Ste-Gertrude, connu et désigné comme étant l'arpent latéral et longitudinal sud-est du lot de terre numéro quatre-vingt-dix-neuf (P. 99) du cadastre officiel de Ste-Gertrude, contenant un arpent de front, sur 21 arpents de profondeur plus ou moins, d'une concession à l'autre, entre Eusèbe Mailhot au nord, et Joseph Rheault au sud;

C). Une terre située dans la concession des Vingt dans la paroisse de Ste-Gertrude, du contenu de trois arpents de front sur la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes et limites suivantes, savoir: prenant par devant au grand bras de la rivière Gentilly par derrière au pied de la côte la plus haute de la rivière Gentilly, joignant au nord à Onésime Mailhot et au sud à Eugène Provencher, connue et désignée sous le numéro cinquante-six (56) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Gertrude, avec les granges dessus érigées.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Province of Québec, } DAME A L -
District of Trois-Rivières, } PHONSINE
No. 5994. } TOURIGNY, of
the parish of Bécancour, district of Nicolet,
widow of Anthine Comeau, in his lifetime a
farmer and annuitant of the same place, plaintiff;
vs AMÉDÉE MAILHOT, of the parish of Ste-
Gertrude, district of Nicolet, defendant.

A). A farm of two arpents in width by 40 arpents in depth, the whole more or less, situate in the North-East Range of Ste-Gertrude, bounded in front by the public road of the said Range and in depth by the "grand bras" of the Gentilly River, known and designated as being lot number sixty of the cadastre of Ste-Gertrude—with the buildings thereon erected, to be deducted all the land comprised between the depth of number sixty one and the said "grand bras" of the Gentilly River, the said reserved part measuring two arpents in width and belonging to Judges Gaudet or representatives;

B). A lot of land situate in the South-West St-Antoine Concession, in the parish of Ste-Gertrude, known and designated as being the lateral and longitudinal South-East arpent of the lot of land number ninety nine (P.t 99) of the official cadastre of Ste-Gertrude, measuring one arpent in front, by 21 arpents in depth, more or less, from one concession to the other, between Eusèbe Mailhot on the North, and Joseph Rhéault on the South;

C). A farm situate in the "des Vingt" concession in the parish of Ste-Gertrude, measuring three arpents in front by whatever depth there may be within the following boundaries and limits, namely: bounded in front by the "grand bras" of the Gentilly River, in rear by the foot of the highest bank of the Gentilly River, adjoining on the North Onésime Mailhot and on the South Eugène Provencher, known and designated under number fifty-six (56) of the official cadastre for the parish of Ste-Gertrude—with the barns thereon erected.

D). Une terre située en la concession sud-ouest de la rivière Gentilly, dans la paroisse de Ste-Gertrude, connue et désignée comme faisant partie au sud-ouest du lot de terre numéro un (1) du dit cadastre prenant en front à M. Mailhot, se terminant en profondeur à la rivière Gentilly, joignant de chaque côté à Arthur Baron.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Gertrude, comté de Nicolet, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE 1940, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Trois-Rivières, 13 novembre 1940. L.-P. MERCIER.
5193-46-2-o
[Première publication le 16 novembre 1940]

D). A farm situate in the South-West concession of the Gentilly River, in the parish of Ste-Gertrude, known and designated as forming part on the South-West of lot of land number one (1) of the said cadastre, bounded in front by M. Mailhot, ending in depth at the Gentilly River, adjoining on each side Arthur Baron.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Gertrude, County of Nicolet, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. MERCIER,
Trois-Rivières, November 13, 1940. 5194-46-2
[First publication, November 16th, 1940]

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes que l'ordonnance numéro 7-A de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par l'arrêté ministériel numéro 4058 du 14 novembre 1940.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM Ordonnance No 7-A

Industrie de la fabrication des contreforts de chaussures.

La Commission du salaire minimum conformément à la Loi 4 George VI, ch. 39,

Ordonne et décrète par la présente ordonnance (no 7-A), ainsi qu'il suit:

1 Prolongation de l'ordonnance no 7 révisée: L'ordonnance no 7 révisée, concernant l'industrie de la fabrication des contreforts de chaussures, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, le 17 novembre 1938, est renouvelée pour une période de douze mois à compter du 26 novembre 1940.

2 Durée: La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle* et le demeurera jusqu'au 26 novembre 1941.

Fait à Québec, ce trente et unième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante.

Le président, FERDINAND ROY.
Le vice-président, GUS. FRANCO.
Les commissaires, C.-H. CHEASLEY,
J. A. BOUTHILLETTE,
HENRI LOUDIN.

Vraie copie.

Le secrétaire,
J. A. AUGER.

5207-o

Arrêtés-en-Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 novembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 7 novembre 1940.

Concernant un amendement à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district des Trois-Rivières.

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice that Ordinance No. 7-A of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, by Order-in-Council No. 4058 of the 14th of November 1940.

MINIMUM WAGE COMMISSION Ordinance No. 7-A

Shoe-counter manufacture

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Act 4 George VI, ch. 39,

Orders and decrees by the present Ordinance (No. 7-A), as follows:

1 *Extension of Ordinance No. 7 revised:* Ordinance No. 7 revised, concerning the industry of shoe-counter manufacturing, approved by the Lieutenant-Governor-in-Council, on November 17, 1938, is renewed for a period of twelve months starting November 26, 1940.

2 *Duration:* The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Official Gazette* and shall remain in force until November 26, 1941.

Passed and dated at Quebec, this thirty-first day of October in the year one thousand nine hundred and forty.

FERDINAND ROY, Chairman,
GUS. FRANCO, Vice-President,
C. H. CHEASLEY,
J. A. BOUTHILLETTE,
H. LOUDIN, Members.

True Copy.

J. A. AUGER,
Secretary.

5208-o

Orders-in-Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated November 5th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on November 7th, 1940.

Concerning an amendment to the collective labour agreement relating to the building trades in the Three Rivers district.

No 3986

L'honorable ministre du travail, des mines et des pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du cinq novembre (1940) recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi de la convention collective, (4, George VI, chapitre 38),

Que monsieur Dionis Hébert, entrepreneur-peintre des Trois-Rivières, soit traité comme partie contractante à la convention collective de travail relative aux métiers du bâtiment dans le district des Trois-Rivières, ratifiée par l'arrêté ministériel numéro 1658, du 19 avril 1940, et amendements, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 avril 1940, et que son nom soit ajouté à la suite des parties de seconde part.

Certifié,

A. MORISSET,

5187-o Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 13 novembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 14 novembre 1940.

Concernant l'addition de nouvelles parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la construction de Sorel.

No 4063

L'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du 13 novembre (1940), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38),

Que les entrepreneurs, dont les noms suivent, soient traités comme parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de la construction de Sorel, ratifiée par le décret numéro 1764 du 2 septembre 1938 et amendements, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 10 septembre 1938, et que leurs noms soient ajoutés à la suite des parties de la première part:

"Stanislas Dupont; Armand Cournoyer; J. Léon Guilbault."

Certifié,

A. MORISSET,

5205-o Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 13 novembre 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 14 novembre 1940.

Concernant le renouvellement du décret relatif à l'industrie du meuble avec certaines modifications.

No 4064

L'honorable Ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du 13 novembre (1940), expose:

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), le comité conjoint de l'industrie du meuble de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 3134 du 26 novembre 1937 et ses amendements, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec;

No. 3986

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated November fifth (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of section 10 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38),

That Mr. Dionis Hébert, paint contractor of Three Rivers, be treated as contracting party to the collective labour agreement relating to the building trades in the Three Rivers district, ratified by order-in-council No. 1658, of April 19th, 1940, and amendments, published in the *Quebec Official Gazette* of April 27th, 1940, and that his name be added to the parties of the second part.

Certified,

A. MORISSET,

5188-o Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated November 13th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on November 14th 1940.

Concerning the addition of new contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades of Sorel.

No. 4063

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated November 13th (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of Section 10 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38),

That the contractors, whose names follow, be treated as contracting parties to the collective labour agreement relating to the building trades of Sorel, ratified by Decree number 1764 of the 2nd of September 1938 and amendments, published in the *Quebec Official Gazette* of the 10th of September 1938, and that their names be added to those of the parties of the second part:

"Stanislas Dupont; Armand Cournoyer; J. Léon Guilbault."

Certified,

A. MORISSET,

5206-o Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated November 13th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on November 14th, 1940.

Concerning the renewal of the decree relating to the furniture industry with some modifications.

No. 4064

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated November 13th (1940), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), the Joint Committee of the Furniture Industry of the Province of Québec has presented to him a request to the effect to modify decree No. 3134 of November 26th, 1937, and its amendments, relating to the furniture industry in the Province of Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée, sous forme d'avis, dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1940;

ATTENDU QU'UNE objection a été reçue contre ladite requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recommande que ledit décret numéro 3134 soit de nouveau modifié de la façon suivante:

1. L'article I est radié.

2. L'article II est radié et remplacé par le suivant qui devient l'article I:

"I. *Jurisdiction territoriale*: Pour les fins d'application du présent décret, la jurisdiction territoriale comprend toute la province de Québec, divisée en trois zones de la façon suivante:

Zone I: Ile de Montréal.

Zone II: La province de Québec à l'exception des territoires des zones I et III.

Zone III: Le comté de Chicoutimi, la ville de Rivière-du-Loup et les municipalités de la province ayant moins de 3,000 âmes au dernier recensement du Dominion du Canada, pourvu que les établissements situés dans la présente zone n'emploient pas plus de 50 ouvriers."

3. Les mots suivants: "L'énumération de ces articles est énonciative et non limitative." sont ajoutés à la fin du premier alinéa de l'article III qui devient l'article II.

4. L'article III devient le nouvel article II et est modifié comme suit:

i) Le paragraphe "c" est radié et remplacé par le suivant:

"c. *Ameublement de boudoir*: Bancs, bibliothèques et étagères, cabinets de radio, cabinets de mur et de coin, cabinets de musique, cabinets de téléphone, cabinets de couture, cabinets de fumeurs, cabinets à liqueurs, chaises, bureaux et secrétaires, nouveautés et cadeaux, fougères, étagères à magazines, piédestaux, étagères à livres, jardinières, porte-parapluie, tabagies et les tables de tous genres, exceptant les tables faites entièrement de métal".

ii) Le paragraphe "h" est remplacé par le suivant:

"h. Tables et chaises en bois pour pelouses et porches et meubles d'été. On considère comme meubles d'été, les chaises, tables, etc., faites de pièces de bois assemblées à l'aide de boulons ou d'écrous et pour lesquels on utilise de la toile ou un tissu quelconque".

5. L'article IV est radié.

6. L'article V est radié et remplacé par le suivant qui devient le nouvel article III:

"III. A compter du 1er novembre 1940, le salaire minimum des employés, y compris les membres du personnel féminin, travaillant à la fabrication des meubles ou autres articles inclus dans la jurisdiction industrielle du présent décret, de même que celui des chauffeurs de bouilloires et des employés préposés à l'expédition, à l'entretien ou à la réparation des machines et immeubles, sera le suivant, dans les zones mentionnées ci-après:

Zone I: Le salaire minimum sera de 18 cents de l'heure et le salaire moyen ne devra pas être inférieur à 39½ cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés sera divisé par le total des heures travaillées et la partie du salaire de chaque employé excédant 55 cents de l'heure ne sera pas considérée.

Whereas a notice to that effect has been published in the *Quebec Official Gazette* of October 5th, 1940;

Whereas one objection against the said request has been received and subsequently submitted to the contracting parties for consideration;

CONSEQUENTLY, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries recommends, that the said decree No. 3134 be again modified in the following manner:

1. Section I is stricken off.

2. Section II is stricken off and replaced by the following which becomes section I:

"I. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction, for the purpose of the application of the present decree, comprises all the Province of Quebec, divided in three zones, as follows:

Zone I: Island of Montreal.

Zone II: The Province of Quebec, with the exception of the regions comprised in zones I and III.

Zone III: The County of Chicoutimi, the town of Rivière-du-Loup and the municipalities with less than 3,000 souls according to the last census of the Dominion of Canada, provided the establishments located in the said zone do not employ more than 50 workmen."

3. The following words: "The following enumeration shall be considered enunciative and not limitative." shall be added to the first paragraph of section III which becomes section II.

4. Section III becomes the new section II and is modified as follows:

i) subsection "c" is stricken off and replaced by the following:

"c. *Living Room Furniture*: Benches, book cases and bookcases, radio cabinets, wall and corner cabinets, music cabinets, telephone cabinets, sewing cabinets, smokers' cabinets, cellarettes, chairs, desks and secretaries, novelty and gift furniture, ferneries, magazine racks, pedestals, book stands, flower stands, umbrella stands and tables of all descriptions, excepting those made entirely of metal."

ii) Subsection "h" is replaced by the following:

"h. Wood lawn and porch chairs, tables, and summer furniture; summer furniture comprises the chairs, the tables, etc., made of pieces of wood assembled by means of bolts and nuts and in the manufacture of which is used cloth or any other tissue."

5. Section IV is stricken off.

6. Section V is stricken off and replaced by the following which becomes the new section III:

"III. From November 1st, 1940, the minimum wages of the employees (including the members of the female staff), working in the manufacturing of furniture and other articles included in the industrial jurisdiction of the present decree, and those of boiler firemen and of men committed to the shipping, maintenance or repair of machines and furniture, shall be the following in the zones hereinafter mentioned:

Zone I: The minimum wage rate shall be 18 cents per hour and the average rate shall not be less than 39½ cents per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding 55 cents per hour shall not be considered.

Zone II: Le salaire minimum sera de 15 cents de l'heure et le salaire moyen ne devra pas être inférieur à 34½ cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés sera divisé par le total des heures travaillées et la partie du salaire de chaque employé excédant 50 cents de l'heure, ne sera pas considérée.

Zone III: Le salaire minimum sera de 12 cents de l'heure et le salaire moyen ne devra pas être inférieur à 29 cents de l'heure. Aux fins de calcul de la moyenne, le total des salaires gagnés sera divisé par le total des heures travaillées et la partie du salaire de chaque employé excédant 45 cents de l'heure, ne sera pas considérée.

Ce salaire minimum s'applique aussi aux ouvriers non qualifiés et les salaires actuellement plus élevés payés aux ouvriers ne devront pas être réduits au cours de l'existence du présent décret.

7. L'article VI est radié.

8. L'article VII devient le nouvel article IV.

9. Les articles VIII et IX sont radiés.

10. L'article X devient le nouvel article V.

11. Les articles XI et XII sont radiés.

12. L'article XIII est radié et remplacé par le suivant qui devient le nouvel article VI:

"VI. *Durée du décret:* Le présent décret demeurera en vigueur jusqu'au 1er septembre 1941. Il se renouvellera automatiquement chaque année à cette date, à moins qu'un groupe prépondérant d'employeurs ou que les parties contractantes de la première part donnent avis aux autres parties de leur intention de le révoquer, au moins quatre-vingt-dix jours avant l'expiration du terme dudit décret.

Les parties contractantes pourront en tout temps soumettre des projets d'amendement sans qu'il soit nécessaire de révoquer le décret."

13. "L'Association des Employés de la J. W. Kilgour & Bros. Limited de Beauharnois", Québec" est radiée de la liste des parties contractantes de première part.

14. Les noms des manufacturiers suivants sont radiés de la liste des parties contractantes de deuxième part:

"Dominion Furniture Manufacturers Limited"; "J. Eveleigh & Co. Limited"; "Giddings Limited"; "Gilmour Chair Co., Limited"; "Wood Craft Limited";

15. Conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi de la convention collective, les manufacturiers dont les noms suivent sont acceptés comme parties contractantes et leurs noms sont ajoutés à la suite des parties de seconde part:

"Saguenay Furniture Co."; Henri Vallières; J. G. Ewing & Sons Ltd.; La Cie Industrielle de Chicoutimi Inc.; RCA Victor Co. Limited; Gelco Furniture Mfg. Co. Ltd.; Edouard Ouellet Limitée; Mason Parker of Canada Ltd.; Danville Chair & Wooden Specialty; Princeville Chair Co. Ltd."

Certifié

A. MORISSET,

5215-o

Greffier du Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 13 novembre 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 14 novembre 1940.

Concernant des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Zone II: The minimum wage rate shall be 15 cents per hour and the average rate shall not be less than 34½ cents per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding 50 cents per hour shall not be considered.

Zone III: The minimum wage rate shall be 12 cents per hour and the average rate shall not be less than 29 cents per hour. For the purposes of computing the average, the total of the wages earned shall be divided by the total of the hours worked, and that part of the wages of each employee exceeding 45 cents per hour shall not be considered.

This minimum wage rate applies likewise to unqualified workers and those higher wages actually paid the workers shall not be reduced during the subsistence of the present decree."

7. Section VI is stricken off.

8. Section VII becomes the new section IV.

9. Sections VIII and IX are stricken off.

10. Section X becomes the new section V.

11. Sections XI and XII are stricken off.

12. Section XIII is stricken off and replaced by the following which becomes the new section VI:

"VI. *Duration of the decree:* The present decree shall remain in force until September 1st, 1941. It shall, thereafter, renew itself automatically, each year after that date, unless a preponderant group of employers or the contracting parties of the first part give notice to the other parties of their intention to repeal it, at least ninety days before the expiration of the said decree.

The contracting parties may, at any time, present amendment requests and, in such events, it shall not be necessary to repeal the decree."

13. "L'Association des Employés de J. W. Kilgour & Bros. Limited, de Beauharnois, Québec" is stricken off from the list of the contracting parties of the first part.

14. The names of the following manufacturers are stricken off from the list of the contracting parties of the second part:

"Dominion Furniture Manufacturers Limited"; "J. Eveleigh & Co. Limited"; "Giddings Limited"; "Gilmour Chair Co., Limited"; "Wood Craft Limited";

15. Pursuant to the provisions of section 10 of the Collective Agreement Act, the following manufacturers are accepted as contracting parties and their names are added to the parties of the second part:

"Saguenay Furniture Co; Henri Vallières; J. G. Ewing & Sons Ltd.; La Cie Industrielle de Chicoutimi Inc.; RCA Victor Co. Limited; Gelco Furniture Mfg. Co. Ltd; Edouard Ouellet Limitée; Mason Parker of Canada Ltd; Danville Chair & Wooden Specialty; Princeville Chair Co. Ltd".

Certified,

A. MORISSET,

5216-o

Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated November 13th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on November 14th, 1940.

Concerning modifications to the decree relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

No 4062

No. 4062

L'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, dans un mémoire en date du 13 novembre (1940), expose:

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 2780 du 23 décembre 1938 et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée, sous forme d'avis, dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 octobre 1940;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recommande:—

Que ledit décret numéro 2780 soit modifié de la façon suivante:

1. L'article II est radié et remplacé par le suivant:

"II. Salaires:—A compter du 1er octobre 1940, le salaire minimum des employés travaillant à la fabrication des articles inclus dans la juridiction industrielle du présent décret, de même que celui des employés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines, à l'impression et à des travaux analogues, pourvu que ces impressions et autres travaux soient imputables à des articles compris sous la juridiction industrielle du présent décret, sera le suivant pour chacune des catégories d'employés mentionnées ci-après:

The Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, in a memorandum dated November 13th, (1940), sets forth:

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), a request has been presented to him to the effect to modify decree No. 2780, of December 23rd 1938, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec;

WHEREAS a notice to that effect has been published in the *Quebec Official Gazette* of October 12th, 1940;

WHEREAS no objection against its approval has been presented;

CONSEQUENTLY, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries recommends:

That the said decree No. 2780 be modified in the following manner:

1. Section II is stricken off and replaced by the following:

"II. Wages: From the first of October 1940, the minimum wages of all employees working at the manufacturing of articles included under the industrial jurisdiction of the present decree as well as that of shippers, delivery men, maintenance and repair men on building and machinery, employees doing printing and allied work, provided such printing and other works be exclusively included in the industrial jurisdiction of the present decree, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

Salaires horaires—Rate per hour

Employés de sexe masculin:—Male employees:

	1ers 6 mois first 6 months	après 6 mois d'expérience after 6 months experience
Contremaîtres—Foremen	\$ 0.45	\$ 0.50
Opérateurs-machines à gaufrer—Operators—Corrugating machine	0.45	0.50
Opérateurs-impression—Operators—Printing	0.35	0.40
Opérateurs-découpage—Operators—Slitting	0.30	0.35
Opérateurs-martaisage—Operators—Slotting	0.30	0.35
Opérateurs-découpage de pans—Operators—Flap Cutting	0.30	0.35
Opérateurs-triage et mortaisage de barres—Operators—Bar Creasing & Slotting	0.30	0.35
Aides-machines à gaufrer—Helpers—Corrugating machine	0.30	0.35
Opérateurs-Machine à appliquer toile gommée—Operators—Taping Machine	0.30	0.30
Chauffeurs de camion—Truck drivers	0.30	0.30
Préposés à l'entretien général—General Maintenance men	0.30	0.30
Fournisseurs et receveurs—Feeders & Tailers	0.25	0.30
Aides en général—General Helpers	0.25	0.25
Aides-expédition—Shipping Room Helpers	0.25	0.25
Préposés à l'enveloppement et au ficelage—Bundling & Tying	0.25	0.30
Préposés à l'emballage—Baling	0.25	0.25
Préposés au déchargement de carton—Board unloading	0.25	0.25
Gardiens—Watchmen	0.25	0.25
Employés généraux—General employees	0.25	0.25
Machinistes—Machinists	0.40	0.40

Nonobstant la cédule précédente de salaires, le salaire minimum moyen des employés de sexe masculin ne devra pas être inférieur à \$0.35 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne seront considérés que dans la mesure où il ne dépassent pas les maxima suivants:

Notwithstanding the preceding schedule of wages, the minimum average wage for male employees shall not be less than \$0.35 per hour; for the purposes of calculating this average, the wages higher than the minimum rate shall be considered only when they do not exceed the following maximum rates:

*Employés de sexe masculin:—Male employees:—**Salaires horaires**Rate per hour*

Contremaîtres—Foremen	\$ 0.65
Opérateurs—machine à gaufrir—Operators—Corrugating	0.60
Opérateurs—impression—Operators—Printing	0.55
Opérateurs—découpage—Operators—Slitting	0.50
Opérateurs—mortaisage—Operators—Slotting	0.50
Opérateurs—découpage de pans—Operators—Flap Cutting	0.50
Opérateurs—striage et mortaisage des barres—Operators—Bar Creasing & Slotting	0.50
Aides—machines à gaufrir—Helpers—Corrugating Machine	0.50
Opérateurs—machines à appliquer toile gommée—Operators—Taping Machine	0.40
Chauffeurs de camion—Truck drivers	0.40
Préposés à l'entretien général—General maintenance men	0.40
Fournisseurs et receveurs—Feeders and Tailers	0.40
Aides en général—General helpers	0.35
Aides—expédition—Shipping Room helpers	0.35
Préposés à l'enveloppement et au ficelage—Bundling and Tying	0.40
Préposés à l'emballage—Baling	0.35
Préposés au déchargement de carton—Board Unloading	0.35
Gardiens—Watchmen	0.35
Employés généraux—General employees	0.35
Machinistes—Machinists	0.60

Il est convenu par les employeurs et les employés de l'industrie que les salaires en vigueur le 30 septembre seront sujets à une augmentation générale de deux (2) sous l'heure s'appliquant à tous les employés de sexe masculin ayant six mois de service ou plus, ladite augmentation prenant effet le 1er octobre 1940.

Pour les employés payés à l'heure, le taux de salaire en vigueur le 30 septembre sera augmenté de deux (2) sous l'heure.

Pour les employés payés sur une base de salaire à la pièce, tous les taux de salaire à la pièce en vigueur le 30 septembre seront augmentés d'après un pourcentage qui devra être établi sur la proportion de deux (2) sous l'heure et la moyenne réelle du salaire gagné durant le mois de septembre.

Pour tous les employés travaillant au mois ou à la semaine, l'augmentation hebdomadaire ou mensuelle sera calculée en multipliant le nombre normal des heures de travail exécutées par semaine ou par mois par deux (2) sous l'heure.

Pour tous les hommes à l'emploi de la compagnie le 30 septembre mais qui n'ont pas complété leurs six mois de service, cette augmentation de deux (2) sous l'heure deviendra en vigueur aussitôt que leurs six mois de service seront complétés, excepté ceux qui auront reçu une augmentation de salaire de deux (2) sous ou plus, en raison de l'augmentation des minima ci-haut mentionnée qui devient en vigueur le 1er octobre 1940.

It is agreed by all manufacturers and employees of this industry that wages in force on September 30, be submitted to a general wage increase of two (2) cents per hour affecting all male employees of six months of service or more to be made effective October 1st, 1940.

For any employee paid by the hour, his actual rate of pay effective September 30 will be increased by two (2) cents per hour.

For all employees being paid on the piece-work basis, all piece-work rates effective on September 30 will be increased by a percentage which would be established by the ratio of two (2) cents per hour and the actual average earned during the month of September.

For all employees working by the month or by the week, the weekly or monthly increase will be calculated by multiplying the normal hours worked per week or per month by two (2) cents per hour.

For all men who are under the employment of this company on September 30, but who have not completed six months' service, this increase of two (2) cents per hour will become effective as soon as their six months' service is completed, except any of those men which will have received two (2) cents or more increase in pay, because of the above increase in minima which becomes effective October 1st, 1940.

<i>Employées de sexe féminin</i>	<i>Salaires horaires</i>	<i>Female employees</i>	<i>Rates per hour</i>
Employées sans expérience	\$ 0.17	Inexperienced hands	\$ 0.17
Aides	0.22	Helpers	0.22
Employées d'expérience	0.26	Experienced employees	0.26

Nonobstant la cédule précédente de salaires, le salaire minimum moyen des employées de sexe féminin ne devra pas être inférieur à \$0.26 l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne seront considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

<i>Employées de sexe féminin</i>	<i>Salaires horaires</i>	<i>Female employees</i>	<i>Rates per hour</i>
Employées sans expérience	\$ 0.23	Inexperienced hands	\$ 0.23
Aides	0.27	Helpers	0.27
Employées d'expérience	0.31	Experienced employees	0.31

2. L'article VIII est radié et remplacé par le suivant:

"VIII. *Durée du décret.*—Le présent décret sera valable à compter de la date de sa publication

2. That Section VIII be deleted and replaced by the following:

"VIII. *Duration of the decree.* The present decree shall become effective on and from the date

dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période de douze (12) mois.

Il continuera d'être en vigueur pour une nouvelle période de douze (12) mois et il se renouvellera à l'expiration de cette période pour une autre année commençant le 1er janvier 1941."

Certifié,

A. MORISSET,

5213-o

Greffier du Conseil Exécutif.

of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of twelve (12) months.

It shall remain effective thereafter for a new period of twelve months and shall be renewed at the end of such period for another year beginning January 1st, 1941."

Certified,

A. MORISSET,

5214-o

Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du comité paritaire de l'industrie de la boulangerie de Québec, autorisé par l'arrêté ministériel No 2631 du 25 novembre 1939, a été prolongé jusqu'au 1er janvier 1941, par l'arrêté ministériel numéro 4061 du 14 novembre 1940.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-Ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines
et des Pêcheries maritimes,

Québec, ce 16 novembre 1940. 5209-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la Convention collective (4 Geo. VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs Inc. des Trois-Rivières,

Et, D'AUTRE PART:

L'Union nationale catholique des Employés Barbiers et Coiffeurs des Trois-Rivières soit rendue obligatoire, pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I. *Définitions:* Dans la présente convention, les termes ci-après mentionnés auront la signification suivante:

a. Le mot "employeur" signifie tout homme ou femme des métiers mentionnés ci-dessus, qui tient un salon de beauté et qui a des employés à son service; le mot "employeur" comprend et désigne aussi toute personne qui loue pour elle-même, à l'heure ou à forfait, les services individuels d'un maître-barbier ou coiffeur de l'un ou de l'autre sexe.

b. Le terme "salarié" comprend tout apprenti, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, et toute personne pratiquant les métiers de barbier-coiffeur, des deux sexes.

c. Le mot "compagnon" signifie toute personne du métier qui a fait son apprentissage selon les conditions ci-après déterminées et qui a obtenu du Bureau des examinateurs nommés par le Comité conjoint, un certificat de qualification.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, hereby gives notice that the right to levy of the Parity Committee of the Baking Industry of Quebec, authorized by Order-in-Council No. 2631 of the 25th of November 1939, has been extended until January 1st, 1941, by Order-in-Council No. 4061 of the 14th of November 1940.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and
Maritime Fisheries,

Quebec, November 16th, 1940. 5210-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries, that the contracting parties hereinafter mentioned have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs Inc." of Three-Rivers,

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union nationale catholique des Employés Barbiers et Coiffeurs" of Three-Rivers, be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I. *Definitions:* a. In the present agreement, the hereinafter mentioned terms shall have the following definitions:

The word "employer" means any man or woman of the abovementioned trades, who operates a beauty parlor and who has employees at his service. The word "employer" also means and includes any person who personally hires, by the hour or by the job, the personal services of a master-barber or hairdresser of either sex.

b. The words "wage earner" comprise any apprentice, qualified worker or journeyman, artisan, and any person practising the barber and hairdresser trades of either sex.

c. The word "journeyman" signifies any person of the trade who has served his apprenticeship according to the conditions hereinafter determined and who has obtained a certificate of competency from the Board of Examiners appointed by the Joint Committee.

d. Le mot "apprenti" signifie toute personne des métiers mentionnés à qui le Comité conjoint a accordé un certificat d'apprentissage.

e. Le mot "artisan" comprend et désigne toute personne qui pratique les métiers de barbier, coiffeur ou coiffeuse, seule, en société ou avec l'aide de toute autre personne, tels que définis aux paragraphes "f" et "g".

f. Le mot "barbier" comprend et désigne toute personne de l'un ou de l'autre sexe, individu, société, firme ou corporation qui coupe la barbe, tond, taille, arrange, rafraîchit et flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode de shampooing, donne des massages, pratique l'art du manucure, embellit le visage, la peau, les mains la chevelure ou le cuir chevelu.

g. Les mots "coiffeur", "coiffeuse" comprennent et désignent toute personne de l'un ou de l'autre sexe, individu, société, firme ou corporation qui exerce l'art d'arranger, de friser, d'onduler, de tresser, de griller, de coiffer, de décolorer ou de teindre les cheveux ou qui traite le cuir chevelu; fait, transforme ou ajuste des perruques, des toupets, ou qui, au moyen de manipulation, ou à l'aide de quelque appareil, ou par l'usage de cosmétiques, antiseptiques, toniques, lotions, crèmes, poudres, huiles ou glaise, masse, nettoie, stimule, manie, met en mouvement, embellit ou traite de quelque façon semblable, le visage, le cou, les bras, les mains, et les ongles.

h. Les mots "salon de barbier", "salon de coiffure", "salon de beauté" comprennent et désignent tout endroit où l'on pratique le métier de barbier, coiffeur ou coiffeuse et tout endroit où l'on apprend lesdits métiers, tels que définis aux paragraphes précédents "f" et "g".

II. Tarif des salaires:

a. Le salaire minimum pour le temps régulier sera le suivant pour chacune des zones ci-contre:

Zone I. i. Pour les barbiers et coiffeurs pour hommes et pour femmes de \$15.00 par semaine plus 50% de toutes recettes au-dessus de \$22.00 faites par l'employé au cours de la semaine ou \$20.00 par semaine sans pourcentage.

ii. Pour les coiffeuses pour dames: \$14.00 par semaine.

iii. Tout employé engagé que quelques jours durant la semaine et travaillant moins que cinq (5) jours, devra recevoir un salaire basé sur le taux hebdomadaire de \$20.00 pour les jours où il travaillera; s'il travaille cinq (5) jours et plus, il devra être rémunéré pour toute la semaine. Les mêmes conditions s'appliquent aux coiffeuses pour dames, mais basées sur les salaires fixés pour dames.

Zone II. Les salaires de cette zone seront les mêmes que ceux établis dans la Zone I.

b. Le salaire de toute personne du métier, maître ou employé-barbier, coiffeurs pour hommes ou pour dames, coiffeuses qui travaillent à contrat, à la pièce ou à forfait, ne devra jamais être inférieur aux taux suivants:

Zone I Zone II

Cheveux, pour hommes et femmes:

les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	\$ 0.35	\$ 0.25
les samedi.....	0.35	0.35
les veilles de fêtes chômées.....	0.35	0.35

Cheveux pour enfants de moins de 15 ans:

les lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.15
-------------------------------------	------

d. The word "apprentice" means any person of the aforementioned trades to whom the Joint Committee has granted a certificate of apprenticeship.

e. The word "artisan" means and includes any person practising the barber and hairdresser (male or female) trades, alone, in partnership or with the help of any other person, referred to in subsections "f" and "g".

f. The word "barber" means and includes any person of either sex, individual, partnership, firm or corporation who shaves; cuts, fixes, enlivens and singes the hair; shampoos; gives massages; practises the manicure's art; gives face, skin, hand, hair or scalp treatments.

g. The words "male or female hairdresser" mean and include any person of either sex, individual, partnership, firm or corporation who practises the art of combing, curling, waving, plaiting, singeing, dressing, decolorating or dyeing of hair or who gives hair treatments; makes, transforms or sets wigs and locks, or who, by means of manipulation or with some apparatus, or cosmetics, antiseptics, tonics, lotions, creams, powders, oils or clay, gives massages, cleans, stimulates, shakes, embellishes or treats, in any similar way the face, the neck, the arms, the hands and nails.

h. The words "barber shop", "hairdressing parlor" and "beauty parlor" mean and include any place where the barber and hairdresser (male or female) trades are carried on and any place where the said trades are learned, such trades being defined in preceding subsections "f" and "g".

II. Rates of wages: a. The minimum wage for the regular time shall be the following for each of the hereinafter given zones:

Zone I: i. Barbers and hairdressers for men and women, \$15.00 per week plus 50% of all receipts exceeding \$22.00 made by the employee during any one week or \$20.00 without percentage.

ii. Ladies female hairdressers: \$14.00 per week.

iii. Any employee hired but for a few days of the week, and working less than five (5) days, shall receive wages based on the weekly rate of \$20.00 for days worked; if he works five (5) days or more, he shall be paid for the whole week. The same provisions apply to ladies' female hairdressers but based on the wages established for ladies.

Zone II: The wages in force in that zone shall be the same as those established in Zone I.

b. The wages of any person of the trade, master barber or employee, men or ladies' hairdressers, female hairdressers working on contract, piece work or by the job, shall never be less than the following rates:

Zone I Zone II

Haircut, for men and women:

On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	\$0.35	\$0.25
On Saturday.....	0.35	0.35
On eve of holidays.....	0.35	0.35

Haircut, for children under 15 years of age:

On Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday.....	0.15
---	------

Zone I Zone II		Zone I Zone II	
les vendredi, samedi et les veilles de fêtes chômées.....	0.25	On Friday, Saturday and eve of holidays.....	0.25
Cheveux pour enfants de moins de 16 ans:		Haircut, for children under 16 years of age:	
les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.....	0.15	On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.....	0.15
les samedi et les veilles de fêtes chômées.....	0.25	On Saturday and eve of holidays.....	0.25
Barbe.....	0.15	Shave.....	0.15
Traitement au vibrateur, sans massage.....	0.15	Vibrator treatment without massage.....	0.15
Manicure.....	0.50	Manicure.....	0.50
Teinture de cheveux.....	3.00	Dyeing of hair.....	3.00
Ondulation permanente.....	3.00	Permanent wave.....	3.00
Ondulation à l'eau ou Marcel.....	0.50	Water wave or Marcel.....	0.50
Ondulation au Komol ou au papier.....	0.75	Komol or paper wave.....	0.75
Flambage de cheveux.....	0.25	Singeing of hair.....	0.25
Shampooing.....	0.35	Shampoo.....	0.35
Shampooing sec.....	0.25	Dry shampoo.....	0.25
Massage.....	0.35	Massage.....	0.35
Lotion.....	0.25	Lotion.....	0.25
Massage-Lotion.....	0.25	Massage-lotion.....	0.25
Tonique.....	0.25	Tonic.....	0.25
Aiguillage de rasoir.....	0.25	Sharpening a razor.....	0.25

Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux ci-dessus mentionnés, soit à l'heure, soit au contrat, sera nulle.

Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-haut énumérés, ne pourra être donné aux clients.

c. Aucun employeur n'aura le droit de réduire les salaires des employés recevant plus que les salaires minima prévus au paragraphe a du présent article, lors de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel rendant la présente convention obligatoire.

d. Toute entente ou convention ayant pour effet de louer une ou plusieurs chaises à un barbier, coiffeur ou coiffeuse sera illégale.

Toutefois le propriétaire d'un salon tel que défini au paragraphe "h" de l'article I pourra louer au complet son salon, pourvu que le locataire se conforme à l'alinéa précédent.

III.—Durée du travail:

Pour les fins de la présente convention, les heures de travail pour les barbiers-coiffeurs et coiffeuses pour hommes et dames seront réparties de la façon suivante:

Dans les zones I et II, exception faite pour Louiseville et un rayon de deux (2) milles de ses limites:

De 8.00 a.m. à 12.00 a.m. (midi) les lundi;

De 8.00 a.m. à 8.00 p.m. les mardi, mercredi, jeudi et vendredi;

De 8.00 a.m. à 10.00 p.m. les samedi et les veilles de fêtes chômées.

A Louiseville et dans un rayon de deux (2) milles autour de ses limites;

De 8.00 a.m. à 12.00 a.m. (midi) les lundi;

De 8.00 a.m. à 9.00 p.m. les mardi, mercredi, et jeudi;

De 8.00 a.m. à 10.00 p.m. les vendredi;

De 8.00 a.m. à 11.00 p.m. les samedi et les veilles des fêtes chômées.

Pendant ces journées de travail, les employés devront avoir une heure pour le repas du midi et une heure pour le repas du soir; le travail est interdit les dimanches et les fêtes d'obligation de l'Eglise catholique, le Jour de la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

Any agreement for the purpose of reducing the rates hereinabove enumerated, either per hour or contract, shall be void.

No object of any value whatsoever, with a view to reduce the above rates, may be given a customer.

c. No employer shall have the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum wages established in paragraph "a" of the present section, on the date of publication in the *Quebec Official Gazette*, of the Order-in-Council rendering the present agreement obligatory.

d. Any agreement with a view to rent one or more barber or hairdresser chairs shall be illegal.

However, the owner of a parlor, defined in subsection "h" of section I, may rent his parlor, in whole, provided the tenant shall abide by the provisions of the preceding paragraph.

III. *Duration of labour:* For the purposes of the present agreement, the working hours for barbers and male and female hairdressers for men and women shall be distributed as follows:

In Zones I and II, with the exception of Louiseville and a radius of two (2) miles from its limits:

From 8.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon) on Monday;

From 8.00 a.m. to 8.00 p.m. on Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday;

From 8.00 a.m. to 10.00 p.m. on Saturday and holiday eves;

At Louiseville and a radius of two (2) miles around its limits;

From 8.00 a.m. to 12.00 a.m. (noon), on Monday;

From 8.00 a.m. to 9.00 p.m. on Tuesday, Wednesday and Thursday;

From 8.00 a.m. to 10.00 p.m. on Friday;

From 8.00 a.m. to 11.00 p.m. on Saturday and holiday eves.

During those working days, employees shall have one hour off for their noon meal and one hour off for their night meal; work is prohibited on Sunday and on holidays of the Catholic Church, on St. John Baptist Day and on Labour Day.

Dans les cas de mariage, il sera permis de travailler les mariés à n'importe quel temps pourvu que dans chaque cas, le Comité conjoint soit averti.

Dans le cas de mortalité il sera permis de travailler, à n'importe quel temps, les membres de la famille du défunt: époux, épouse, père, mère, frères, sœurs.

Il sera de rigueur que dans chaque salon de beauté ou endroit où l'on pratique les métiers mentionnés dans ce décret, les rideaux ou toiles dans les fenêtres soient levés pendant les heures où il n'y aura pas de travail afin de pouvoir constater qu'aucun travail n'est exécuté avant ou après les heures d'ouverture ou de fermeture mentionnées.

IV. *Apprentissage*: Barbiers, coiffeurs et coiffeuses:

a. Aucun apprenti ne saurait être accepté avant seize ans révolus. Il devra avoir terminé au moins sa 5^e année du cours élémentaire.

b. Dans aucun salon, il ne devra y avoir plus d'un apprenti.

c. Le patron devra faire travailler graduellement son apprenti sur les différentes opérations des métiers afin d'en faire un ouvrier compétent.

d. L'apprentissage comporte un cours spécial d'hygiène de six (6) mois.

e. Aucune école de coiffure ne pourra opérer conjointement avec un salon de coiffure ou un commerce d'accessoires de coiffure.

f. Aucun employeur ou autre personne ne pourra, dans la juridiction territoriale de la présente convention, prendre à son emploi un apprenti, si préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec celui-ci, ses parents ou tuteurs par devant le Comité conjoint.

g. Le salaire de l'apprenti sera le suivant:

	<i>Salaire hebdomadaire</i>
Après six mois de pratique dans un salon de beauté.....	\$ 5 00
Après douze mois de pratique dans un salon de beauté.....	7 50
Après dix-huit mois de pratique dans un salon de beauté.....	10 00

h. Au cas où un patron voudrait discontinuer de donner de l'emploi à un apprenti qui a été plus de huit (8) jours à son service, il devra en donner avis au Comité conjoint au moins une semaine à l'avance.

V. Les compagnons qui, en raison de leur âge avancé ou pour cause d'infirmité, ne sauraient donner le rendement moyen d'un ouvrier compétent, pourront voir leur cas référé au Comité conjoint qui pourra, s'il y a lieu, réviser l'échelle de salaire pour chacun des cas soumis à son attention.

VI. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale de la présente convention comprend les villes des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Louiseville, Shawinigan, Grand'Mère et un périmètre de deux (2) milles de rayon autour des limites de ces villes; cette juridiction est divisée en deux (2) zones de la façon suivante:

Zone I: Les villes de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-les-Chûtes, Grand'Mère, et un rayon de deux (2) milles autour de leurs limites.

Zone II: La ville de Louiseville et un rayon de deux milles (2) autour de ses limites.

In cases of marriages, work may be performed on married persons, at any time; however, in each case, the Joint Committee shall be served with a notice to that effect.

In cases of death, work may be performed, at any time, on members of the family of the dead person: husband, wife, father, mother, brothers, sisters.

The curtains or blinds, in every beauty parlor, shall have to be pulled up during hours not worked so as to state there be no work done before or after mentioned opening or closing hours.

IV. *Apprenticeship*: Barbers, male and female hairdressers.

a. No apprentice shall be accepted before having completed his or her sixteenth year. He or she must have completed his or her fifth elementary grade.

b. No parlor shall be entitled to more than one apprentice.

c. The proprietor must gradually instruct his apprentice in the various operations of the trade in order that he or she may finally be a competent worker.

d. Apprenticeship necessitates a special six (6) months' course in hygiene.

e. No hairdressing school shall be operated jointly with a hairdressing parlor or a commerce of hairdressing accessories.

f. No employer or other persons may, in the territorial jurisdiction of the present agreement, hire an apprentice if he has not previously entered into an apprenticeship contract with the said apprentice, the latter's relatives or tutors, witnessed by the Joint Committee.

g. The wages of an apprentice are the following:

	<i>Per week</i>
After six months' practice in a beauty parlor.....	\$5.00
After twelve months' practice in a beauty parlor.....	7.50
After eighteen months' practice in a beauty parlor.....	10.00

h. In the case where a proprietor desires to dispense with the services of an apprentice who has been more than eight (8) days in his employ, he should give notice to the Joint Committee at least one week in advance.

V. Journeymen who, on account of their advanced age or due to infirmity, cannot give the ordinary service of a competent worker, may have their case referred to the Joint Committee which may, if expedient, revise the scale of wages for each case submitted to its attention.

VI. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the towns of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine, Louiseville, Shawinigan, Grand'Mère, and a perimeter of two (2) miles or radius around the limits of those towns; this jurisdiction is divided into two (2) zones in the following manner:

Zone I: The towns of Three-Rivers and Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand'Mère, and a radius of two (2) miles around their limits.

Zone II: The town of Louiseville and a radius of two (2) miles around its limits.

VII. Durée de validité:

La présente convention sera valable à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et restera en vigueur pour une période de un (1) an.

Elle se renouvellera automatiquement, chaque année par la suite, à moins d'un avis de 30 jours servi avant l'expiration de chaque terme annuel, soit par l'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs Inc. des Trois-Rivières, ou par l'Union nationale catholique des Employés Barbiers et Coiffeurs des Trois-Rivières, au ministère du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, l'avisant qu'elle désire l'amender ou l'abroger.

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Département du Travail, des Mines
et des Pêcheries maritimes.

Québec, ce 16 novembre, 1940. 5211-o

VII. Duration of enforcement: The present agreement shall be in force from the date of the publication, in the *Quebec Official Gazette*, of the Order-in-Council approving the present request and shall remain in force for a period of one (1) year.

It shall renew itself automatically, each year thereafter, unless a 30-day notice be served, before the expiration of each annual term, whether by "L'Union nationale catholique des Maîtres-Barbiers et Coiffeurs, Inc." of Three-Rivers, or by "L'Union nationale catholique des Employés Barbiers et Coiffeurs" of Three-Rivers, to the Department of Labour, Mines and Maritime Fisheries, to the effect of amending or repealing the said agreement.

During the thirty days from the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour, Mines and Maritime Fisheries shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the said request.

GERARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour, Mines and Maritime Fisheries.

Quebec, November 16th, 1940. 5212-o

**Index de la Gazette officielle
de Québec, No 46**

AVIS AUX INTÉRESSÉS:— 3543

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

4062—Fabrication des boîtes de carton
gaufre dans la province de Québec
(Modifications)..... 3586
4064—Industrie du meuble de la provin-
ce de Québec..... 3584
4063—Métiers de la construction de So-
rel..... 3584
3986—Métiers du bâtiment dans le dis-
trict des Trois-Rivières (Amendement) 3583

ASSURANCE:—

La Compagnie d'assurance la Protection
Nationale..... 3560

AVIS DIVERS:—

LePage's, Inc..... 3561
Rachat des rentes seigneuriales re: munic.
de St-Joseph de Lanoraie..... 3561

CHARTES—ABANDON DE:—

Agences Nadeau Limitée..... 3563
Bergman Cloak Company..... 3561
Chain Stores Corporation..... 3562
Common Commodities Corporation..... 3562
Harry Gold Inc..... 3561
La Compagnie de Granit..... 3563
Merit Shoe Manufacturing Company
Limited..... 3563
Restaurant Kerhulu des Trois-Rivières
Limitée..... 3563
Saraguay Investment Company, Limited 3562
Staple Products Corporation..... 3562

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:—

Ordonnance No 7-A..... 3583

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 46**

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:— 3543

ORDERS-IN-COUNCIL:—

4062—Manufacturing of corrugated pa-
per boxes in the Province of Quebec
(Modifications)..... 3586
4064—Furniture industry of the Provin-
ce of Quebec..... 3584
4063—Building trades of Sorel..... 3584
3986—Building trades in the Trois-Rivi-
ères district (Amendment)..... 3583

INSURANCE:—

The National Protection Assurance Com-
pany..... 3560

MISCELLANEOUS NOTICES:—

LePage's, Inc..... 3561
Redemption of Seigniorial Rents re:
munic. of St-Joseph de Lanoraie..... 3561

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Nadeau Agencies Limited..... 3563
Bergman Cloak Company..... 3561
Chain Stores Corporation..... 3562
Common Commodities Corporation..... 3562
Harry Gold Inc..... 3561
La Compagnie de Granit..... 3563
Merit Shoe Manufacturing Company
Limited..... 3563
Restaurant Kerhulu des Trois-Rivières
Limitée..... 3563
Saraguay Investment Company, Limited 3562
Staple Products Corporation..... 3562

MINIMUM WAGE COMMISSION:—

Ordinance No. 7-A..... 3583

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Biron, munic. scolaire.....	3564
Ristigouche, munic. scolaire.....	3564
St-Nazaire de Berry, munic. scolaire.....	3564
Trinité-des-Monts, munic. scolaire.....	3564

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Biron, school munic.....	3564
Ristigouche, school munic.....	3564
St-Nazaire de Berry, school munic.....	3564
Trinité-des-Monts, school munic.....	3564

LETTRES PATENTES:—

Aviv Trimmings Ltd.....	3550
Coteluke Home Development Inc.....	3544
Council for Overseas Children.....	3552
Labelle Garment Company.....	3545
L'Union Economique d'Habitations.....	3545
Massy-Beresford Fund Inc.....	3551
North Atlantic Sea Food Limited.....	3547
St-Denis, Larocque Transport, Limitée.....	3548
Tropical Inn Incorporated.....	3551
United Auto Parts (Granby) Ltd.....	3548

LETTERS PATENT:—

Aviv Trimmings Ltd.....	3550
Coteluke Home Development Inc.....	3544
Council for Overseas Children.....	3552
Labelle Garment Company.....	3545
L'Union Economique d'Habitations.....	3545
Massy-Beresford Fund Inc.....	3551
North Atlantic Sea Food Limited.....	3547
St-Denis, Larocque Transport, Limitée.....	3548
Tropical Inn Incorporated.....	3551
United Auto Parts (Granby) Ltd.....	3548

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Concorde Automobile Ltée.....	3553
La Compagnie de Publication et d'Imprimerie de Montréal—Montreal Publishing & Printing Company.....	3553

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Concorde Automobile Ltée.....	3553
La Compagnie de Publication et d'Imprimerie de Montréal—Montreal Publishing & Printing Company.....	3553

LETTRES PATENTES PAR PROCLAMATION:—

Bergeron, Robert.....	3565
-----------------------	------

LETTERS PATENT BY PROCLAMATION:—

Bergeron, Robert.....	3565
-----------------------	------

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Industrie de la boulangerie de Québec.....	3589
L'Union nationale catholique des employés barbiers et coiffeurs des Trois-Rivières.....	3589

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Baking industry of Quebec.....	3589
L'Union nationale catholique des employés barbiers et coiffeurs des Trois-Rivières.....	3589

MINUTES DE NOTAIRES:—

Feeney, Jean-Marie, en faveur de.....	3566
Hébert, Georges.....	3566
Le Guerrier, Donat.....	3566
Libersan, Marcel.....	3566
Paradis, Georges-Eugène.....	3566

NOTARIAL MINUTES:—

Feeney, Jean-Marie, in favour of.....	3566
Hébert, Georges.....	3566
Le Guerrier, Donat.....	3566
Libersan, Marcel.....	3566
Paradis, Georges-Eugène.....	3566

NOMINATIONS:—

Commissaire d'écoles.....	3567
Diverses.....	3567

APPOINTMENTS:—

School Commissioner.....	3567
Miscellaneous.....	3567

PROCLAMATIONS:—

Cour de circuit à Ham-sud.....	3568
Cour de magistrat à Ham-sud.....	3569
Cour des jeunes délinquants de Québec.....	3569

PROCLAMATIONS:—

Circuit Court at Ham-South.....	3568
Magistrate's Court at Ham-South.....	3569
Juvenile Delinquents' Court of Quebec.....	3569

SOUMISSION:—

Shawinigan Falls, cité de.....	3570
--------------------------------	------

TENDER:—

Shawinigan Falls, city of.....	3570
--------------------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Villeneuve, Edgar.....	3571
------------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Villeneuve, Edgar.....	3571
------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:—

Charron vs Charron <i>et al.</i>	3571
--	------

SALE BY LICITATION:—

Charron vs Charron <i>et al.</i>	3571
--	------

VENTES POUR TAXES:—

St-Ambroise, paroisse de.....	3556
Villeroy, municipalité de.....	3554

SALES FOR TAXES:—

St-Ambroise, parish of.....	3556
Villeroy, municipality of.....	3554

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Banque Canadienne Nationale vs Morissette et vir. 3572

CHICOUTIMI:—

Fradette vs Boudreault. 3573

HULL:—

Ledoux vs Lauzon. 3573

IBERVILLE:—

Arpin vs Tremblay. 3573

JOLIETTE:—

Gagnon vs Bélanger. 3574

Lefebvre vs Héritiers Roland Dufour. 3574

KAMOURASKA:—

Fréchette vs Thibault. 3579

MONTREAL:—

Caplan vs Designed Homes Limited. 3576

Fortin et al vs Truchon. 3578

Houle et al vs Guindon. 3577

Montreal Life Ins. Co. vs Théberge. 3577

The Yorkshire Ins. Co. Ltd vs Russell. 3578

West Hill Land Co. Ltd vs de Repentigny 3575

QUÉBEC:—

Caron vs Dombrowski. 3579

Lortie Limitée vs Lacroix. 3580

TERREBONNE:—

Ville de Lachute vs Coutu. 3581

TROIS-RIVIÈRES:—

Lesieur vs Morin. 3581

Tourigny vs Mailhot. 3582

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Banque Canadienne Nationale vs Morissette et vir. 3572

CHICOUTIMI:—

Fradette vs Boudreault. 3573

HULL:—

Ledoux vs Lauzon. 3573

IBERVILLE:—

Arpin vs Tremblay. 3573

JOLIETTE:—

Gagnon vs Bélanger. 3574

Lefebvre vs Heirs of Roland Dufour. 3574

KAMOURASKA:—

Fréchette vs Thibault. 3579

MONTREAL:—

Caplan vs Designed Homes Limited. 3576

Fortin et al vs Truchon. 3578

Houle et al vs Guindon. 3577

Montreal Life Ins. Co. vs Théberge. 3577

The Yorkshire Ins. Co. Ltd vs Russell. 3578

West Hill Land Co. Ltd vs de Repentigny 3575

QUÉBEC:—

Caron vs Dombrowski. 3579

Lortie Limitée vs Lacroix. 3580

TERREBONNE:—

Town of Lachute vs Coutu. 3581

TROIS-RIVIÈRES:—

Lesieur vs Morin. 3581

Tourigny vs Mailhot. 3582

